

**Marie-Christine Allart, *L'Évolution de l'agriculture en Artois dans la seconde moitié du xx<sup>e</sup> siècle*, Paris, L'Harmattan, 2004, 109 p., 11,5 €, isbn 2747562522**

**Philippe Madeline**

DANS **HISTOIRE & SOCIÉTÉS RURALES 2005/1 Vol. 23**, PAGES 219Y À 298Y  
ÉDITIONS **ASSOCIATION D'HISTOIRE DES SOCIÉTÉS RURALES**

ISSN 1254-728X

ISBN 2868478166

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-histoire-et-societes-rurales-2005-1-page-219y?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



# COMPTES RENDUS

---

## OUVRAGES

Karoline MAZURIE DE KEROUALIN, *Genèse et diffusion de l'agriculture en Europe, agriculteurs, chasseurs, pasteurs*, Paris, Éditions Errance, 2003, 184 p., 27 €, ISBN 2877722511.

Voici un livre dont le titre est particulièrement alléchant. Le lecteur attend sans doute un ouvrage de synthèse qui lui permettra de se représenter la problématique et l'état des connaissances sur les origines de l'agriculture européenne. C'est ce que promet l'auteur en introduction : « La présente analyse se veut être un bilan des découvertes et de l'état des recherches sans opinion personnelle ». Un livre de commande ? Non, en fait il s'agit d'une thèse de l'Université de Lausanne qui réunissait les meilleurs spécialistes de la question.

La problématique est complexe, même si l'introduction la présente de façon on ne peut plus claire : quand, où, comment et pourquoi s'est développé ce phénomène de néolithisation ?

La sériation chronologique ne pose plus de problèmes aujourd'hui, grâce à l'utilisation d'une large gamme de

méthodes de datation, du  $^{14}\text{C}$  pour presque tous les sites, jusqu'à la dendrochronologie pour les ensembles les mieux conservés. Le développement spatial de cette révolution pose en revanche des problèmes d'interprétation encore largement discutés : comment ce phénomène, achevé au Proche-Orient au septième millénaire, se répand en Occident pour le recouvrir à peu près complètement à la fin du sixième ? Le premier chapitre est consacré aux modèles proposés pour expliquer la nature et les modalités de cette diffusion. Le deuxième résume l'évolution du Proche-Orient de 11 000 – la fin du Paléolithique – à 6 000 avant J.-C. ; les suivants traitent de l'Occident en distinguant, après avoir rappelé la nature du substrat mésolithique, cinq étapes entre 6 800 et 5 000 avant J.-C.

L'analyse des différents modèles est claire et utile. La neutralité de l'auteur est toutefois, comme dans tout ce livre, un peu gênante parce qu'elle conduit le lecteur à un scepticisme général, là où une adhésion enthousiaste ou un rejet de la théorie proposée serait fina-

lement plus fécond. Il est clair que les problèmes de variation climatique, sensibles pourtant quand on passe du Proche-Orient à l'Europe septentrionale et qu'on traite d'une aussi longue période, et les questions techniques, ne préoccupent pas l'auteur : c'est à l'évolution de la société et au processus d'expansion des populations qu'elle consacre tous ses efforts. Ce catalogue des modèles imaginés par les archéologues, qui a l'avantage de démontrer un certain nombre d'idées reçues, reste très abstrait parce qu'il est ici totalement détaché des données du terrain et du milieu.

Les chapitres suivants présentent les principaux groupes culturels qui ont développé la néolithisation. Ils sont appuyés sur d'excellentes cartes, qui permettent d'avoir une vision claire et objective des données, à la fois dans leur détail et dans leur globalité : chaque culture est représentée par les points précis de découverte signalés par une sémiologie graphique adaptée. Je n'ai ni la compétence, ni la place pour commenter la description de chaque culture, voire de chaque étape. La volonté légitime de présenter à chaque fois toute la société, de l'outillage et de la consommation jusqu'à l'architecture, égare un peu le lecteur. Ce dernier s'inquiète avec l'auteur de constater que l'analyse de la domestication ne s'appuie, à Bretonvilliers, que sur trois ossements : qu'en est-il des autres sites ? Les conclusions de chaque chapitre sont soit trop brèves, soit renvoyées à l'avenir, l'état des connaissances ne permettant pas de trancher.

Le dernier chapitre, qui s'intitule timidement « Éléments de conclusion », souligne encore les hésitations de l'auteur. Il propose en effet, toujours

en s'appuyant sur une bonne cartographie, une synthèse entre les modèles évoqués au début de l'ouvrage et les données réunies dans les chapitres précédents. L'auteur s'intéresse surtout aux composantes immigrantes ou locales dans le processus de néolithisation, puis à l'organisation sociale importée avec – ou générée par – les techniques de production. Elle en vient à évoquer les problèmes de la propriété, de l'urbanisation, de la hiérarchisation sociale, qui ne sont peut-être pas essentiels et surtout identifiables pour ces périodes. On préférerait une carte commentée de la répartition des plantes cultivées et de l'élevage.

Les éditions Errance ont donc encore frappé : non seulement une « remarquable thèse », comme le dit la quatrième de couverture, ne fait pas spontanément un livre, mais les fautes d'orthographe qui émaillent particulièrement la conclusion, les légendes qui manquent au bas des cartes, ne donnent pas confiance au lecteur. Combien d'étudiants et jeunes chercheurs se laisseront prendre à ce piège d'une édition rapide, mais expédiée ? Alors qu'on se bat aujourd'hui pour que le passage au support électronique n'entraîne pas une édition au rabais, ce genre de livre montre qu'on peut imprimer sur papier des travaux importants mais « bruts de fonte », qui ne rendent service ni à l'auteur, ni aux lecteurs.

Olivier Buchsenschutz

Claude GUINTARD et Christine MAZZOLI-GUINTARD, (dir.), *Élevage d'hier, élevage d'aujourd'hui. Mélanges offerts à Bernard Denis*, Rennes, PUR, 2004, 445 p., 29 €, ISBN 2753500177.

Lorsque Bernard Denis a choisi de cesser d'enseigner la zootechnie à l'École vétérinaire de Nantes, personne n'a pu parler de démission car on savait qu'il s'agissait d'une reconversion de ses activités, surtout pas d'une retraite. Il allait en particulier se consacrer pleinement à la Société d'Ethnozootechnie qu'il anime depuis 1996, et dont les buts lui ont toujours tenu à cœur. Aussi ce volume d'hommage est-il très naturellement consacré aux différents aspects des rapports homme-animal domestique-milieu. Chaque auteur restant attaché à son domaine de prédilection, il ne saurait s'agir d'un traité d'ethnozootechnie. Toutefois le lecteur pourra y distinguer deux genres d'articles. Certains sont des publications scientifiques ou des mises au point sur un sujet précis qui auraient pu figurer en bonne place dans le *Bulletin de la Société d'Ethnozootechnie*, d'autres constituent des bilans sur des thèmes généraux ce qui ajoute, selon nous, un intérêt tout particulier à ce volume. Les coordonnateurs ont regroupé les contributions en trois parties.

La première («La zootechnie dans l'histoire») débute avec une contribution où Louis Chaix passe en revue les déformations anciennes et actuelles du cornage bovin en Afrique du Nord-Est (p. 21-32). La pratique visant à obtenir, par une contrainte «orthopédique» avant la lettre, un port de cornes inhabituel chargé d'une forte signification symbolique n'est pas cantonnée à cette région, mais, plus qu'ailleurs, elle s'y est manifestée dans des sociétés essentiellement vouées au pastoralisme. Ainsi les milliers de bucranes relevés dans les sépultures de la culture de Kerma (Nubie 2500-1500 avant J.-C.) présentent soit une

déviations d'une corne vers le bas, soit un rapprochement des deux cornes allant jusqu'à la fusion des chevilles osseuses. Liliane Bodson donne un aperçu du comportement envers les animaux d'élevage chez les producteurs et les utilisateurs de l'Antiquité grecque et romaine (p. 33-63) à partir des sources écrites – agronomiques, vétérinaires, littéraires –, iconographiques et archéozoologiques. Il en ressort une sollicitude pour des bêtes qui, outre la douceur et les soins attentifs qu'exigeait un intérêt bien compris, auraient été l'objet d'une compassion véritable. Claude Guintard et Christine Mazzoli-Guintard abordent l'apiculture et la colombophilie en al'Andalus en prenant comme point de départ la maxime tirée d'un document juridique de Cordoue datant du début du X<sup>e</sup> siècle : «N'installe point de ruche auprès d'un pigeonnier!» : un conseil zootechnique de bon sens pour des techniques d'élevage aux intérêts contradictoires? (p. 65-87). Certes les abeilles tourmentent les jeunes pigeons dont le nid est installé trop près de la ruche. Mais, dépassant le cas d'école, les auteurs envisagent plus généralement le passé zootechnique et culturel de ces petits élevages dans la Péninsule ibérique et dans le Monde musulman. Avec «Animal-outil et animal-aliment au Moyen Âge : le cas portugais» (p. 89-95), Robert Durand montre que, du XII<sup>e</sup> à la moitié du XIII<sup>e</sup> siècle, alors que s'effacent les exigences militaires de la *Reconquista*, le cheval cède presque entièrement la place aux élevages bovin et ovin, les moutons restant strictement cantonnés aux espaces incultes. Les «Notes historiques sur le développement de la médecine vétérinaire et des productions animales» (p. 97-104) de

Joseph Froget mettent en lumière le rôle des vétérinaires en zootechnie, en omettant peut-être que les agronomes, à compter des années 1860, ont quelque peu monopolisé ce domaine. Gwenaëlle Chéné, Michel Bajon, Claude Guintard, Jean-Marie Lassus et Jorge Alberto Neira explorent « Les différentes voies d'importation et de dispersion des bovins en Colombie lors de la colonisation espagnole » (p. 105-120). Après avoir repéré les trois routes d'importation, au XVI<sup>e</sup> siècle, du bétail espagnol au moment de la colonisation de ce territoire, ils tentent d'expliquer l'adaptation des sept races créoles actuellement connues aux différents paysages à la lumière des récits des voyageurs et en tenant compte de l'infusion de sang de races européennes durant le XIX<sup>e</sup> siècle. Louis et Jeannine Reveleau envisagent pour leur part « La quête des bêtes à laine fine », et en particulier en France au XVIII<sup>e</sup> siècle, préparant la mérinisation (p. 121-138). Si la mérinisation a débuté officiellement en France avec l'établissement du troupeau de Rambouillet en 1786, dès les années 1760 on avait pris conscience de la pénurie d'ovins de qualité. À ce moment, l'importation de bêtes espagnoles commençait en Provence puis dans le Berry, chez le Marquis de Barbençois, et enfin à Montbard, chez Daubenton. Bien plus que les ouvrages de l'abbé Carlier, *L'Instruction pour les bergers...* (1782), fruit des recherches de Daubenton, encouragea l'amélioration des bêtes à laine. Mais déjà, à compter de 1781, se multipliaient les arrivées de moutons espagnols malgré la résistance des partisans des races anglaises dans le nord du pays. Cette partie historique se clôt avec une remarquable mise au point de Ronald Hubscher sur l'hippophagie dans la capitale : « Nourrir le

peuple : l'hippophagie à Paris au XIX<sup>e</sup> siècle » (p. 139-150). La consommation de viande de cheval, après avoir connu les difficiles commencements que l'on sait, prend des proportions considérables au début du XX<sup>e</sup> siècle pour s'effacer progressivement à partir de 1966, soit cent ans après son autorisation officielle.

La seconde partie (« Les races animales : évolution d'un concept ») commence par quelques pages de réflexions de Laurent Avon : « La conservation des races animales en Europe : où en est-on ? » (p. 153-160). Depuis les années 1930, une politique administrative commune à la plupart des pays d'Europe a encouragé la fusion des races d'animaux domestiques afin de mieux diriger les efforts des éleveurs et maîtriser l'amélioration des performances. Face à ce productivisme institutionnalisé, il a fallu quarante ans pour que l'on prenne conscience que la disparition des races à faibles effectifs impliquait une perte dangereuse de potentiel génétique. Sur ce thème, la Société d'Ethnozootechnie, créée en 1971, fut active dès ses débuts. À ce jour, le statut de certaines de ces populations demeure inquiétant, posant la question, avec Annick Audiot et Olivier Rosset, de savoir où situer « Les races locales : entre conservation et valorisation ? » (p. 161-189). Incidemment maintenues par la résistance passive de quelques agriculteurs, les races les plus chanceuses ont bénéficié de l'aide des institutions publiques au nom de la défense du patrimoine collectif. Mais le plus souvent il a fallu, pour réussir cette sauvegarde, que les éleveurs s'imposent un difficile consensus quant aux modes de sélection, d'accompagnement technique et de commercialisation. Les

solutions restent d'ailleurs provisoires, et la génération actuelle doit s'efforcer de mieux sensibiliser le consommateur, d'éviter les dérives commerciales tout en s'accordant au nouvel environnement réglementaire. Malaisé à résumer, cet article étoffé fera sans doute référence. Pour une autre raison, les cinq contributions suivantes ne se laissent pas non plus facilement réduire. Elles envisagent, sur un mode nécessairement factuel, l'historique de plusieurs races domestiques. Elles ont pour dénominateur commun le rôle prééminent d'un petit nombre d'éleveurs dont l'empreinte durable a tenu aux choix qu'ils ont dû faire lors de la sélection initiale : Pierre Quéméré, avec « La race bovine Bretonne Pie-Noir. Grandeur et décadence. De la sauvegarde à la relance » (p. 191-219), fournit l'exemple du sauvetage d'une race au passé prestigieux, presque disparue avant de renaître, et il analyse les difficultés rencontrées jusqu'à nos jours pour la faire prospérer. Citons aussi : Virgile Cailler, Franck Michel, Stéphane Martinot, Philippe Figwer, Luc Mounier, Pascal Leterme, « Historique du cheval comtois » (p. 221-238) ; Jean-François Courreau, « Des hommes de chien. Aux sources du berger belge de travail » (p. 239-261) ; Olivier Fanica, « Chien de Beauce, chien de Brie. Les témoignages des peintres animaliers du XIX<sup>e</sup> siècle » (p. 263-286) ; Raymond Triquet, « Naissance et renaissance d'une race, le dogue de Bordeaux » (p. 287-301). Le lecteur peu au fait des réalités zootechniques sera frappé par la faible ancienneté des modèles actuels d'animaux qui, au moins en France, ne remontent guère au-delà d'un siècle. À défaut de races, chaque contrée possédait jadis une grande diversité de populations locales dans lesquelles les

éleveurs ont puisé pour fonder des lignées pures.

La dernière partie aborde les « Interrogations contemporaines » auxquelles l'élevage doit se confronter. D'abord, c'est un sujet particulièrement controversé, Les particularités de « l'élevage biologique » (p. 305-319), que Gilbert Jolivet analyse avec une lucidité et une clairvoyance à la hauteur des contre-vérités ancrées dans l'opinion. Parmi les denrées « biologiques » d'origine animale, faut-il le rappeler, la grande consommation n'utilise encore que les œufs, le lait et ses dérivés. Ces produits bénéficient, semble-t-il, d'une garantie de sécurité et de goût qu'un élevage traditionnel de qualité pourrait aussi bien sinon mieux garantir, si l'acheteur consentait à y mettre le prix. Certes, la conversion au « biologique » de petites exploitations s'avère pour le moment rentable mais celles-ci ne risquent-elles pas, à terme, d'entrer dans une concurrence critique avec l'agriculture « raisonnée » lorsque le public, plus sensible aux saveurs, saura prendre ses distances avec les idéologies du XX<sup>e</sup> siècle ? Tout aussi stimulant, l'article de Jean-Louis Tisserant, « Le ruminant, élément indispensable pour une agriculture durable » (p. 321-334), rappelle les particularités de la fonction digestive des bovins que les médias ont si mal interprétées au moment de la crise de l'ESB. Grâce à sa flore, le rumen transforme et valorise des substances que ne sauraient consommer ni le poulet, ni le porc... ni l'homme. De sorte que l'utilisation de bovins rustiques ou de caprins permettrait, au prix d'une supplémentation alimentaire modérée et appropriée, la mise en valeur de zones arides en difficulté. Dans nos régions

tempérées, la réduction judicieuse des suppléments alimentaires autoriserait également le retour souhaité au fourrage comme base de la ration en conciliant les coûts et le respect de l'environnement. François Spindler examine pour sa part « Le petit élevage, son importance dans le passé, sa survivance dans le présent » (p. 335-348). Cet élevage domestique aux contours indécis se caractérise par une faiblesse des investissements et des intrants (alimentation, interventions sanitaires), par son exclusion des filières industrielles, et surtout par l'utilisation exclusive de la main-d'œuvre familiale. Sous l'Ancien Régime, il se limite dans la plupart des provinces à quelques volailles, un porc, quelques moutons, une ou deux chèvres et parfois une vache que l'on mène paître sur les terrains communaux. La réduction des terres incultes et la généralisation des cultures fourragères au XIX<sup>e</sup> siècle cantonnent cette activité aux petites espèces, volailles, lapins, abeilles, vers à soie, en gardant toutefois sa place au porc. Au siècle suivant, le petit élevage ne se maintient que chez les ouvriers-paysans, puis connaît un renouveau inattendu après les Trente Glorieuses, juste contrepartie sans doute d'une exploitation animale ressentie comme trop intensive. Il ne s'agit plus d'une recherche de subsistance, mais d'une activité complémentaire pour des agriculteurs-éleveurs âgés ou des ruraux périurbains qui se consacrent volontiers aux races à faible effectif. Passion ou loisir, cet élevage familial a permis la sauvegarde d'un certain nombre de races de volailles, de lapins et même de chevaux et de bovins. C'est dans une optique analogue que se place Patricia Pellégrini avec « La

conservation des races locales domestiques et son incidence sur les missions du cheptel de rente » (p. 349-359). Elle énumère les soutiens publics ou privés dont a bénéficié la conservation des races depuis les années 1980, et met l'accent sur l'aptitude de l'animal de rente à maintenir certains paysages ou certaines productions locales. C'est pour ce motif qu'agit depuis 1992, avec l'INRA, le Conservatoire des races du Sud-Ouest en faveur des vaches Lourdaises, des moutons Landais, des porcs Gascons et des dindons du Gers. De même, la rusticité de certaines races traditionnelles contribue avantagement à l'entretien de territoires infertiles mais d'un grand intérêt écologique, comme les marais ou les territoires secs exposés aux incendies. Roland Jussiau et Louis Montméas soulignent, pour « La zootechnie dans l'enseignement agricole aujourd'hui », l'apport particulier de l'ethnozootechnie (p. 381-393). Les auteurs insistent sur une notion qu'Étienne Landais et Joseph Bonnemaire ont proposée en 1994, le « système d'élevage ». Ce concept remplace celui de la « machine animale », centré sur les performances de l'individu, par un élargissement du champ d'études associant physiologie de l'organe et fonctionnement du troupeau, filière et qualité, géographie et écologie. L'enseignement de la zootechnie aurait donc tout à gagner en adoptant les préoccupations de l'ethnozootechnie et en étendant ses programmes aux sciences humaines, ce qu'illustre la contribution de Roland Darré, « Activité professionnelle et formation vétérinaire envisagées dans leur contexte économique et social » (p. 395-401). Maurice Molénat apporte son aide à la démonstration avec

« Recherche, développement, pays du Tiers Monde : l'exemple porcin » (p. 403-415).

On aura compris que l'ethnozootechnicien se veut généraliste et honnête homme. Il choisit la voie moyenne entre productivisme et élevage biologique, celle de l'agriculture raisonnée.

François Vallat

Hara PROCOPIOU et René TREUIL (dir.), *Moudre et broyer. L'interprétation fonctionnelle de l'outillage de mouture et de broyage dans la Préhistoire et l'Antiquité*, Paris, CTHS, 2002, 2 vol., 240 et 240 p., 30+30 €, ISBN 2735505022 et 2735505057.

Depuis une dizaine d'années, l'histoire des meules a le vent en poupe. Pourtant, on aurait pu croire le sujet battu et rebattu depuis belle lurette, tant archéologues, historiens et ethnologues ont produit d'études savantes sur les moulins et les meuniers. Mais la masse d'articles et d'ouvrages publiés depuis un siècle et plus s'est davantage attaché à l'architecture des moulins, à leurs mécanismes d'entraînement ou à leurs sources d'énergie (etc.) qu'aux meules qui en constituaient pourtant le cœur et la raison d'être. Après avoir beaucoup tourné autour d'elles, les spécialistes de l'histoire des techniques recentrent donc leurs travaux sur ces pierres indispensables à la survie de l'humanité. Ainsi en septembre 2005, un colloque international se tiendra à la Maison des Sciences de l'Homme de Grenoble, qui fera le point sur les recherches en cours et sur les expériences de mise en valeur des carrières de meules (« Les meulières. Recherche, protection et valorisation d'un patri-

moine industriel européen, Antiquité-XXI<sup>e</sup> siècle »). En 2002, un colloque similaire s'était déjà tenu à La Ferté-sous-Jouarre, qui avait donné lieu à deux publications sous l'égide de François Sigaut et de Mouette Barboff : *Les Meuliers* (Presses du village, 2002) et *Meules à grains* (Ibis Presses, 2003).

*Moudre et broyer* s'inscrit en amont de toutes ces manifestations. Sorti des presses en 2002, l'ouvrage dirigé par Hara Procopiou et par René Treuil constitue les actes d'une table ronde internationale tenue à Clermont-Ferrand en automne 1995. Tandis que les livres du couple Sigaut/Barboff s'attachent plus spécifiquement à l'extraction et au commerce des meules au cours des derniers siècles de notre ère (Moyen Âge-xx<sup>e</sup> siècle), *Moudre et broyer* se tourne plutôt vers l'utilisation des meules et autres outils de broyage aux périodes antérieures, comme l'indique son sous-titre : l'interprétation fonctionnelle de l'outillage de mouture et de broyage dans la Préhistoire et l'Antiquité.

Entre une préface de Marie-Claire Amouretti et la synthèse finale dressée par René Treuil, rien moins que cinquante-et-un auteurs se succèdent au fil des pages, ce qui dit déjà toute la richesse de l'entreprise. Le premier volume, fort de quatorze articles, opte pour une approche méthodologique. L'examen au microscope des minuscules traces de frottement ou de percussion, et l'analyse chimique des résidus laissés sur les surfaces de travail révèlent les gestes d'utilisation et la finalité des outils employés des millénaires auparavant (Hara Procopiou *et alii*, « Étude des matières transformées sur les outils de mouture » ; F. McLaren, « Unlocking the secrets of the stones »). Le recours à l'expérimen-

tation et à l'enquête ethnologique s'avère aussi indispensable car elles permettent de valider l'apport des sciences dites dures (B. Poissonnier, «Pilons broyeur [...] au risque de l'expérimentation» ; D. et K. Baudais, «Enquête ethnoarchéologique dans un village du nord-ouest du Népal» ; etc.). L'analyse pétrographique montre pour sa part la diversité des roches mises en œuvre durant la pré-histoire, et en même temps leur qualité déjà élevée : depuis le néolithique au moins, les matériaux ont été sélectionnés en fonction de leur abrasivité et de leur degré de résistance au travail de mouture (D. Santallier *et alii*, «Les qualités mécaniques des matériaux lithiques...» ; Joan S. Schneider, «Milling tool design, Stone textures and Function»). Par la suite, la standardisation des roches et de la forme des meules s'accroît, par exemple à la fin du III<sup>e</sup> millénaire avant Jésus-Christ en Espagne, ce qui aboutit à un meilleur rendement de la production de farine et contribue ainsi au développement des populations (Montserrat Menasanch *et alii*, «Las tecnologías del procesado de cereal»).

Le second volume propose dix-huit études archéologiques axées sur des sites ou des aires culturelles, et regroupées en quatre périodes. La première partie s'attache aux prémices du broyage et de la mouture depuis les origines de l'humanité jusqu'au Néolithique, en sollicitant pour ce faire la gestuelle des grands singes actuels et bien évidemment le matériel issu des chantiers de fouilles (J. Serralonga, «Le chimpanzé, la noix et l'hominidé»). Meules, pilons et broyeurs de Laussel, du Cap Blanc, d'Arcy-sur-Cure ou d'ailleurs permettent une découverte de taille : l'apparition des «pierres à

moudre» s'avère nettement antérieure à la domestication des plantes puisqu'elle remonte au moins au Paléolithique supérieur si ce n'est même au Paléolithique moyen (S. de Beaune, «Origine du matériel de broyage au Paléolithique»). Bien plus tard, l'âge du Bronze voit un changement d'échelle dans la production de la farine avec l'apparition de meules non plus mobiles et isolées mais montées en batteries, sur des banquettes surélevées construites à l'intérieur des habitats, et offrant des surfaces de travail quatre fois plus grandes qu'auparavant (A. Moundréa-Agrafioti, «Moudre et broyer dans l'espace construit d'une ville du début du Bronze récent égéen, Akrotiri, Théra»). Nouveau changement à l'âge du Fer avec l'apparition d'un outil révolutionnaire à plus d'un titre : la meule rotative. L'archéologie espagnole fournit des données essentielles pour cerner la date de son invention. Alors que l'habitat du VI<sup>e</sup> siècle avant J.-C. du Barranc de Gàfols ne compte que des meules à va-et-vient (D. Asensio *et alii*, «Análisis funcional y espacial de los molinos a vaivén»), onze sites des V<sup>e</sup> siècle-début du IV<sup>e</sup> siècle avant J.-C., comme ceux d'Els Vilars et de Turó de ca n'Olivé, présentent, aux côtés de céramiques tournées et des premiers outils agricoles en fer, les plus anciens modèles de meules rotatives connus à ce jour (N. Alonso Martinez, «Le moulin rotatif manuel au nord-est de la péninsule Ibérique»). On émettra à ce stade de la lecture un regret : que l'étape intermédiaire entre le mouvement à va-et-vient et le mouvement rotatif, représenté par les moulins à trémie dits «moulins d'Olynthe», n'ait pas eu droit à un article spécifique mais seulement à une

poignée de lignes, en p. 112 du tome 2. Typologie des *metae* et des *catilli*, modes de maniement et fonctionnalité, nature et provenance des roches, techniques de fabrication et d'entretien, contextes d'utilisation enfin, mobilisent l'attention d'une équipe espagnole (« Les meules rotatives du site ibérique d'Alorda Park »), d'Olivier Buchsenschutz et Claudine Pomme-puy (« Les enjeux d'une recherche sur les meules rotatives dans le monde celtique ») et d'Anne Bloch Jørgensen (« Investigations of Danish rotary querns from the Iron Age »), qui tous concluent que ces outils désormais très évolués ne peuvent sortir que des mains d'artisans spécialisés. L'ouvrage se clôt par deux incursions au Moyen Âge et à l'époque moderne, l'une attestant de l'usage du moulin à sang en France jusqu'en plein XVI<sup>e</sup> siècle (P. Bernardi, « Un exemple de détournement de fonction : le moulin aixois de François Eyguesier, en 1544 »), l'autre consacrée aux broyeur et aux meules d'un genre particulier utilisés sur un site minier des XII<sup>e</sup>-XIV<sup>e</sup> siècles : Brandes en Oisans (M.-C. Bailly-Maitre). Au total, l'ouvrage s'avère une mine tant pour les matériaux bruts qu'il amène que pour les percées méthodologiques et les synthèses qu'il contient. Le tout se lit d'autant plus volontiers qu'un effort particulièrement louable a été fait pour illustrer abondamment le propos des auteurs.

Alain Belmont

Louis MALASSIS, *L'Épopée inachevée des paysans du monde*, Paris, Fayard, 2004, 524 p., ISBN 2213619433.

Dans cet ouvrage, le second d'une trilogie (le premier s'intitulait *La longue marche des paysans français*,

Paris, Fayard, 2001, 400 p., celui-ci est le second), Louis Malassis dresse un large panorama de l'histoire des paysans dans le monde depuis le Néolithique jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle. L'ouvrage est en fait divisé en grandes zones géographiques : la première partie est intitulée « paysans d'Eurasie », celle-ci étant définie comme l'Europe et le pourtour du bassin méditerranéen, la seconde partie, bizarrement intitulée « vaste est le monde », concerne le reste du monde.

Dans la première partie, sont évoqués les paysans mésopotamiens, égyptiens, gréco-romains, les agronomes arabes, les paysans européens par grandes étapes ainsi que le rapport entre les paysans et les différentes formes de colonisation. La seconde partie est traitée par grands ensembles géographiques. L'écriture de ce panorama s'appuie sur une bibliographie réduite, sur l'expérience de l'auteur, ancien professeur d'économie rurale et expert auprès d'organismes internationaux et sur un certain nombre de témoignages, parfois longuement cités pour mieux faire comprendre la vie des paysans de tel ou tel domaine agricole.

Un tel parti pris entraîne des inexactitudes ou des références qui auraient mérité d'être complétées par des ouvrages plus récents, qu'il s'agisse de Toynbee, de Mantoux ou même de Marc Bloch qui écrit, rappelons-le, pendant l'Entre-deux-guerres ; dans tous les cas, qu'il s'agisse de la révolution industrielle ou de l'agriculture médiévale, d'autres travaux plus récents ont sérieusement nuancé voire réfuté les travaux antérieurs. De même, il est dommage que la Guerre des Gaules de César soit prise au pied de la lettre ou que Arthur Conte soit

considéré comme une référence pour la vie paysanne au Moyen Âge. Pour la période contemporaine, cela donne quelques affirmations aujourd'hui dépassées pour les historiens; on sait depuis la thèse de Jean-Jacques Becker (1977) que le départ pour la guerre 1914-1918 fut loin d'être euphorique, et les acquis les plus récents de la recherche historique sur la collectivisation en URSS et le rapport des paysans au pouvoir durcissent la vision donnée dans l'ouvrage, ajoutons que le stalinisme ne se réduit pas à un seul homme mais à un système dans un contexte de culture de guerre (p. 239-240). Ici et là on peut noter quelques inexactitudes ou coquilles; c'est en avril 1944 qu'une ordonnance accorde le droit de vote aux femmes en France même si elles ne votent qu'en 1945, tout comme le premier pays européen à donner le suffrage universel aux femmes et aux hommes est la Norvège au début du vingtième siècle.

Toute cette première partie tend à montrer que les progrès agricoles accomplis sont le résultat aussi d'une transformation des rapports sociaux et politiques avec le progrès de la démocratie et de la liberté. On retrouve dans la seconde partie cette même thèse.

La volonté de tout embrasser dans la durée et dans l'espace est un défi. Si un historien spécialisé ou un géographe spécialisé n'y trouvera pas son compte, en revanche, « l'honnête homme » y trouvera une vision panoramique fort utile. Un bon ouvrage de vulgarisation.

Jacqueline Sainclivier

Alan K. BOWMAN et Eugene ROGAN (dir.), *Agriculture in Egypt From Pharaonic to Modern Times*, Oxford,

Oxford University Press, 1999, repr. 2001 (Proceedings of the British Academy, n° 96), XXV-427 p.

Fruit d'une rencontre qui s'est tenue à Oxford en mars 1996, cet ouvrage collectif traite de l'histoire rurale de l'Égypte, et non pas seulement de son agriculture, de l'Ancien Empire à nos jours. Il doit être salué comme la première tentative d'une histoire à très long terme des campagnes égyptiennes. La continuité du cadre écologique, la vallée du Nil, à laquelle se cantonnent toutes les contributions, légitime cette démarche; la richesse bien connue des sources écrites la rend possible. Elle s'est accrue grâce à une exploration archéologique précoce. La tentative de reconstituer l'histoire agraire égyptienne sur cinq millénaires se heurte cependant à des obstacles majeurs. L'archéologie a pour sa plus grande part été monumentale, religieuse, urbaine. La documentation écrite de l'époque pharaonique livre très peu de *realia*. Ils abondent en revanche dans les papyrus démotiques, grecs (surtout), coptes et arabes, en gros du III<sup>e</sup> siècle avant J.-C. aux XII<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> siècles. La diversité des langues en usage en Égypte induit des cloisonnements disciplinaires; et le chercheur doit garder en tête que l'Égypte s'est métamorphosée en traversant des univers culturels successifs.

Le livre est constitué d'une longue introduction, signée par les deux directeurs, puis de dix-sept contributions classées par ordre chronologique, de vingt à trente pages en moyenne, chacune suivie de sa bibliographie. Il comprend en outre un glossaire, une chronologie succincte, trois cartes dont une du Fayyûm gréco-romain, un index. L'ambition a été de faire œuvre utile: si chaque auteur

propose bien une recherche originale, soit tentative de synthèse, soit développement d'un sujet précis, il lui a été demandé de s'adresser aux spécialistes d'autres périodes; aussi les contributeurs prennent-ils soin de présenter un état de la question et d'y joindre une bibliographie étendue. Au total, le livre propose non pas une histoire narrative des campagnes égyptiennes, mais un panorama des principales questions rurales traitées par la recherche récente. La majorité des auteurs sollicités sont d'ailleurs des chercheurs éminents, et il était difficile de réunir un plus bel ensemble sur cette question.

La répartition des articles par périodes est elle-même révélatrice de l'état de l'historiographie: deux articles portent sur l'époque pharaonique, six sur la papyrologie grecque et (un seul) démotique, un sur l'Égypte copte, trois sur l'époque musulmane jusqu'au XIII<sup>e</sup> siècle, cinq sur l'époque contemporaine (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles). Le poids prédominant de l'époque grecque, romaine et byzantine reflète à la fois l'excellence de la tradition papyrologique (grecque) et le volume énorme de sources disponibles, écrites mais aussi, pour une fois, archéologiques. L'époque romaine est la seule, avant les deux derniers siècles, pour laquelle il est possible de tracer des monographies fouillées d'un village: c'est ce que propose ici Michael Sharp pour Theadelphia, au Fayyûm, au II<sup>e</sup> siècle. À l'inverse, le creux représenté par les XIV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles est doublement étonnant. D'une part, les archives ottomanes au Caire, accessibles il est vrai depuis quelques décennies seulement, proposent une masse documentaire supérieure en volume au corpus papyrologique; elle a surtout

été exploitée dans le cadre d'études urbaines, mais a aussi fourni la matière au livre remarquable de Kenneth Cuno sur une province du Delta (Kenneth M. Cuno, *The Pasha's Peasants. Land, Society, and Economy in Lower Egypt, 1740-1858*, Cambridge University Press, 1992 - Cambridge Middle East Library n° 27). D'autre part, c'est de la *Description de l'Égypte*, tableau extraordinairement précis de la province à la fin de l'époque ottomane, que se sont nourries inlassablement les représentations de l'Égypte éternelle: les spécialistes de l'Égypte pharaonique ou classique ne peuvent sans difficulté s'empêcher de projeter sur leur période des réalités propres à l'époque de Muhammad 'Alî (1805-1848) ou des khédives ses successeurs. Les illustrations choisies pour la jaquette du livre sont d'ailleurs extraites des *Planches de la Description, État moderne*; elles représentent une batterie de chadoufs et une *sâqiya*. Cependant un seul auteur, Jairus Banaji, dans une contribution à vrai dire peu convaincante, a explicitement exploité les lieux communs de l'Égypte éternelle pour dresser un parallèle entre les grands domaines byzantins et ceux de l'époque khédiviale.

Les auteurs s'en sont en général tenus avec raison à un comparatisme prudent. L'exploration de leurs bibliographies montre que les égyptologues connaissent bien les travaux des spécialistes de l'époque gréco-romaine, et réciproquement; des ouvrages fondamentaux comme celui de Karl Butzer, ou les monographies issues de la papyrologie sont souvent cités (Karl W. Butzer, *Early Hydraulic Civilisation in Egypt. A Study in Cultural Ecology*, Chicago-London, The University of Chicago Press, 1976; D.J. Crawford,

*Kerkeosiris. An Egyptian Village in the Ptolemaic Period*, 1971; D.W. Rathbone, *Economic Rationalism and Rural Society in Third-Century AD Egypt, The Heroninus Archive and the Appianus Estate*, Cambridge University Press, 1991; Jane L. Rowlandson, *Landowners and Tenants in Roman Egypt. The Social Relations of Agriculture in the Oxyrhynchite Nome*, Oxford, Clarendon Press, 1996). Plusieurs des antiquisants ont lu le maître ouvrage de Kenneth Cuno et quelques travaux de ruralistes concernant le xx<sup>e</sup> siècle. À l'inverse, les spécialistes de l'Égypte contemporaine ne s'intéressent que rarement aux époques anciennes qu'ils estiment sans doute, à tort, ne pas concerner leurs problématiques. De sorte que les cinq derniers articles, sur les xix<sup>e</sup> et xx<sup>e</sup> siècles, paraissent relever d'un autre ouvrage : leur suppression n'aurait rien ôté à la substance du reste ; c'est dire les limites de l'exercice d'une histoire du très long terme, en l'état de la recherche.

L'un des premiers mérites de cet ouvrage est de faire connaître au profane plusieurs des corpus essentiels sur lesquels s'est appuyée la recherche en histoire rurale de l'Égypte. Ces sources sont présentées par Bowman et Rogan, p. 15-20, puis plus en détail par les contributeurs. Christopher Eyre rappelle que l'époque pharaonique n'a livré aucune fouille de village agricole, et a produit des textes largement « idéaux » qui biaisent la recherche (voir aussi remarques en introduction, p. 15-16). Les ensembles documentaires sont de fait isolés : les archives de Hekanakhte pour le Moyen Empire (p. 48-50) ; le célèbre P. Wilbour, présenté par Sally Katary, p. 62 et suivantes, pour l'époque ramesside. Pour les Ptolémées, J.G. Manning illustre

l'intérêt spécifique des papyrus démocratiques de Haute Égypte (p. 86-91) ; Dorothy Thompson présente les P. Petrie de deux ingénieurs du Fayyûm dans les années 250 et 240 avant J.-C. Deux articles illustrent l'exceptionnelle abondance des textes documentaires à l'époque romaine : Jane Rowlandson exploite un millier de contrats fonciers, puis se concentre sur ceux de Tebtynis (Fayyûm) au 1<sup>er</sup> siècle ; Michael Sharp montre la richesse des informations disponibles pour un seul village à l'époque antonine. Parmi les articles portant sur les périodes postérieures, certains présentent des sources déjà bien connues : la papyrologie arabe (Gladys Frantz-Murphy), les archives de la Geniza (Abraham Udovitch), al-Nâbulî (James Keenan). Terry Wilfong offre la traduction d'un ensemble de fragments d'almanachs coptes, très différents des calendriers agricoles arabes. Enfin, dans une des contributions les plus riches du recueil, Kenneth Cuno évoque le recensement de 1848, le premier réalisé dans l'Égypte contemporaine, dont les rôles nominaux sont pour leur plus grande part conservés, et en montre l'intérêt pour la compréhension des structures démographiques et sociales des campagnes du Delta.

Comme les directeurs s'en justifient avec fermeté, l'une des ambitions de leur démarche comparative était « d'éclairer les contrastes et les différences » (p. 21). En pratique, l'inégale richesse des sources, mais aussi certaines traditions historiographiques, et une perméabilité variable aux problématiques ruralistes, ont déterminé dans ce recueil de claires préférences thématiques.

Comme cela est naturel pour la vallée du Nil, l'hydraulique est un des thèmes majeurs de cet ouvrage.

Dorothy Thompson fait un exposé de l'irrigation au III<sup>e</sup> siècle avant J.-C. au Fayyûm, région qui a été l'objet d'une politique de mise en valeur de grande ampleur par les premiers Ptolémées ; Nicholas Hopkins présente l'organisation hydraulique du pays depuis l'accord avec le Soudan (1959). Cependant, pour toutes les périodes antérieures au XIX<sup>e</sup> siècle, comme le fait remarquer Christopher Eyre, « l'histoire de la submersion contrôlée par bassins est quasiment non documentée » (p. 34). De fait, si Butzer et très souvent cité, on regrettera que la connaissance de l'hydraulique moderne en reste à la somme de Willcocks (William Willcocks, *Egyptian Irrigation*, 3<sup>e</sup> éd., London-New York, Spon, 1913, 2 vol.) ; l'article essentiel de Ghislaine Alleaume sur l'hydraulique prémoderne (Ghislaine Alleaume, « Les systèmes hydrauliques de l'Égypte prémoderne. Essai d'histoire du paysage », in *Itinéraires d'Égypte. Mélanges offerts au père Maurice Martin s.j.*, Le Caire, IFAO, 1992, p. 301-322) n'est apparemment connu que de son auteur.

Les cultures, elles aussi, ne sont vraiment traitées que par les papyrologues et les contemporanéistes ; il paraît difficile pour les autres périodes d'aller au-delà d'une nomenclature. Dorothy Thompson fait un point utile sur les innovations introduites par les Grecs au Fayyûm : le blé dur remplace rapidement l'*olyra*, un blé vêtu, et le vin est produit désormais à grande échelle ; l'olivier par contre devra attendre les Romains. Au Haut Empire paraissent dominer dans cette région des rotations sur deux ans, blé / cultures fourragères ou blé / lentilles (p. 144 et 173-174), la pratique de la double culture annuelle paraît très rare, même sur les terres irriguées par la *sâqîya* qui

se répand alors (p. 144). L'importance avérée du fourrage (p. 150-151) fait regretter l'absence d'études sur l'élevage. Les cultures industrielles sont de même peu présentes dans l'ouvrage. Abraham Udovitch, dans son article sur la production textile en Moyenne Égypte au XI<sup>e</sup> siècle, montre l'insertion de l'économie rurale dans les échanges internationaux, et décrit des aspects très intéressants de la monétarisation en province ; le lecteur s'étonne que la question n'ait pas été traitée ailleurs, sinon par Roger Owen dans son article sur le coton au XX<sup>e</sup> siècle.

Les questions foncières dominent l'ouvrage comme le corpus papyrologique domine la documentation. L'Égypte paraît avoir connu la plupart du temps un régime de propriété éminente de la terre, éventuellement assignée à des institutions (les temples à l'époque pharaonique, les *waqf* musulmans) ou aux serviteurs militaires du souverain : Sally Katary se penche dans un article passionnant sur les assignations de parcelles de taille réduite, recensées dans le P. Wilbour (1142 avant J.-C.), en faveur de militaires et de femmes qu'elle identifie comme épouses ou veuves des premiers. J. G. Manning oppose, à l'époque ptolémaïque, les innovations introduites dans le Fayyûm (terres clérouchiques) aux structures plus traditionnelles des terres royales assignées aux temples, qu'éclairent les papyrus démotiques de Haute Égypte (il a depuis publié *Land and Power in Ptolemaic Egypt. The Structure of Land Tenure*, Cambridge University Press, 2003). Pour les VII<sup>e</sup>-XII<sup>e</sup> siècles, Gladys Frantz-Murphy propose une étude fondamentale de l'organisation foncière, en fait fiscale, qui complète bien son ouvrage (Gladys Frantz-Murphy, *The Agrarian Adminis-*

*tration of Egypt From the Arabs to the Ottomans*, Le Caire, IFAO, 1986, Supplément aux *Annales islamologiques*, Cahier n° 9) : aucun des contrats qu'elle étudie minutieusement ne permet d'établir qui cultive réellement la terre, ou qui avance cheptel et capitaux.

Deux périodes seulement ont connu la propriété privée de la terre : l'époque romaine (depuis Auguste, p. 166) puis byzantine, et l'époque contemporaine depuis les années 1870 (p. 305). Jane Rowlandson étudie ainsi les contrats de fermage au Haut Empire et en donne un exemple caractéristique daté de 150, qu'elle analyse ensuite (p. 142-144). À cet article fait écho celui de Reem Saad, au ton très engagé, qui dénonce les effets prévisibles de la loi de 1992 par laquelle le régime des fermages a été libéralisé. Enfin Kenneth Cuno, en croisant les données du recensement de 1848 avec le cadastre foncier de 1844, montre clairement le rapport entre la taille et la structure des ménages paysans, d'un côté, la superficie de leurs terres de l'autre : en retrouvant les thèses de Chayanov dans l'Égypte de Muhammad 'Alî, il ouvre une piste passionnante, que l'on souhaiterait pouvoir tester dans d'autres périodes.

Il paraît entendu que l'Égypte a été à toutes les époques un monde de petits exploitants vivant dans des villages. Ce schéma généralement accepté a été cependant interrogé par plusieurs des contributeurs, notamment par Christopher Eyre, dans un article de synthèse nourri de lectures comparatives et d'une réflexion d'authentique ruraliste. Le village est, à l'époque pharaonique, une unité fiscale et de conscription (p. 44) ; des chefs de village sont attestés au Moyen Empire. Peut-on parler de communauté villageoise ? La question

pose problème à toutes les époques. On ignore si le village pharaonique était soumis à un régime de responsabilité collective, au contraire des époques romaine et ottomane (p. 45). Eyre fait justice de la vision de l'économie pharaonique comme une économie administrée visant à la redistribution ; on n'a aucune preuve de l'existence de *latifundia*, ni de la corvée (p. 52-53). Ghislaine Alleaume relie quant à elle l'essor des grands domaines, que ce soit aux époques ptolémaïque, byzantine ou au XIX<sup>e</sup> siècle, à des innovations hydrauliques et foncières, et montre que la naissance des *ciftlik* et des *'izba* à partir de Muhammad 'Alî a entraîné une « révolution agricole industrielle » (p. 332), marquée par le machinisme (pompes à vapeur), les progrès dans l'organisation hydraulique, et l'emploi d'une main-d'œuvre salariée.

Cette comparaison stimulante montre quel parti le lecteur peut tirer d'un tel recueil d'articles. Si les différences qualitatives entre les sources des différentes périodes découragent toute tentative de reconstitution à long terme de l'ensemble des aspects de l'histoire rurale égyptienne, ce sont en revanche les liens entre ces aspects qui peuvent être interrogés d'une période à l'autre. La lecture de cet ouvrage est de ce fait à la fois instructive et très suggestive : l'entreprise initiée par Bowman et Rogan débouche sur une remarquable réussite.

Nicolas Michel

**Hubert COCHET, *Crises et révolutions agricoles au Burundi***, Paris, INAPG-éd. Karthala, 2001, 468 p., 29 €, ISBN 2845861184.

Préfacé par deux géographes tropicalistes, Paul Pélissier et Jean-Pierre

Raison, cet ouvrage a pour particularité d'avoir un auteur identifié comme agro-économiste et géographe. S'il est agronome par sa formation, ses activités de chercheur au Mexique puis au Burundi et ses fonctions d'enseignant-chercheur à l'Institut National Agronomique de Paris-Grignon, il s'affirme comme géographe dans son recours à l'analyse et à l'interprétation des paysages, dans sa vision de typologies spatiales à différentes échelles, dans sa recherche des interrelations entre les sociétés et leur environnement naturel. Il se révèle aussi comme historien par son appréhension diachronique des systèmes de production et des paysages agraires.

Comme son voisin « jumeau », le Rwanda, le Burundi est présenté habituellement comme un petit pays montagneux de l'Afrique des grands lacs aux caractéristiques bien marquées et démonstratives : très fortes densités de peuplement rural, faiblesse de l'urbanisation, paysages montagneux très anthropisés, opposition conflictuelle entre deux ethnies : paysans bantous majoritaires (Hutu) passés sous la domination de pasteurs d'origine hamitique (Tutsi). Le premier intérêt de la recherche d'Hubert Cochet est dans la remise en cause de ce schéma simpliste. Laissant de côté la question ethnique, la considérant comme un « obstacle épistémologique majeur », il aborde son explication de la situation actuelle par l'étude des transformations paysagères, comme les révélateurs des ruptures (les crises) et des mutations profondes (les révolutions agricoles) de l'économie et des sociétés paysannes.

Dès son introduction, l'auteur se livre à un exercice surprenant. Il procède au « déshabillage » du paysage actuel, supprimant virtuellement tous

ses éléments constitutifs qui se sont imposés au cours du siècle dernier : les caféières et leurs infrastructures associées, les bosquets d'eucalyptus, les arbres fruitiers, le blé et surtout les bananeraies omniprésentes ; si bien que l'observateur d'aujourd'hui a beaucoup de peine à imaginer le paysage burundais pré-colonial qu'il faut reconstituer en s'appuyant sur les témoignages écrits et oraux ainsi que sur les recherches paléo-environnementales.

Hubert Cochet évoque rapidement les premiers défrichements dans la forêt qui couvrait l'ensemble du pays, il y a environ 3000 ans, avec (peut-être) des cultures de tubercules. C'est avec une argumentation beaucoup plus poussée qu'il montre la mise en place vers le début de l'ère chrétienne d'un véritable système agropastoral. C'est l'époque où le peuplement bantou occupe cet espace et que la maîtrise du fer permet la fabrication d'outils performants pour le labour. Le système de production s'appuie sur les céréales (sorgho et éleusine) associées à d'autres produits vivriers de complément. Les vastes espaces de versants, déforestés par les brûlis constituent des pâtures utilisables pour l'élevage bovin dont le rôle principal est d'assurer la fertilisation des terres cultivées. Le paysage agraire est décrit dans son organisation relativement simple : l'habitat dispersé occupe les sommets des collines ou le haut des versants, les enclos pour le parcage nocturne du bétail se situant à proximité des habitations et des champs cultivés, les pâturages s'étendant plus bas sur les pentes.

Le système ancien connaît une mutation très importante aux XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles, avec l'arrivée des plantes américaines, principalement le maïs et

les haricots. Leur cycle court permet, en cultures successives et partiellement associées aux productions précédentes, d'allonger la campagne agricole à toute la durée de la saison des pluies et d'obtenir deux récoltes par an. L'intensification du système et les gains de productivité ainsi obtenus favorisent la croissance démographique et l'évolution des structures sociales. Les progrès culturels étant fortement dépendants de la fumure et donc du bétail, la possession de celui-ci entraîne une hiérarchisation de la société paysanne. La majorité des cultivateurs en dispose sûrement, mais avec un contraste marqué entre ceux qui en ont peu et les plus « riches » qui, par contrat, peuvent en mettre à disposition des autres ; Hubert Cochet voit là l'origine de la distinction entre Hutu et Tutsi. En même temps, se met en place l'organisation de la monarchie burundaise, couvrant progressivement l'ensemble du territoire. Le paysage agraire garde sensiblement les mêmes caractéristiques, mais avec une extension des habitats et des terres cultivées.

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, juste avant la conquête coloniale, se produit une rupture qui correspond à une période de crise, marquée par des épizooties (peste bovine, fièvre aphteuse, trypanosomiase), des épidémies et des famines ; elle se prolonge jusque vers 1940. Le système agraire est mis à mal, un coup d'arrêt est porté à la croissance démographique et, en même temps, le pouvoir colonial introduit de nouvelles contraintes : caféiculture et autres cultures obligatoires, corvées, impôt de capitation. Les autorités nouvelles voient dans la tradition et dans la résistance à l'innovation les causes de toutes les difficultés, alors qu'elles y participent acti-

vement en déséquilibrant le système de production et l'organisation sociale. C'est alors qu'en s'appuyant sur la fraction aisée (Tutsi), propriétaire du bétail subsistant, elles génèrent le problème ethnique. Pendant cette période, la croissance démographique s'interrompt et des mouvements migratoires se dessinent vers les pays voisins.

À partir de 1940, survient ce que l'auteur appelle la « révolution bananière ». Le bananier déjà présent dans le paysage, prend rapidement une place considérable et devient l'instrument d'un véritable renouveau puisqu'il se substitue à l'élevage comme moyen d'intensification dans le système de production. Hubert Cochet décrit la bananeraie burundaise comme une « usine à biomasse, réservoir de fertilité » qui restitue au sol une forte quantité de matière organique, y compris la pulpe des fruits puisqu'ils servent simplement à la fabrication d'une sorte de bière (ce que les experts en développement considèrent comme un gaspillage, voire une production inutile). La bananeraie s'étend largement autour des lieux habités, sur les parties hautes du paysage, accompagnant l'extension des surfaces cultivées et la promotion de nouvelles productions (à côté des anciennes) : des arbres fruitiers (agrumes, avocatiers, manguiers, papayers, ...) et des tubercules (taro, manioc, patate douce) ; et même, elle permet le décollage de la caféiculture. Dans le paysage, les espaces cultivés gagnent rapidement du terrain au détriment des pâturages qui finissent par disparaître dans les secteurs des plus fortes densités humaines. De plus, la mise en valeur des bas-fonds marécageux provoque la création de nouveaux lieux

d'habitat. Cette révolution agricole accompagne (ou accélère?) la transition démographique. En une cinquantaine d'années (entre 1940 et 1990), les densités explosent; la moyenne nationale, pour une population très majoritairement rurale (plus de 90%), passe de 70 à 200 habitants/km<sup>2</sup>. L'auteur introduit bien sûr dans son étude une différenciation régionale, s'appuyant principalement sur la carte des densités qui répercute assez bien les niveaux d'intensité du système de production. Un phénomène de « front pionnier » intéresse plus spécialement les régions moins peuplées du nord-est du pays. La mise en place du nouveau système agraire, permettant de répondre aux difficultés de la période précédente, s'est faite dans le cadre de la paysannerie burundaise, indépendamment des autorités coloniales qui ont même tendance à le considérer comme « traditionnel » et donc peu efficace. Les gouvernements et l'Administration d'État issus de l'indépendance adoptent un point de vue très proche en privilégiant la culture commerciale, le café, pour les revenus d'exportation et en favorisant l'adoption de techniques « modernes ».

L'agriculture vivrière du Burundi a donc plus ou moins répondu aux défis posés par la croissance démographique et Hubert Cochet la montre s'adaptant vaillamment que vaillent aux risques de la guerre civile larvée qui se prolonge depuis 1993. Pourtant, les experts présentent l'image d'un pays s'enfonçant dans une crise de surpeuplement et de dégradation environnementale (érosion). Les exploitations moyennes sont de très petite taille (beaucoup ne dépassent pas un hectare) et ne permettent qu'une économie vivrière de survie, alors que chutent les rendements caféiers. Pour

l'auteur la crise est la conséquence moins du manque de terre que de l'insuffisance des moyens de production et surtout de l'inadaptation des « thèmes techniques » préconisés par les autorités depuis la période coloniale : cultures pures, bandes antiérosives, paillage des caféières. Cette dernière pratique constitue un véritable détournement de la fertilisation par la biomasse au détriment des productions alimentaires. Soutenue par la recherche agronomique, la politique officielle de développement agricole ne fait qu'aggraver la crise rurale par des pratiques autoritaires mal supportées et par des détournements fonciers (reboisements, création de parcs nationaux). En fait, la crise actuelle peut être perçue comme la résultante d'un véritable conflit entre les sociétés paysannes et l'État, dirigé par une minorité urbaine privilégiée. C'est à ce niveau que la démonstration de l'auteur récupère le critère ethnique en rappelant que la fraction sociale propriétaire de bétail (Tutsi), reconnue comme dominante par l'administration coloniale et identifiée comme groupe ethnique, a été promue par le système scolaire et mise aux affaires avant même l'Indépendance; il fournit ainsi une clé pour expliquer les événements dramatiques qui, depuis une décennie, ont affecté le Burundi et le Rwanda.

Ouvrage dense, très bien documenté, riche d'une grande expérience du terrain, le livre d'Hubert Cochet constitue une argumentation passionnée et passionnante pour un développement agricole centré sur les sociétés paysannes. S'écartant résolument des sentiers battus d'une recherche trop spécialisée, il fournit des explications cohérentes, s'appuyant sur une véritable pluridiscipli-

narité; il propose un regard neuf sur des questions jusqu'ici mal perçues ou mal posées.

Marcel Rounsard

Pierre-Albert CLÉMENT, *Les Chemins à travers les âges en Cévennes et bas Languedoc*, Montpellier, Presses du Languedoc, 5<sup>e</sup> éd., 2003, 352 p., 26 €, ISBN 2859982752.

Sous le joli titre de Pierre-Albert Clément, ardent chercheur cévenol, se cache un ouvrage édité pour la cinquième fois aujourd'hui, sous un format et une esthétique d'ensemble qui retiennent l'attention et donnent envie de lire. L'ouvrage s'articule en trois parties de volume décroissant : le tracé des chemins et son origine (p. 7-184), le rôle de ces derniers au Moyen Âge (p. 185-267) et leur histoire depuis lors (p. 269-336).

Le choix délibéré de présenter longuement les itinéraires anciens au moyen de 55 cartes souvent en pleine page, ainsi que d'une carte récapitulative sous forme de poster, souligne tout l'intérêt patrimonial du travail de l'auteur, qui donne à connaître ou retrouver des chemins aujourd'hui oubliés ou négligés, alors même qu'ils revêtaient hier une importance majeure. Les descriptions des itinéraires, très fouillées et précises, trahissent le marcheur qui a souvent accompagné les bergers. Accompagnées de nombreuses photographies, elles donnent finalement à penser que les axes nord-sud, beaucoup plus nombreux que les transversales est-ouest, générèrent en Languedoc un réseau d'échanges fructueux, développés par d'intenses relations entre le bas pays et les hautes terres, par-delà les Cévennes et les Causses, vers un

large Massif central. À ce titre, l'exemple récurrent de la transhumance ovine entre la plaine littorale et les estives gévaudanaises trouve là toute sa place. Quelques remarques de fond doivent cependant être formulées. Ainsi, l'usage abondant de la toponymie pour dater un chemin, en définir la nature ou en mesurer le flux de fréquentation n'emporte pas toujours la conviction : un seul exemple, les explications embarrassées du mot « aire », surface où les transhumants marqueraient leur halte nocturne (p. 35). Cette acception, tout à fait recevable, est toutefois à double tranchant : un lieu-dit « les Aires » ne fait pas forcément une halte sur un chemin parce qu'il en est proche puisque, aussi bien, les aires sont tout simplement des aires à dépiquer, comme l'auteur le reconnaît lui-même. Pas un compoix cévenol moderne, dans lesquels l'auteur pioche d'ailleurs avec bonheur, ne néglige en effet de dresser la liste des *ayres* et de leurs *ayriels* ou *ayriols*, près de l'habitat ou des chemins, situés là pour des raisons pratiques bien compréhensibles... Au final, la première partie du livre, pour être très intéressante, n'affiche pas une méthodologie clairement exposée : ainsi, les noms de lieux-dits, les mégalithes et les antiquités n'expliquent pas tout pour dater un itinéraire du Néolithique et il aurait été extrêmement appréciable de savoir comment Pierre-Albert Clément étaye ses hypothèses. De même, certains noms de chemins apparaissent propres à l'auteur, à contre-courant des usages ordinaires, en particulier pour les noms des drailles, fondés sur un document des archives de la Lozère, dont la référence est apparemment erronée, ou pour la

route de Vieille-Toulouse, transversale est-ouest de Nîmes à la Ville Rose, qu'on ne rencontre chez aucun autre auteur. Enfin, le choix de classer les chemins entre muletiers, de transhumance et charretiers va même jusqu'à interpréter en ce sens un passage de Sidoine Apollinaire, alors même que ce dernier se fait probablement le témoin d'une terminologie juridique des voies de l'époque, comme Isidore de Séville quelques lignes plus loin (p. 183).

La seconde partie du livre, sur le rôle des abbayes languedociennes dans le contrôle du réseau routier régional au cours du Moyen Âge, débute véritablement au chapitre V, après un très long rappel du développement du monachisme dans la région. Dès lors, le contrôle des chemins comme autant de vecteurs d'une politique d'expansion territoriale, économique et sociale des monastères bénédictins est clairement démontré, de la mer à la montagne, puissant levier d'enrichissement du IX<sup>e</sup> au XIII<sup>e</sup> siècle, cependant contrarié par l'implantation des clunisiens en Languedoc oriental, qui eurent tôt fait de s'implanter sur la route de Saint-Jacques et d'en drainer les pèlerins.

La troisième partie, plus ethnologique ou patrimoniale qu'historique, sauf pour les trois derniers chapitres, ne remet pas nettement en perspective l'histoire des chemins cévenols et bas-languedociens dans la longue durée. Ainsi, les six premiers chapitres, d'une lecture plaisante, abordent pêle-mêle la propension des autorités à prélever des taxes sur les transhumants dès le haut Moyen Âge, les aspects concrets de l'ébranlement de l'*estivadero*, les ponts du Diable et les légendes populaires de leurs constructions, de même que d'autres sujets assez variés. Quant

aux pages sur la multiplication des péages aux époques médiévale et moderne, l'œuvre des Intendants (mais aussi des États de Languedoc et de certains évêques, comme Souillac) et la gestion contemporaine des moyens de transport, elles auraient sans doute mérité d'être multipliées et approfondies.

Ce livre se referme donc sur un sentiment mitigé. D'un côté, on a plaisir à beaucoup apprendre sur les chemins du Languedoc et sur le Languedoc tout court, en particulier grâce aux 113 cartes, photographies, illustrations et tableaux, ainsi que par la richesse du texte mais, d'un autre, l'absence de fil directeur, comme les coquilles repérées dans certains noms de lieux, assombrissent le tableau. Mais ceci n'est que de peu d'importance : l'essentiel est l'œuvre d'un auteur qui veut transmettre la connaissance qu'il a de « son » pays. On appréciera tout particulièrement l'effort permanent de sensibilisation de l'auteur : la nécessité de maintenir la pratique de la transhumance et celle de valoriser le patrimoine sont constamment rappelées.

Au final, fidèle à lui-même, Pierre-Albert Clément, dans cette édition « refondue et augmentée » des *Chemins à travers les âges*, continue de tracer sa route dans la recherche languedocienne et d'y ouvrir des pistes pour les futures générations de ruralistes, ce qui n'est pas là le moindre de ses mérites.

Bruno Jaudon

Samuel LETURCQ, *La Vie rurale en France au Moyen Âge. Xe-XVe siècle*, Paris, A. Colin, coll. «Cursus», 2004, 184 p., 16 €, ISBN 2213619433.

Établir une synthèse de la vie des campagnes dans la période de la grande croissance de l'Occident n'était pas une mince affaire et Samuel Leturcq s'inscrit dans les pas d'illustres devanciers. Après Georges Duby, Guy Fourquin et Robert Fossier, la tâche pouvait impressionner, d'autant plus que les contraintes éditoriales étaient fortes. Comment dresser pareil bilan en si peu de pages? Pourtant, l'entreprise était nécessaire. S'il faut reconnaître que l'histoire rurale médiévale n'a pas eu, ces dernières années, l'importance qui a pu être la sienne naguère et si, avec la réforme de la thèse, les vastes synthèses régionales ne sont plus au goût du jour, les travaux ne se sont pas arrêtés. On le voit tout de suite, cette brillante synthèse rendra incontestablement de grands services aux étudiants à qui elle est d'abord destinée mais, au-delà du simple manuel, c'est une mise à jour très claire et très dense des acquis les plus récents de la recherche qui nous est offerte.

S'appuyant sur un plan très thématique qui repousse à la fin de l'ouvrage les thèmes tels que les évolutions et les défrichements, Samuel Leturcq s'applique à dégager le fonctionnement global des campagnes françaises à un moment crucial de leur histoire. Pour cela, il met particulièrement en lumière les nouvelles interrogations et les nouvelles méthodes. L'archéologie rurale, les acquis des sciences de la nature, l'étude des parcelles occupent une place de choix dans cette synthèse et montrent, non pas les lacunes des textes, mais tout ce que ces nouvelles méthodes apportent à leur compréhension.

Notre connaissance a aussi beaucoup progressé géographique-

ment. Les grandes plaines à blé se taillaient naguère la part du lion. Aujourd'hui, apparaissent pleinement des régions souvent moins dotées par la nature et au système agraire original, faisant preuve d'une adaptation raisonnée, taxée naguère, un peu légèrement, d'archaïsme. Les pays de montagne, le Midi méditerranéen, le grand Ouest fournissent de multiples références et manifestent de la diversité des campagnes médiévales. Enfin, des documents ou des cas détaillés fournissent plus que de simples exemples: ils appuient souvent de façon intéressante la démonstration et introduisent au cœur de certains problèmes.

L'analyse débute par l'étude du système de production qui, bien sûr, se traduit par une forte céréalisation, choix effectué pour faire face à la croissance démographique, tout en sauvegardant un équilibre difficile avec un élevage nécessaire. De cet équilibre fragile naît, certes, une tension continue, source de conflits, mais aussi une dynamique dont on retrouve les traces en maints endroits. L'analyse des productions insiste surtout sur les originalités, les mélanges de cultures et s'arrête sur les aspects sociaux du choix du froment. Le passage sur l'élevage met bien en lumière les apports récents de l'archéozoologie et les problèmes d'interprétation qu'elle suscite, en particulier face au constat de la diminution de taille des animaux. Le chapitre sur le calendrier agricole, un peu rapide, soulève de façon intéressante l'intérêt du document iconographique que les historiens ont renouvelé récemment sans toutefois montrer la complexité d'une telle série d'images. Par contre, le chapitre consacré au système de culture fait remarquablement le point en définissant

clairement des notions complexes. Sont remises en question les vues par trop systématiques et schématiques au bénéfice d'une analyse nuancée dont la complexité est replacée dans un système général.

L'étude du système agraire conduit très logiquement à celle de la communauté paysanne, domaine largement exploré dans nombre d'études récentes dont on repère la trace sans peine. Une utile distinction des niveaux de communauté faisant la part de la seigneurie, de la paroisse et de la communauté de labour replace bien les données du problème et permet là aussi de nuancer avec profit la classique opposition entre importance des communautés et individualisme agraire. Cela vaut de nombreuses mises au point d'une grande utilité dont on retiendra, parmi d'autres, la synthèse forte des problèmes de la transhumance éclairés par nombre de travaux récents. Cependant, la naissance des paysages n'a droit qu'à un traitement assez succinct.

Le chapitre sur les exploitations aborde des questions complexes. La distinction tenure-exploitation est bien précisée et des études, de la fin du Moyen Âge, bien sûr, fixent la diversité de l'éventail des possessions foncières et montrent surtout la hiérarchie sociale qui en découle. Logiquement, de l'exploitation, on glisse vers le parcellaire et en quelques pages denses sont abordés les débats qui tournent autour de ces études et dont l'enjeu pour la compréhension des sociétés paysannes est majeur. Le chapitre se clôt sur la naissance du village. Les positions en présence sont évoquées mais l'auteur souligne l'originalité et l'apport de la période postérieure à l'an Mil et développe largement le thème de l'encellulement. S'il accorde beaucoup de

place au château, et surtout à l'église et au centre ecclésial en soulignant l'importance du réseau paroissial, il centre largement sa démonstration sur un village bien groupé. Les habitats dispersés, un modèle comme celui du village pyrénéen, demeurent peut-être trop discrets.

Vient ensuite le long et nécessaire chapitre sur la seigneurie. La synthèse est classique et solide mais souligne aussi des aspects plus neufs : les modalités du prélèvement, la question des franchises. Le tout aboutit à l'étude des cadres sociaux et une place intéressante est accordée à l'aliénation économique et à l'endettement paysan.

Finalement, l'évolution est rejetée dans un bref dernier chapitre. On soulignera les pages consacrées à la question des techniques. La place du moment carolingien dans le développement de l'outillage fait l'objet d'une présentation très claire et la question des techniques, de leur évolution, d'une agriculture plus intensive prend en compte nombre de réflexions nouvelles. Les défrichements sont vus rapidement. Il est vrai que la question n'est pas neuve mais pourtant les thèses récentes modifient certaines perspectives. Enfin, l'ouvrage se clôt sur la fin de cet essor médiéval par quelques pages sur les crises du *xiv<sup>e</sup>* siècle en soulignant le renversement de la conjoncture et esquisse le renouveau du *xv<sup>e</sup>* siècle.

En 180 pages, c'est un parcours magistral que fait Samuel Leturcq. Il opère des choix, mais comment faire autrement ? Il présente une synthèse, riche, nuancée, au fait des travaux multiples de l'histoire rurale médiévale. Il aborde avec clarté les questions en débat, sait donner les grandes orientations et faire pénétrer dans les détails

et la vie concrète. Un beau manuel mais encore plus une belle synthèse!

Daniel Pichot

Marie-Christine BAILLY-MAÎTRE, *L'Argent, du minerai au pouvoir dans la France médiévale*, Paris, Picard, «Espaces médiévaux», 2002, 212 p., ISBN 2708406310.

L'ouvrage de Marie-Christine Bailly-Maître traite un pan assez peu connu de l'histoire rurale au Moyen Âge : celui des mines. C'est plus précisément celui des mines d'argent qu'il nous est donné de découvrir ici. Certes, tout historien connaît l'existence des mines de Melle, en Poitou, exploitées à l'époque carolingienne. Mais bien souvent, c'est à cette bribe de l'histoire minière argentifère de France que s'arrêtent nos connaissances. Un ouvrage résumant cette activité était donc attendu et bienvenu. Il est découpé en sept chapitres qui sont autant de grandes parties nécessaires à l'éclairage du sujet : après un chapitre introductif présentant une géographie des sites en France, les méthodes de l'archéologie minière sont exposées, ainsi que la géologie et les techniques minières. C'est ensuite l'exploitation du minerai et sa transformation qui retiennent l'auteur, puis l'étude de la pénétration du métal dans l'économie. Le mode de vie des mineurs et la réglementation en matière minière terminent l'ouvrage.

Le chapitre introductif présente le champ de la recherche. L'espace choisi va des «Pyrénées à la Provence en passant par le Languedoc jusqu'au Massif central et aux Alpes», soit la France méridionale. L'étude débute aux XI<sup>e</sup>-XII<sup>e</sup> siècles. L'héritage est pauvre concernant les mines antiques et, pour

le haut Moyen Âge, à l'époque du monométallisme argent, deux grands secteurs sont connus : Melle, dans le Poitou, vraisemblablement le premier producteur de l'empire carolingien, et le Haut Altenberg en Alsace. On y ajoutera une certaine activité dans les Alpes. Au temps de la croissance, les mines se situent dans les Alpes (Brandes, en Dauphiné, actuel département de l'Isère, dès le début du XIII<sup>e</sup> siècle et, pour un siècle, l'Argentière-la-Bessée, en Briançonnais, actuel département des Hautes-Alpes, dès le milieu du XII<sup>e</sup> siècle, etc.), dans le Massif central (en Auvergne, dans le Forez, en Ardèche dans un autre Largentière...), en Languedoc (Gard, Hérault, Lozère, etc.), en Provence (le Massif des Maures, avec là encore beaucoup de toponymes «l'Argentière»), dans les Pyrénées enfin (la Montagne noire, les Corbières, la mine de Castel Minier en Ardèche, etc.). Dans le second chapitre, l'auteur présente ses sources, et nous prenons conscience du fait que les documents précis sont rares et que l'iconographie est pauvre. On doit sortir des espaces géographiques et temporels définis pour compléter l'information. La recension des sources archéologiques est plus heureuse : étude de sites majeurs, spéléologie, expérimentation, ethnoarchéologie, etc. Tout cela faisant montre d'une grande diachronie et exigeant la pluridisciplinarité.

Après avoir abordé l'intéressante question de la prospection, puis celle plus aride de la gîtologie, c'est-à-dire la forme de la minéralisation, le chapitre 3 nous offre un intéressant passage sur l'abattage du minerai. Les outils utilisés sont passés en revue, de la célèbre pointerolle, indissociable de l'image du mineur, aux marteaux et burins, emmanchés ou non, qui inter-

pellent l'auteur sur les gestes techniques. La rapide usure de ce matériel nécessitait la présence d'un forgeron, pour le réparer le soir. L'abattage au feu, c'est-à-dire l'attaque de la roche par le feu pour la rendre friable, connu depuis l'Antiquité, aurait été plus répandu que l'on pouvait de prime abord le penser. Très coûteuse en bois – à ce sujet des essais de quantification sont en cours – et terriblement polluante – les terres sont saturées d'éléments polluants, mais *quid* des hommes, des animaux, de la végétation? –, cette méthode fut utilisée dans nombre de sites. La présence du mot « brandes », qui signifie « terres brûlées », près de sites argentifères, le confirme. Les forges minières sont ensuite abordées. À cet endroit apparaît une des difficultés majeures de l'auteur à traiter son sujet, vu la faiblesse des sources. Ce sont des sites d'Italie, de Bohême et de France, mais au XVI<sup>e</sup> siècle, qui permettent d'avancer quelques données. Non que cela soit inintéressant, bien au contraire, mais dès lors le titre de l'ouvrage n'est pas en adéquation avec l'espace et la chronologie choisis, et c'est un problème qui reviendra assez souvent. Le chapitre 4, très technique, est très clair et précis quant à la transformation du minerai en argent. Il en aborde toutes les étapes, du concassage au lavage en passant par le broyage, puis se penche sur la métallurgie des mines, décrivant un monde de professionnels.

Dans le chapitre 5, plus généraliste et ouvrant de larges perspectives, on découvre avec plaisir les preuves de ce que l'on pouvait soupçonner : l'argent médiéval en Europe n'était pas que d'origine italienne (Montfieri en Toscane, Villa Chiesa en Sardaigne) ou germanique (Freiberg en Saxe, Friesach

en Carinthie). Certes, la France présente des résultats en retrait si on les compare encore à ceux de la Bohême, mais ils ne sont pas insignifiants. Cet argent était principalement dirigé vers les ateliers monétaires. Cependant, aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles, il est fréquent que l'argent à monnayer manque. Mais n'est-ce pas plutôt le reflet d'une économie active que celui d'une inactivité des mines? Au sujet du métal monnayé, on apprend finalement peu de choses, cette partie est trop rapide et c'est dommage. Un peu de numismatique aurait pu éclairer l'importance de la masse monnayée dans la région. On n'aurait certes pas pu faire la part entre les frappes réalisées grâce au stock métallique déjà existant et issu des démonétisations, et les frappes possibles grâce au métal nouvellement extrait, mais on aurait pu faire la liste des autorités émettrices. La note 14 du chapitre nous rassure : un programme d'étude est engagé avec le conservateur en chef du Cabinet des Médailles de la BNF pour étudier la corrélation entre ouverture de mines et d'ateliers monétaires. On attend les premiers résultats avec impatience. L'entrée en possession des mines d'argent par les seigneurs du Nord, lors de la croisade des Albigeois, comme révélatrice de la volonté royale de maîtriser le domaine des mines est un passage fort intéressant. On apprend enfin que si les seigneurs, et notamment les ecclésiastiques, sont les principaux exploitants de mines, les associations d'exploitants étaient aussi forts nombreuses, que ceux-ci soient seigneurs, bourgeois ou même mineurs.

Le chapitre portant sur les « mentalités et modes de vie des mineurs » est particulièrement intéressant. C'est tout un monde, rural, particulièrement peu connu, qu'il nous est donné de

découvrir. Leurs croyances sont approchées. Saint Nicolas semble leur être particulièrement familier, avant saint Léonard et saint Daniel. Une forte dévotion professionnelle auprès de saint protecteurs est explicable par le monde de la mine lui-même, « souterrain, obscur, où le danger est omniprésent ». La vie quotidienne des mineurs était en effet dangereuse, le saturnisme étant la maladie professionnelle dont ils devaient avoir le plus à souffrir. Ils vivaient en famille dans des villages encore peu connus et manifestement dans un confort relatif, prenant soin de leur apparence et profitant de quelques loisirs ; on termine donc sur une image positive, à l'opposé des dures conditions de leur travail.

À la lecture de cet ouvrage, on doit formuler une critique quant à l'utilisation des sources littéraires et des illustrations qui en sont issues. Certes, l'auteur nous a prévenus qu'« avant le XVI<sup>e</sup> siècle, il n'existe à peu près aucun traité technique, et [que] les principales sources d'informations, à partir de la Renaissance, proviennent de l'aire germanique ». Ainsi trouve-t-on beaucoup de références iconographiques tirées au *De Re Metallica*, ouvrage illustré d'après les mines germaniques, datant du milieu du XVI<sup>e</sup> siècle. Mais était-il utile de proposer tant de matière « à propos » qui n'apporte rien sinon des risques d'anachronisme, alors que la documentation archéologique est riche (fausse galerie : planche XVII, pointerolle : figure 35, meule à broyer : figure 84 par exemple) ? On aimerait comprendre aussi quel est le sens des nombreuses mentions « d'après » dans les légendes des illustrations : l'auteur nous présente-t-elle des extraits ou est-ce redessiné ? La faiblesse générale de

l'iconographie de l'ouvrage est encore manifeste figure 95 lorsque l'on se demande quelle est la nature de cette scène de monnayage.

Mais ces réserves ne sont que mineures au regard de l'ensemble et l'auteur nous offre ici un beau livre, facile à lire et plaisamment illustré, résumant des années de recherche dans sa spécialité, appuyé sur des découvertes archéologiques récentes et accessible au néophyte.

Jérôme Jambu

Pierre AUSSEL, *Jonquières. Un grand Domaine viticole languedocien (An 1000-An 2000)*, Narbonne, Histoire et Région, 2003, 368 p.

Voici un travail qui présente un vif intérêt. Si de grands domaines ont fait l'objet d'études scrupuleuses, rares sont les cas où les enquêtes ont pu s'étendre sur plus de trois ou quatre siècles. Ici, l'histoire du domaine de Jonquières situé au nord du massif de Fontfroide aux portes de Narbonne porte sur un millénaire, depuis l'an Mil jusqu'à la fin du XX<sup>e</sup> siècle. L'entreprise n'était pas facile. Certes, Pierre Aussel possédait une connaissance intime des lieux pour y avoir grandi ; la médiocrité des sources pouvait décourager cependant. On ne dispose guère pour la période médiévale que de mentions d'actes dispersées ; les sources notariales sont tardives, peu abondantes ; après 1789, les archives privées nourries font d'autant plus défaut que le domaine changea fréquemment de mains. Trois phases principales scandent l'histoire de Jonquières : les origines jusqu'à l'acquisition par l'abbaye de Fontfroide (chapitres 1-8), la grange cistercienne (chapitres 9-20), le domaine vendu

comme bien national au début de la Révolution, devenu un grand domaine viticole depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle (chapitres 21-31).

À l'extrémité nord des Corbières, elles-mêmes terminaison des Pyrénées, Jonquières occupe une position de contact entre la montagne et la plaine. Témoignage de la prolifération de petits foyers de peuplement autour de Narbonne, une église, un château, l'embryon d'un village s'y édifièrent dès le début du XI<sup>e</sup> siècle. Son territoire, délimité par des bornes, demeura d'une stabilité remarquable, au moins jusqu'en 1791 : 253 ha environ. Une lignée seigneuriale se dégage au XI<sup>e</sup> siècle, vite divisée en plusieurs branches, ce qui eut pour effet de fragmenter et de fragiliser la seigneurie au moment où l'abbaye de Fontfroide affiliée à l'ordre de Cîteaux en 1145 développait son patrimoine foncier par donations et achats pendant un demi-siècle, par reprise de biens confisqués aux seigneurs « faydits » ensuite. Dans la compétition entre les établissements religieux pour attirer les donations, les seigneurs de Jonquières donnèrent d'abord la préférence à l'abbaye Saint-Paul de Narbonne, mais durent céder l'essentiel de leur terre à Fontfroide en 1271. Les cisterciens, par rachats, échanges ou désintéressements acquirent les parcelles enclavées, les droits, les dîmes qui en grevaient d'autres. Ainsi se constitua la grange de Jonquières, à l'instar d'une vingtaine d'autres sises en Narbonnais.

Quand Jonquières entre dans le giron de Fontfroide, l'âge d'or de l'abbaye s'achevait. Les vocations se faisant moins nombreuses, les frères convers ne suffirent rapidement plus pour exploiter la grange, la main d'œuvre mercenaire devint nécessaire.

L'intérêt du cas de Jonquières tient au moment où les granges se constituent. Narbonne, à proximité, connaissait un développement fulgurant, devenait une des villes les plus importantes du Midi, organisait son consulat. D'où une pression sans précédent sur la terre, des conflits de délimitation, de voisinage, une lutte âpre des habitants de la ville pour continuer à jouir de leurs droits d'usage : droits de dépaissance, de banderage, c'est-à-dire de surveillance des troupeaux, de ramassage du bois, de « faire des rusques » – écorce des chênes verts destinée aux tanneries –, récolte de la grana – la cochenille. Les relations entre l'abbaye et les citoyens s'envenimèrent à un point tel que les voies de fait, les procès portés jusque devant le parlement de Paris se multiplièrent. Les carences documentaires empêchent d'étudier dans le détail la gestion de la grange, mais celle-ci ne paraît guère s'écarter des pratiques en vigueur dans l'ordre.

Au début du XVI<sup>e</sup> siècle, Fontfroide, placée en commende, est attribuée à des *fuorusciti* italiens éminents : Augustin Trivulce, Hippolyte d'Este, les Fregoze alliés aux Strozzi solidement établis à Béziers. De nombreux Italiens viennent dans leur sillage, sont rapidement en bonne place dans la société narbonnaise, l'administration consulaire, les biens de l'abbaye ou situés à proximité. C'est ainsi qu'un Castiglione obtient Jonquières en 1590 par le biais d'une inféodation. La grange se trouvait alors en piteux état, la superficie ensemencée majoritairement en céréales secondaires se réduisait à quelques hectares, la vigne avait disparu. Le territoire de la grange servait surtout de terrain de parcours aux troupeaux. Les Castiglione, rapidement assaillis par de graves diffi-

cultés financières se maintiendront un siècle. L'abbaye reprit Jonquières en 1697, en confia l'exploitation à des métayers ou à des fermiers du voisinage moyennant des baux longs de 6 ans dans la plupart des cas conformément à l'amodiation des autres biens de la mense conventuelle. Ici encore Jonquières est représentatif de ce que l'on observe par ailleurs en Narbonnais : la rente oscille entre 800 et 1200 livres au cours de la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, connaît une ascension spectaculaire à la fin de la décennie 1750-1759 jusqu'à atteindre 2700 livres en 1777.

En 1791, au moment de sa vente comme bien national, Jonquières comportait 53 ha de terres labourables, dont 19 de bonne qualité, trois quarts d'ha plantés en vigne, un jardin. Mis à prix 36915 livres, Jonquières sera emporté 46700 livres par Jacques Barthès fils du rédacteur de l'article « Troupeaux » de l'*Encyclopédie*, frère de l'illustre médecin, ami de Cambacérès, bientôt baron d'Empire en raison de sa participation à la rédaction du Code Civil. Le destin de Jonquières paraît heurté à partir de là en raison de changements de mains fréquents, de sa mutation radicale d'exploitation agro-pastorale en grand domaine viticole. Les héritiers Barthès, prodiges, piètres gestionnaires, manquent le tournant viticole : Jonquières demeurait consacré aux céréales, à l'élevage ovin et caprin – 800 têtes – quand les Barthès furent obligés de s'en dessaisir en 1861 au profit de l'avocat narbonnais Jacques Narbonnès lorsqu'en Narbonnais la superficie de la vigne dépassait celle des emblavures depuis le milieu du siècle. Le nouveau propriétaire entreprit aussitôt la conversion de Jonquières en domaine viticole, procéda à de lourds investis-

sements afin de drainer les étangs et les cuvettes fréquemment ennoyées, de construire un chai long de 100 m susceptible de recevoir les récoltes espérées – 5500 hl en 1883. Coup du sort ? L'extension du vignoble coïncida avec l'invasion du phylloxera apparu dès 1863 dans le département du Gard. Plus tardivement atteint on le sait (1878), le Narbonnais bénéficia d'une courte période de hauts prix du vin favorables à l'amortissement des investissements, à la reconstitution du vignoble gagné par le phylloxera.

Conjoncture fragile qui se retourna brutalement au moment où une jeune femme héritait du domaine ; elle dut le vendre en 1897 à un négociant en vin originaire de Sète Avec lui, la vigne couvre jusqu'à 95 ha en 1934. Un régisseur dirigeait l'exploitation où vivaient près de 50 personnes. Jonquières changera deux fois de mains encore, sera racheté en 1942 par Abel Bresson, un entrepreneur spécialisé dans la production d'apéritifs puis la fabrication de sirops de fruits et de plantes. Après des débuts peu judicieux, comme la plantation de sujets hybrides, les établissements Bresson soumièrent Jonquières à une gestion stricte, réduisirent la main-d'œuvre, supprimèrent le troupeau ovin, adaptèrent le vignoble aux engins mécaniques, recherchèrent la qualité. Au cours du dernier quart de siècle, à la suite d'absorptions Jonquières entra dans le groupe Perrier, puis dans celui du Val d'Orbieu-Listel devenu le premier exportateur de vins français en volume.

Destin exemplaire de ce domaine parvenu à conserver sa personnalité un millénaire durant, qui épouse les grandes mutations économiques, sociales, institutionnelles depuis

l'embryon de *castrum* jusqu'à l'entreprise viticole intégrée à un groupe commercial à vocation internationale, en passant par la gestion peu efficace de la grange cistercienne, l'usure rapide des fortunes narbonnaises au XIX<sup>e</sup> siècle. La « prospérité viticole », souvent citée, a entraîné la déconfiture de davantage de fortunes qu'on ne le soupçonne souvent. Un dossier de 40 photographies en couleur, 42 photographies noir et blanc, 8 cartes, 24 pages d'annexes de textes, des plans, des graphiques, des tableaux statistiques complètent et illustrent le propos dont on peut louer la précision, regretter néanmoins parfois le morcellement en paragraphes et chapitres trop brefs. Une étude de cas sans équivalent en Languedoc.

Gilbert Larguier

Catherine VERNA, *Le Temps des moulins. Fer, technique et société dans les Pyrénées centrales (XIII<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2001, 425 p., 31 €, ISBN 2859444432.

Naguère considéré comme essentiellement rural et par là même voué aux « labourages et pâturages » chers aux maîtres de la III<sup>e</sup> République, le royaume de France a vu, depuis plus d'une décennie, sa place dans l'histoire industrielle de l'Europe médiévale et moderne largement réévaluée. C'est le cas en particulier pour la métallurgie. S'il n'est pas sûr qu'il ait été au point de départ du circuit d'innovations qui a donné naissance à la sidérurgie moderne, il apparaît de plus en plus nettement que ses principaux bassins de production du fer ont joué un rôle fondamental dans la diffusion des procédés nouveaux, sous leurs diverses

formes. Le livre de Catherine Verna en donne une nouvelle preuve, en mettant en évidence les diverses phases de l'exploitation du minerai et de la production du métal dans les Pyrénées ariégeoises à la fin du Moyen Âge. Issu d'une thèse de doctorat, l'ouvrage présente, sous une forme impeccable, une monographie régionale, accompagnée d'un régeste des documents des années 1280-1500 relatifs aux mines et aux forges de la région de Foix, utile contribution en vue de la future compilation d'un « cartulaire de la sidérurgie française » dont Bertrand Gilles avait jeté les bases voici un demi-siècle. Mais le principal apport du livre ne se limite pas à ce travail d'acquisition et de présentation de l'information, qui démontre une fois de plus l'importance de la production et du travail du fer dans les sociétés rurales médiévales. Dans la masse de la documentation régionale, Catherine Verna met en effet en lumière l'importance et l'originalité du processus d'innovation technique qui se met en place dans les dernières décennies du XIII<sup>e</sup> siècle. Au point de départ, une documentation lacunaire et d'interprétation difficile, majoritairement d'origine monastique, mais qui ne montre pas un grand engagement des réguliers de la région dans l'exploitation des mines. Celles-ci sont pourtant bien connues, faciles d'accès et riches en un minerai d'excellente qualité, particulièrement apte à la production d'acier. Le site de Sem, plus connu des historiens de la sidérurgie moderne sous le nom de mine de Rancié, s'impose dès le XIV<sup>e</sup> siècle comme l'un des plus importants de la région. Il serait erroné, comme on le fait trop souvent, d'attribuer à cette ressource locale un rôle déterminant dans l'histoire régionale de la production du

fer. La chronologie bien mise en évidence par l'auteur montre que c'est l'adoption d'une forme innovante de traitement du métal qui permet une vraie mise en exploitation du site et la constitution en quelques décennies d'un bassin régional de production du fer et de l'acier, tout à fait original dans ses formes comme dans son évolution.

La « mouline », nom que prend localement la forge de réduction, apparaît dans la Montagne noire et dans le Roussillon à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle et dans les premières années du XIV<sup>e</sup> siècle. De là, accompagnant la migration des ouvriers du fer (dont certains sont peut-être des Cathares fuyant la répression inquisitoriale), elle se diffuse dans les hautes vallées du bassin de l'Ariège. Comme toujours, la nature exacte de l'installation n'est pas aisée à établir. Des études récentes permettent de supposer que la principale innovation, l'adaptation d'une roue de moulin à usage de ventilation, a été réalisée pour la première fois dans les Alpes lombardes dans la première moitié du XIII<sup>e</sup> siècle. Dans sa forme languedocienne et pyrénéenne, il ne fait pas de doute que l'énergie hydraulique, qui lui donne son nom, y tient une place importante, à coup sûr pour actionner le marteau, ainsi que pour mouvoir les soufflets du fourneau. Comme dans les *fourneaux* et *ferrières* et *stuckhofen* du monde alpin à la même période, celui-ci n'est pas un haut-fourneau. En effet, il ne produit pas de fonte, mais un produit intermédiaire pâteux et hétérogène qu'il faut ensuite marteler, comprenant aussi bien des parties de fer doux que des éléments d'acier natif, le mystérieux *merlar*, fort utilisé par les coutelliers de toute la région, jusqu'à Toulouse, et qui fait le succès des « fers de Foix ». Tel quel, il

permet sans doute une valorisation des minerais et des ressources en combustible, qui explique l'importance et la pérennité de ce mouvement de création de forges, l'un des multiples indices, épars dans tout l'espace européen, du démarrage industriel qui donne au XIV<sup>e</sup> siècle son originalité. Le mérite de Catherine Verna est d'avoir tenu à suivre l'évolution de cette activité jusqu'au terme du Moyen Âge, et jusqu'à l'entrée en crise de l'ensemble de ce système régional. Par son souci de combiner court terme et longue durée, elle parvient à mettre en évidence la vie propre de ce qui pourrait sans hérésie être qualifié de « district industriel », au sens qu'Alfred Marshall donnait à cette expression. Particulièrement intéressante est, de ce point de vue, l'analyse de l'arrière-plan proprement politique de cette évolution, à partir en particulier des rapports établis entre les comtes de Foix et les communautés de vallées, en particulier celle de Vicdessos. De même, les conséquences, largement prévisibles, des guerres et des dévastations sont replacées avec beaucoup de finesse dans la perspective d'une transformation des rapports de force régionaux, à cause, en particulier, de la montée progressive de la puissance toulousaine. Il s'agit donc d'un véritable essai d'histoire totale d'un épisode économique et industriel, dont aucun aspect n'a été négligé, et qui constituera à n'en point douter une référence pour les historiens de la production et du travail à la fin du Moyen Âge.

Mathieu Arnoux

*Permanences et ruptures dans le monde rural. Du Moyen Âge à l'époque contemporaine. Actes du douzième colloque tenu à Saint-Christophe-en-Brionnais, les 12 et 13*

*octobre 2002*, Association Bourguignonne des Sociétés Savantes, Centre International d'Étude des Patrimoines culturels en Charolais-Brionnais, Dijon, Saint-Christophe-en-Brionnais, 2004, 226 p.

Les actes du 12<sup>e</sup> colloque organisé par l'Association Bourguignonne des Sociétés Savantes et du Centre International d'Études des Patrimoines Culturels en Charolais-Brionnais, qui s'est tenu les 12 et 13 octobre 2002, viennent de paraître voici quelques mois. Rassemblée dans un recueil de plus de 200 pages, la dizaine de communications apporte le fruit de nombreuses recherches et des précisions bien venues, relatives aux permanences et aux ruptures dans le monde rural du Moyen Âge à l'époque contemporaine.

La compréhension des campagnes du passé a souvent été empreinte d'une vision quelque peu statistique. Certes, les pesanteurs structurelles des sociétés rurales ont été présentes tout au long des siècles antérieurs à la mécanisation des années 1950 – sans doute du fait de leur caractère plus manifeste dans les multiples sources d'archives –, mais les changements n'en ont pas pour autant été absents. À bien des égards le monde rural a été parcouru à plusieurs reprises d'innovations – souvent venues du monde des villes, incitées à certaines occasions par la pression démographique rurale et urbaine ou encore promues par l'État; Hannelore Pepke-Durix l'a bien perçu à propos des campagnes dijonnaises de la fin de la période médiévale – qu'il convient toutefois de ne pas surévaluer, en l'occurrence ici pour le plat pays bourguignon.

À ce titre, Serge Dontenwill a soupesé le poids des structures tradi-

tionnelles et celui des transformations dans les terroirs d'Ancien Régime. Pour l'auteur, les éléments de pérennité pèsent encore lourd dans la balance – ceux-ci entretenus en grande majorité par des cadres socio-agraires et institutionnels assez rigides dans lesquels évoluent les sociétés paysannes en France. Du reste, épurés de ces derniers, plusieurs changements se devinent néanmoins: amélioration de l'équipement des fermes, introduction à plus grande échelle des cultures dites « nouvelles » (on pense à la pomme de terre et au maïs), influencées par « l'agromanie » ambiante du second XVIII<sup>e</sup> siècle et la poussée démographique, spécialisation productive de nombreuses régions à l'image de l'élevage d'embouche en Normandie ou du vignoble dans le Bordelais, encouragée par la demande des marchés urbains. Nonobstant, toutes les régions et toutes les couches sociales de la paysannerie n'ont pas été touchées de manière uniforme par ces changements.

Il faut vraisemblablement attendre la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle pour assister à une diffusion à grande échelle du changement et à de profondes mutations dans les campagnes françaises. Même si au début du XX<sup>e</sup> siècle, certaines valeurs de solidarités locales propres aux siècles antérieurs marquent par exemple encore la constitution des sociétés d'assurances mutuelles contre la mortalité du bétail en Saône-et-Loire, tout en s'adaptant à l'évolution du monde agricole, comme le montre Philippe Gonod. De fait, dans bien des cas, le changement n'est pas commode à mettre en évidence dès lors qu'il s'opère « dans la continuité », d'après Jean-Marc Moriceau, dans la conclusion du présent ouvrage.

Dans ces conditions, Pierre Bodineau signale quelques initiatives destinées à sortir l'agriculture de sa torpeur, mais dont les incidences restent limitées géographiquement et socialement dans la Bourgogne de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Plusieurs riches propriétaires imaginent, conçoivent et testent de nouveaux modes de culture et diverses méthodes afin d'améliorer les rendements de la terre ; aidés en cela par l'action du ministre Bertin avec la création des fameuses Sociétés Royales d'Agriculture. Toutes ces initiatives, tous ces tâtonnements, selon l'auteur, se vulgarisent assez peu auprès des petits paysans (manouvriers et journaliers) et même des plus gros ; quoiqu'un laboureur d'Ouroux s'essaye à diverses expérimentations au sein de son exploitation.

En effet, loin d'être confinés dans un carcan obsolète, certains ruraux prennent l'initiative de modifier tout de même les méthodes traditionnelles de l'élevage et par conséquent la structure du paysage, à l'image des marchands emboucheurs du Brionnais analysés par Pierre Durix. Avec le couchage en herbe d'une bonne partie des terres céréalières, les prés d'embouche connaissent un essor non négligeable dès le début du XVIII<sup>e</sup> siècle et laissent transparaître petit à petit une région bocagère. Les pâturages du baron d'Oyé représentent ainsi près du quart de sa seigneurie. Encouragé par l'appel d'air démographique lyonnais voire parisien, le cheptel bovin des pâturages brionnésiens s'exporte jusqu'au marché de Poissy grâce, entre autres, à l'audace calculée d'Emiland Mathieu à partir de 1747.

Du champ à la maison, il n'y a qu'un pas. Derrière encore la permanence apparente de l'habitat rural

médiéval, symbolisé le plus souvent par le château, Hervé Mouillebouche distingue maintes modifications, notamment dans les intérieurs : évièrs, latrines et cheminées viennent y allouer un zeste de confort dès le XIV<sup>e</sup> siècle. Par suite sans doute d'un mimétisme, les chaumières paysannes les plus aisées de Franche-Comté voient à leur tour, vers le second XVI<sup>e</sup> siècle, leur structure se modifier. Paul Delsalle note la multiplication croissante du nombre de pièces dans les logis. D'ordinaire réunis dans une seule salle, la cuisine et la literie tendent à se dissocier. De même pour le logis des animaux – couramment parqués au sein d'un même abri –, on assiste à une spécialisation et une multiplication de leur habitat, s'agencant autour de la cour de ferme. Déjà en 1548, un paysan d'Aillevans possède « une petite sou a porc devant ladite maison ». Pour l'auteur, ces quelques innovations n'entament pourtant que peu ou prou l'immuabilité du bâti rural. N'empêche qu'elles reflètent peut-être déjà les prémices d'une rationalisation progressive de la production et de l'espace productif en général.

De la lecture de ces différentes communications, dont nous ne pouvons faire ici un compte rendu exhaustif, il ressort un monde rural en perpétuel mouvement avec des phases de continuité et d'inflexion très nettes à l'instar du développement du bocage au XVIII<sup>e</sup> siècle et des soubresauts plus insidieux ou épisodiques mais non moins significatifs comme l'émergence de luttes sociales au sein du groupe des floteurs des bois du Morvan à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, étudiée par Jacques Dupont.

Fulgence Delleaux

Jean-Marc MORICEAU, *Histoire et géographie de l'élevage français (du Moyen Âge à la Révolution)*, Paris, Fayard, 2005, 480 p., 29 €, ISBN 2213623325.

Depuis sa thèse magistrale sur les puissants fermiers de l'Île-de-France, Jean-Marc Moriceau a considérablement enrichi la connaissance de l'élevage aux Temps Modernes. En 1999, il avait publié chez SEDES-Nathan une première synthèse intitulée *L'Élevage sous l'Ancien Régime. Les fondements agraires de la France Moderne (XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle)*. Il nous offre aujourd'hui une version considérablement enrichie (200 pages supplémentaires!), tenant compte des publications survenues depuis et de l'évolution de ses propres recherches. Il suffit de comparer le contenu des deux volumes pour mesurer le chemin parcouru en si peu de temps. Oublions donc le SEDES-Nathan de 1999 et découvrons le Fayard de 2005.

Jean-Marc Moriceau tente d'abord une « pesée globale » du bétail et de son élevage, ce qui est bien difficile à entreprendre faute de statistique à l'échelle du royaume. Il « n'est richesse que de bêtes » : la possession du bétail est un véritable marqueur social. L'élevage varie considérablement d'une province à l'autre, ce que l'auteur attribue, notamment, au sel dont la consommation est indispensable, un complément nutritif inégalement disponible.

L'élevage est alors une nécessité vitale, qui concerne pratiquement tout le monde. Ceux qui ne possèdent pas d'animaux en louent pour avoir au moins du lait, du beurre et du fromage. La formule la plus élémentaire est le contrat de louage : le paysan démuné loue ainsi une vache ou une chèvre pour assurer son lait quotidien. Le bail à cheptel offre une formule plus

complexe attestée depuis le milieu du XI<sup>e</sup> siècle dans la région de Cluny, en lien avec le régime général du métayage. Peu à peu, il prend de multiples formes selon les régions. L'acte ordinaire, le cheptel simple, est un partage des pertes et des profits. Le cheptel à moitié est « une société à parts de capitaux communs dans laquelle chacun des contractants fournit la moitié des bestiaux et partage également risques et pertes ». Dans le cheptel de fer, les bêtes demeurent aux risques et périls du preneur. Le bail à cheptel traduit un type de placement universel.

Pour être banal, l'élevage n'en présente pas moins des risques. Les caprices de la nature (inondations, sécheresses comme celle de 1785) entraînent des catastrophes pour le bétail. Les prédateurs, surtout le loup présent dans les campagnes, déciment les troupeaux et même les jeunes bergers ou bergères, proies toutes désignées. En outre, on lutte très difficilement contre les épizooties (mal de langue, peste du bétail, fièvres, etc.). Le bétail en souffre d'autant plus qu'il est souvent médiocre. L'état sanitaire des animaux, si l'on en croit des témoignages tardifs, laisse à désirer. La sélection des espèces reste empirique. Le bétail est généralement de petite taille et plutôt chétif.

Après ces vues d'ensemble, l'auteur approfondit l'étude du gros bétail qui sert au trait, les équins (chevaux, mulets, ânes) et les bêtes à cornes (boeufs, vaches, veaux réservés à la boucherie). L'approche tient compte des variétés régionales bien mises en évidence par un support cartographique de grande qualité. Le cheval est utilisé pour les labours au nord de la fameuse ligne Saint-Malo/Genève à

l'exception d'un îlot bien connu : la Camargue. Ailleurs c'est le bœuf (sinon le mulet) qui tracte la charrue.

Le menu bétail désigne celui qui n'est pas utilisé pour le trait : les ovins, les caprins et les porcins. Là encore, les races varient beaucoup : le mouton flamand pèse 30-40 kg à vif et fournit 5-6 kg de toison, tandis que le mouton langrois ne dépasse guère 10-13 kg et ne donne qu'entre 1 et 4 kg de laine. Peu à peu les mérinos espagnols s'imposent par leur excellent rapport. La chèvre est plutôt l'animal du pauvre, très utile dans les terroirs aux pâturages déshérités. Le cochon, abondant jusqu'au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, recule considérablement ensuite, ce qui s'expliquerait par la « fermeture » des massifs forestiers où ils trouvaient leur nourriture lors de la glandée. Une histoire de l'élevage ne pouvait pas négliger la basse-cour (avec les poules bien sûr mais également les lapins plutôt rares, les pigeons, les oies ou encore les dindes) mais aussi les poissons d'eau douce (élevés dans les étangs naturels ou artificiels) destinés surtout à l'approvisionnement des villes, ou encore les abeilles (pour le miel et la cire) et les vers à soie.

Jean-Marc Moriceau laisse sciemment de côté certaines finalités de l'élevage, comme la viande, la laine, le cuir, la graisse, ou les retailles (dont raffolent les papetiers), pour présenter le secteur laitier, la production du beurre et du fromage.

Une grande partie de l'ouvrage est ensuite consacrée au principal souci de l'éleveur : le fourrage, lequel doit être disponible tout au long de l'année. On recherche donc de l'herbe sur tous les espaces disponibles : sur les prés ou les prairies évidemment mais aussi à

travers les marais ou dans les bois. Le cheptel est plus ou moins favorisé, au profit des bêtes de trait, aux dépens des bêtes à laine. Les insuffisances du fourrage naturel incitent à « coucher en herbe » des terrains. On convertit donc des labours en prairie, en faisant le choix d'une vraie spécialisation, comme en Basse-Normandie ou dans le Brionnais, haut-lieu de l'embouche et fameux aujourd'hui encore par son marché de Saint-Christophe. Les prairies « artificielles » se développent, avec le sainfoin, la luzerne et le trèfle, qui assurent le fourrage hivernal engrangé. À la belle saison, le bétail sort des étables et profite du système de la vaine pâture sur les propriétés privées dans les régions d'assolement triennal. Le droit de parcours, peu à peu, disparaît, au détriment des plus pauvres paysans, sous l'effet des édits de clôture. Le partage des biens communaux traduit l'individualisme croissant et la fin des pratiques agricoles communautaires.

La lutte contre le « surpâturage » est une préoccupation croissante : le pâturage doit être limité et contrôlé pour éviter une dégradation des espaces utilisés et donc, à terme, leur épuisement. Chaque région, en fonction de ses ressources, établit des règles, en limitant le nombre de bêtes, en favorisant le cheptel local, en mettant en place une police rurale. La recherche de l'herbe ou d'autres nourritures (glands, faines, etc.) conduit les éleveurs à pratiquer la transhumance montante et descendante des troupeaux et l'estivage. Aux petits déplacements suburbains pour le bétail élevé en ville s'ajoutent les grandes transhumances estivales d'une région à l'autre. En somme, la pression est constante. Les communautés rurales, les seigneurs, les propriétaires de

troupeaux, dans les Vosges comme dans les Pyrénées, ne cessent de s'affronter pour la domination et le contrôle des espaces de pâturage.

Dans un chapitre ultime, Jean-Marc Moriceau souligne l'importance de l'élevage dans le monde rural et urbain et pose la question de l'amorce des spécialisations parce que les évolutions ne sont pas toujours linéaires ou contemporaines d'un lieu à un autre. L'auteur ouvre quelques pistes de recherches, notamment vers les effectifs, les bâtiments, l'insertion de l'élevage dans la vie économique, ou encore les facteurs des changements. L'élevage, conclut-il, est « un bon observatoire des mutations rurales ». L'ouvrage s'achève par une bibliographie considérable et plusieurs index pertinents et détaillés. Le texte est complété par 53 documents, 26 tableaux, 32 figures et 7 illustrations. On y trouve là une mine documentaire à l'appui des propos de l'auteur : des remèdes utilisés pour soigner les vaches, une carte de la transhumance entre les garrigues du Languedoc et les montagnes du Cantal ou de la Margeride, un mémoire sur la confection du beurre dans le Pays de Bray, etc. Une bibliographie (environ 500 titres) complète utilement ce gros volume.

Historien, l'auteur est aussi géographe dans la bonne tradition des meilleurs ruralistes. Il nous offre 32 cartes et plans qui permettent de visualiser des situations, d'apprécier des répartitions territoriales, celles des animaux de labour, des systèmes de culture au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, ou encore celle des fromages. Cette cartographie facilite aussi la compréhension de phénomènes comme l'embouche des porcs en Bourgogne dans la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, la transhumance de glandée dans les

massifs forestiers situés au nord de Paris, ou encore les « lies et passeries » dans les Pyrénées centrales et occidentales : ces termes désignent les conventions conclues entre habitants des vallées des deux versants pyrénéens pour régler l'utilisation des pâturages mais aussi de l'eau et des bois. L'approche est toujours menée dans les limites de la France actuelle mais la diversité qui caractérise le royaume et les provinces annexées tardivement est saisie à partir des situations locales : régions, pays géographiques, vallées et parfois même à l'échelle micro-historique du village. Il en est ainsi pour l'usage du sol à Camembert en 1775 ou pour le droit de parcours à Rangécourt et La Villeneuve en Bassigny.

Cette ample histoire et géographie de l'élevage français depuis la fin du Moyen Âge jusqu'à la Révolution française souligne bien l'importance de l'élevage mais surtout la variété de ce dernier selon les espèces animales. On y voit le défi permanent relevé par les éleveurs pour approvisionner les animaux, l'incidence des pratiques collectives ou individuelles sur la gestion des espaces herbeux et dans les transformations des paysages, ou encore les conflits sociaux engendrés pour la recherche de l'herbage. Cette histoire de l'élevage est aussi une histoire des éleveurs ; l'homme est bien présent partout. L'auteur choisit toujours des exemples précis pour illustrer une attitude : « Des accords privés pouvaient être conclus quand des propriétaires préféraient transhumer personnellement leurs seuls bestiaux, comme ce Jean Peiret, bourgeois de Pontacq, qui prend à ferme pour cinq ans, en 1766, la première herbe des montagnes de Lisey, Loard et Peiraute, à un propriétaire de Nestalas ».

L'ouvrage se lit avec plaisir. Un lexique aurait sans doute été apprécié pour faciliter la compréhension de certains chapitres ou passages, puisque seuls les lecteurs spécialisés connaissent le sens des mots emblavure, dépaissance, compascuité, etc. Jean-Marc Moriceau ne se contente pas d'analyser des faits confortés par des exemples précis et fourmillant de nuances régionales. Sans cesse, il se positionne par rapport aux travaux de ses prédécesseurs, formule des hypothèses et suggère des pistes d'investigations complémentaires. Cette histoire des relations entre l'homme et le bétail constitue aussi un regard sur l'évolution écologique française puisqu'on y observe toutes les mutations entre les espaces ruraux et les sociétés dans la longue période allant des derniers siècles du Moyen Âge jusqu'à la veille de la Révolution.

Paul Delsalle

Guy SAUPIN et Jean-Luc SARRAZIN (dir.), *Économie et société dans la France de l'Ouest Atlantique du Moyen Âge aux Temps modernes*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2004, 298 p., 17 €, ISBN 2868479480.

Réunies par Guy Saupin et Jean-Luc Sarrazin, ces 12 contributions présentées par des chercheurs de l'Ouest français sont dédiées à la mémoire de Gérard Louise, grand spécialiste de l'habitat seigneurial des <sup>X<sup>e</sup></sup>-<sup>XII<sup>e</sup></sup> siècles. Ce volume n° 29 d'« Enquêtes et documents » prend en compte deux grands types d'espaces que sont les littoraux (marais guérandais, ports bretons et Antilles) et les territoires continentaux (Anjou, Poitou et Bretagne). Pour ce qui est des théma-

tiques, elles se répartissent entre les sujets d'histoire sociale (aristocratie, négociants, justice et populations maritimes) et ceux abordant des aspects plus économiques (patrimoines, activités portuaires et système de la plantation coloniale).

Alain Gallicé apporte un éclairage relativement neuf sur la noblesse guérandaise au cours des <sup>XV<sup>e</sup></sup> et <sup>XVI<sup>e</sup></sup> siècles à partir de l'exemple du « terrouer de Guérande », alors sénéchaussée ducal. Outre une assez forte présence nobiliaire (4 % des feux réels) à l'échelle de ce territoire, le second ordre se concentre sur le littoral où il fait office de *limitanei* chargés de la défense des côtes. Pour autant, cette caste aristocratique n'est pas figée puisqu'elle connaît déjà une réelle mobilité sociale par le truchement des exemptions de fouage et des anoblissements. Ce constat amène l'auteur à proposer des critères d'appartenance à la noblesse à travers le contenu des lettres qui mettent en avant la lignée, le mode de vie et le service des armes (surtout sur mer), ce dernier critère l'emportant incontestablement sur les autres. Pourvus de moyens financiers limités, les lignages se maintiennent grâce au service du duc (armée et offices), à l'activité commerciale, mais plus encore par des choix matrimoniaux qui privilégient l'homogamie. L'approche des stratégies de cette noblesse bretonne s'affine encore un peu plus avec Gwenaël Guillaume qui étudie le cas du prestigieux lignage de Jean II de Rieux et montre avec *maestria* les modalités de ce qu'il convient bien d'appeler ici une reconquête nobiliaire dans le courant du <sup>XIV<sup>e</sup></sup> siècle. L'occasion lui en est donnée lorsqu'il épouse le plus beau parti de Bretagne, Jeanne de Rochefort, dont la famille est

l'une des plus puissantes du duché. Au prix de quelques renoncements mineurs, il parvient à constituer un immense patrimoine foncier (plus de 120 paroisses!), très cohérent sur le plan territorial et passablement imperméable à l'intrusion des agents ducaux. Doté d'une assise féodale exceptionnelle, Jean II conforte sa domination en s'investissant dans la carrière politique et militaire qui fera de lui un intermédiaire privilégié entre le pouvoir breton et la monarchie française. Le ralliement au « parti français » dans les années 1370 lui assure un réseau de relations très précieux dont le couronnement est sa promotion comme maréchal de France à la fin du siècle.

Sources encore trop méconnues de nombre d'historiens, les lettres de rémission de la chancellerie de Bretagne au XVI<sup>e</sup> siècle, sous la plume de Michel Nassiet, nous ouvrent des horizons multiples, qu'il s'agisse de la monarchie, de la justice ou encore de l'histoire des sociétés. À travers l'exemple de ces lettres, l'auteur commence par révéler l'existence d'une logique géographique qui privilégie la Haute-Bretagne et au-delà, les centres administratifs (sénéchaussées). Après un rappel utile sur les limites de ce type de matériau archivistique, l'étude établit une typologie des crimes qui fait la part belle aux homicides, suivis des vols et des faux (témoignages, écritures). Au passage, on découvre qu'au fil du siècle les atteintes aux biens sont considérées comme plus graves que celles portant sur les personnes. Sans surprise en revanche, ces sociétés bretonnes apparaissent bien comme des peuples en armes, 60 % des violences physiques étant perpétrées avec des armes blanches (épées, rapières, couteau).

Quant au « bâton à feu », il fait une apparition timide vers 1520 pour se démocratiser une quarantaine d'années plus tard. Ensuite sont présentés le cadre et le contexte des homicides qui renvoient aux grands repères temporels des communautés rurales de l'Ancien Régime (pardons, lutte, soule) avec des pointes mortifères en juillet et août, de préférence à la nuit tombée. Pour ce qui est de l'unité de lieu, elle se déclinerait plutôt au pluriel. La maison, la taverne et les « rues » ou les chemins sont des lieux privilégiés où s'exprime la violence des hommes avec parfois des mentions paysagères intéressantes quand il s'agit de décrire le paysage bocager de l'époque. Dans tous les cas de figure, c'est l'honneur qui fait l'homicide, que l'on soit noble ou roturier. En premier lieu, c'est bien de la réputation des femmes dont on se préoccupe car il en va forcément de l'honneur de l'homme. Quel profil dresser du meurtrier? S'il est souvent noble (1/5<sup>e</sup> des suppliants), il peut aussi être roturier, de préférence paysan. Quant au sexe, les hommes s'imposent devant la gent féminine qui demeure plus souvent victime que bourreau. Dernier mérite enfin de ce travail remarquable, la mise en lumière d'une certaine répartition du travail agricole entre les conjoints et dans laquelle l'auteur veut voir une marge d'autonomie et d'autorité donnée à la femme.

Réduite à la portion congrue, la démographie d'Ancien Régime est représentée par la contribution de Murielle Bouyer consacrée au recensement de la population des gens de mer de la région nantaise au XVIII<sup>e</sup> siècle. Fondé sur l'étude des registres de matricules du département nantais résultant de la mise en place par

Colbert du système des classes, ce travail s'interroge sur le potentiel humain à la disposition du port de Nantes alors en pleine expansion. Première observation, le statut des gens de mer est à géométrie variable et, avec la raréfaction des vrais hommes de mer, les autorités n'ont d'autre choix que de ratisser large au point que beaucoup parmi les membres d'équipages, n'ont jamais vu la mer ! Mais il en va à cette époque du salut de la Royale et du royaume... Après une embellie démographique dans la première moitié du siècle, les choses se gâtent avec un déclin sensible des effectifs qui, paradoxalement, joue en faveur des populations estuariennes. Pour l'auteur, cette phase B, inscrite dans un contexte d'essor du commerce maritime, s'expliquerait concurremment par un « resserrement des équipages », conséquence d'une réorganisation de la flotte, ainsi que par une désaffection pour la profession de marin, jugée pénible et dangereuse.

Le volet économique de l'ouvrage est abordé sous des angles aussi divers que la numismatique, le commerce portuaire ou le système de la plantation. Gildas Salaün tente ainsi d'évaluer le contexte économique des confins occidentaux à la fin de la guerre de Cent Ans à partir des enfouissements monétaires qui, à ses yeux, représentent de « bons indicateurs de la situation socioéconomique ». Il distingue ainsi un pays nantais plutôt prospère au début des années 1430 dont témoignent de rares mais importants dépôts d'une marche poitevine où la multitude des micro-enfouissements traduirait au contraire la paupérisation des habitants. Le temporel des chartreux d'Auray étudié par Gildas Buron entre le XIV<sup>e</sup> siècle et

le début du XVIII<sup>e</sup> siècle relève d'un processus d'acquisitions méthodique. Fruit d'une fondation réalisée en 1383 dans les marais de Guérande, ce qui n'est à l'origine qu'une chapelle, ne tarde pas à devenir, un siècle plus tard seulement, un ensemble territorial cohérent dont le joyau est constitué du domaine salicole qui ne cessera de se dilater. Les salines, ou plutôt les « œillets », sont affermés selon des clauses plutôt classiques, à l'exception des dispositions annexes qui ne manquent pas de mentionner le risque naturel représenté par les « ymers ». Quant on sait que la seule saline du Champ-les-Auray rapporte annuellement au couvent la somme de 2 319 livres vers 1690, on comprend mieux les enjeux économiques liés à l'exploitation de ces sites. L'assimilation des sels marins aux fruits de la terre fait tomber l'ensemble de la production sous le coup de la dîme qui correspond ici à environ 6 % de la récolte. Enfin, après avoir présenté les « hommes du marais », l'auteur se livre à une étude exhaustive des moyens techniques et des formes d'organisation du travail.

À travers l'exemple de la politique royale d'emprunts, d'aliénation du domaine et de constitution de rente en Bretagne dans la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle, Dominique Le Page met en lumière une forme d'intégration des provinces périphériques au royaume. Pourtant, la tâche des commissaires fut loin d'être aisée, ne serait-ce que pour des raisons linguistiques. Dans bien des cas, les hommes du roi se heurtent à la résistance ouverte des habitants qui refusent d'acheter des rentes ou de souscrire des emprunts. Dans ces conditions, établir la liste des gens à cotiser relève fréquemment d'un « parcours du combattant » pour le sergent

chargé de prévenir les heureux élus. Les mesures d'intimidation sont en effet monnaie courante, à l'encontre des sergents comme des commissaires qui parfois, en sont réduits à traiter avec les récalcitrants. Même imposé par les circonstances, ce dialogue qui apparaît dans les sources tranche avec l'image d'un rouleau compresseur fiscal royal. Désignés souvent à leur corps défendant comme soutiens financiers de la monarchie, les contribuables jetèrent leur dévolu sur certaines parties du domaine, en particulier sur les seigneuries et sur tous les revenus à caractère fluvial ou maritime (pêcheries, prés, moulins). Parmi eux, les officiers puis les marchands étaient légions, suivis d'assez loin par l'aristocratie.

Les activités de la baie de Bourgneuf au XVIII<sup>e</sup> siècle (Bernard Michon) reposent prioritairement sur la « grande affaire » portuaire qu'est le sel. Après avoir rappelé l'ancienneté de la pêche morutière (à la morue verte et à la morue sèche), l'auteur explique la baisse continue et importante de la flotte morutière en baie de Bourgneuf à compter de la décennie 1720, une évolution qui favorise une forme de reconversion en faveur du commerce avec les « îles de l'Amérique ». La réorientation de l'activité a cependant un prix, la mainmise nantaise sur la flotte de la baie. L'attraction de la cité ligérienne se remarque également dans le secteur salicole. Le sel aboutit alors à Nantes pour être ensuite redistribué, via la Loire, vers les pays de grande gabelle où il est fortement taxé.

Passons maintenant aux donneurs d'ordres qui font la prospérité des grands ports du XVIII<sup>e</sup> siècle à partir de l'exemple de Nantes. D'origine provençale comme les Chaurand, ou orléanaise comme les De Luynes,

étudiés pour les premiers par Laure Pineau-Defois et les seconds par Guy Saupin, leurs trajectoires épousent des tendances assez similaires. Dans le cas des Chaurand, l'aventure du négoce maritime débute vers 1771, préparée par un « beau mariage » qui leur assure l'alliance de la grande famille négociante des Portier. Soucieux de « marcher sur deux jambes », ils conduisent, parallèlement à leurs entreprises commerciales avec les Antilles, une politique d'achat d'offices royaux, de seigneuries et même de plantations à Saint-Domingue, une démarche qui va de pair avec un renforcement de leurs réseaux de sociabilité. La conquête s'avère totale lors de l'entrée de la France dans la guerre d'indépendance américaine qui permet aux Chaurand de multiplier les armements très lucratifs de navires dits « frettés par le roy ». Désormais, l'heure a sonné pour un rayonnement commercial élargi qui passe par l'édification de magasins et englobe un grand Ouest, le long des axes fluviaux et jusqu'au complexe portuaire Le Havre-Rouen et la ville de Caen. Les relations s'étoffent également en direction des grands ports européens (Londres, Lisbonne, Ostende, Cadix) et américains (Philadelphie et Baltimore). Avec les De Luynes, on pénètre dans le contingent réduit des familles nobles qui n'ont pas craint de déroger en se livrant au commerce maritime, lui aussi tourné vers les îles (Antilles et océan Indien) et la droiture sans pour autant dédaigner la traite négrière qui, soit dit en passant, affichait un taux de mortalité à bord des navires de plus de 18 %. Comme pour les Chaurand, l'attrait des îles ne se dément pas et se marque par des investissements hautement spéculatifs

dans les sucreries. Pourtant, ses efforts de diversification n'empêchent pas la famille de connaître un fiasco dans les années 1780 lié, entre autres, aux problèmes de gestion de biens antillais éloignés et à un endettement très élevé. Acteurs intermédiaires plus polémiques du trafic antillais, les capitaines négriers font enfin l'objet d'une approche détaillée de la part de Nicolas Jolin. Entre 1717 et 1738, près de 153 d'entre eux, majoritairement issus de la région, participèrent à la traite des noirs sur la place de Nantes. Peu nombreux, les « horsains » venaient généralement de Bretagne (Saint-Malo notamment), du Poitou/Saintonge (côtes vendéenne et charentaise) et dans une moindre mesure d'Anjou. Était-on négrier de père en fils ? La réponse apportée par Nicolas Jolin semble partiellement infirmer cette hypothèse. Certes, beaucoup sont descendants de gens de mer au sens large du terme mais les autres (64 %) appartiennent, par ordre d'importance, au groupe des marchands-artisans, des négociants, sans oublier le monde des officiers (plus de 14 %). L'aboutissement de ce réseau commercial, avec ses acteurs multiples est, bien entendu, le système de la plantation, remarquablement mis en perspective par Natacha Bonnet à partir de l'exemple de Saint-Domingue au XVIII<sup>e</sup> siècle. Fondé sur les archives comptables de dynasties angevines et nantaises possessionnées dans les îles, ce travail étudie le fonctionnement de trois « habitations » exclusivement sucrières installées à l'Ouest de la partie française de Saint-Domingue. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, les parcelles vouées à la culture de la canne, dont les mécanismes de transformation sont bien mis en évidence, ne concernent

qu'un tiers de l'exploitation, le reste étant voué aux cultures vivrières (6 à 20 %) selon une trilogie agraire qui associe le mil, la patate et l'igname et les parcs à bestiaux (30 à 60 %). Désignés dans les sources sous les noms de « savanes » et de « hattes », ces parcs sont des prairies naturelles abandonnées en pâture aux animaux du domaine. L'organisation spatiale de la plantation répond à un strict zonage avec la « grande case » (couverte d'essences comme les chalets de nos montagnes) où réside le maître, les bâtiments d'exploitation (chaudières, purgerie, bacs et bassins) et enfin le quartier des esclaves, cantonné sur les marges de la propriété à proximité des « savanes ». Généralement originaire de la Côte-de-l'Or, d'Angola et du Congo, la population servile fait l'objet d'achats réguliers mais numériquement faibles et connaît une mortalité effrayante (46 % de l'effectif en 8 années seulement !). En rupture avec certains clichés historiographiques, l'auteur montre que les nouveaux « nègres » bénéficient de soins particuliers légitimés non par un quelconque esprit de charité mais bien par une réalité économique qui est l'augmentation régulière du cours de l'esclave. Ainsi le marronnage, surtout développé dans les plantations frontalières avec les territoires espagnols, ne débouche pas, en cas de reprise du fugitif, sur l'application des sanctions prévues par le Code noir. En effet, l'important est bien de maintenir en état une main-d'œuvre précieuse. Dernier constat enfin, celui de la mortalité infantile et juvénile qui, certes élevée, demeure somme toute comparable à celle de provinces métropolitaines comme l'Anjou ou la Bretagne.

Emmanuel Garnier

José Luis CASTÁN ESTEBAN, *Pastores turoleses. Historia de la trashumancia aragonesa en el Reino de Valencia durante la época foral moderna*, Zaragoza, Publicaciones del Rolde de Estudios Aragoneses, Centro de Estudios sobre la Despoblación y Desarrollo de Áreas Rurales (CEDDAR), 2002, V-439 p., 20 €.

Chez les historiens de la péninsule Ibérique, la grande transhumance médiévale et moderne est d'abord castillane. Une forte disproportion persiste dans le traitement fait à la Castille, sur-représentée, et à l'Aragon. *Pastores turoleses* vient contribuer à corriger ce déséquilibre. Ce livre, réalisé à partir d'une thèse de doctorat qui examine l'évolution de la transhumance aragonaise dans le Royaume de Valence au cours de l'époque moderne, fournit au lecteur une étude d'un grand intérêt. Chemin faisant, il aborde toute une série de thèmes : le cadre géographique dans lequel se développent les mouvements du bétail, les relations et l'organisation qu'ils suscitent (*Comunidades de Teruel* et d'*Albarracín*), les conditions sociales des propriétaires, le système fiscal, la réglementation, etc. Dans cette perspective, José Luis Castán a pu combiner la bibliographie, les sources d'archives, le travail sur le terrain, l'échange d'informations avec d'autres disciplines et les informations données par les bergers transhumants eux-mêmes. L'étude comporte une bibliographie de référence, riche de plus de 400 citations – où sont inclus, fondamentalement, les travaux de géographes, d'ethnographes et d'historiens – et une préface d'Emilia Salvador Esteban, professeur d'histoire moderne de l'Université de Valencia et membre de la Real Academia de Cultura Valenciana, qui a dirigé la recherche. Le

corps du texte se structure en cinq chapitres, chacun accompagné d'un prologue, d'une introduction et d'une conclusion, le tout forgé dans une prose bien rédigée qui facilite la lecture.

L'objet du travail ? Appréhender la transhumance à partir du maximum de perspectives disciplinaires comme la géographie, la politique, à la sociologie, l'économie et l'anthropologie que l'auteur cherche à intégrer dans sa démarche d'historien. Chacun des chapitres établit ainsi un regard croisé pour rendre compte des différents aspects de la transhumance : pourquoi la transhumance se développe-t-elle ? Comment est-elle organisée ? Quels problèmes a-t-elle engendrés ? Avant de pouvoir répondre à ces questions, un écueil surgit. Dans l'utilisation des sources, José Luis Castán reconnaît d'indéniables manques, pour ne pas avoir disposé d'archives d'institutions pastorales comparables à la *Mesta*, à la *Dogana di Foggia* ou à la *Casa de Ganaderos*. Par ailleurs, il admet que quelques institutions de référence, telle la *Comunidad de Teruel*, ont perdu leur documentation pour l'époque moderne. Les sources sont dispersées et fragmentaires. Pour cette raison, il est nécessaire de les interpréter, situation qui justifie l'important travail réalisé sur le terrain avant de revenir aux documents réglementaires ou fiscaux.

Le travail établit l'importance fondamentale de la transhumance dans la montagne *turolesse* et ses répercussions, autant dans l'organisation sociale, économique et politique aragonaise, que dans le monde valencien rural au cours de l'époque moderne. Le premier chapitre souligne le rôle de l'espace naturel dans les populations transhu-

mantes. Les analyses spatiales soulignent les contrastes entre la plaine et la montagne ainsi que la complexité climatique, l'importance de la végétation méditerranéenne et aussi les itinéraires du bétail. L'auteur envisage les relations entre les ressources pastorales, l'organisation des itinéraires du bétail et la structure de l'habitat. Dans le deuxième chapitre, on découvre les systèmes d'utilisation commune de l'élevage dans le secteur *turoloense*. Jose Luis Castán scrute alors minutieusement les communautés de villages de Teruel et Albarracín dont il souligne les fonctions de gouvernement politique et de gestion territoriale. On saisit nettement l'organisation, la gestion et la réglementation de ces deux institutions locales. On perçoit la relation réciproque entre les institutions représentatives des villages de Teruel et Albarracín et l'activité économique de la transhumance. La réalité sociale attachée au bétail forme l'objet du troisième chapitre. Les questions qui orientent la recherche sont multiples : le travail de bergers et des propriétaires de troupeaux transhumants assure-t-il une forme de régulation sociale, à travers le système familial, la division du travail et la conception du monde ? Existe-il assez d'éléments pour parler d'une société pastorale ? Jusqu'à quel point l'activité économique rejaillit-il dans la structure sociale ? Les communautés montagnardes paraissent plutôt à la marge des relations féodales qui dominaient dans la plaine. Pour l'auteur, la distinction entre privilégié et non-privilégié n'était pas le facteur d'explication essentiel de la réalité sociale. Dans le domaine patrimonial, des questions aussi importantes que l'honneur et le prestige, exprimées à travers la maison, restent au premier plan. Au fil des pages, on

mesure à quel point la structure sociale était commandée par la coexistence d'un petit groupe de propriétaires de bétail autonomes et d'une majorité immense de bergers qui vivaient de leur travail. Le système fiscal et les droits prélevés sur l'élevage transhumant interviennent dans le quatrième chapitre. Pendant une grande partie de l'époque moderne, la Couronne d'Aragon conserva une structure fiscale héritée du Moyen Âge. La conséquence la plus évidente de ce fait était le poids important des charges générales, tant directes qu'indirectes, et l'importance des droits et des régales tirés des biens monarchiques. La comparaison fiscale avec d'autres régions européennes, comme la Castille ou le Royaume de Naples, prouve jusqu'à quel point la couronne a échoué dans sa tentative pour tirer un revenu spécifique de l'activité pastorale. Les impôts qui frappaient le bétail, émanaient des conseils locaux valenciens et des Communautés aragonaises, cadre où s'est développée la taxation sur l'industrie pastorale. Les propriétaires de bétail transhumant devaient répondre aux exigences des deux systèmes fiscaux : celui du royaume d'Aragon et celui du royaume de Valence. Le dernier chapitre propose une étude globale de la transhumance dans le Royaume de Valence. L'auteur passe successivement en revue divers sujets : l'évolution de la propriété des pâturages de transhumance, les droits d'utilisation, les heurts anti-nobles pour le contrôle des pâturages valenciens, la gestion et le règlement des pâturages, le système fiscal, les droits, les revenus, l'évolution du troupeau transhumant, les secteurs de pâturage d'été, les caractéristiques de l'élevage et ses risques (maladies, relations avec les fermiers, animaux prédateurs, etc.).

Avec ce travail le lecteur est devant un travail de recherche globale. L'un de ses intérêts les plus manifestes a été de vérifier comment, à travers les siècles étudiés, l'empreinte de la trans-humance s'est maintenue, comment elle s'est adaptée à son environnement, comment elle a assuré la complémentarité et la réciprocité. Finalement, on ne peut que se réjouir de voir aboutir le rôle du *Centro de Estudios sobre la Despoblación y Desarrollo de Áreas Rurales* qui a été à l'initiative de la publication de ce beau travail.

José Manuel Crespo Guerrero

**François-Joseph RUGGIU, Scarlett BEAUVALET et Vincent GOURDON (dir.), *Liens sociaux et actes notariés dans le monde urbain en France et en Europe*, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, Paris, 2004, 266 p, 23 €, ISBN 2840503026.**

En dépit de son titre, cet ouvrage s'adresse à tous les utilisateurs d'actes notariés, aux ruralistes comme aux spécialistes de la ville à l'époque moderne. Les différentes contributions rassemblées ici, analysent en effet les usages qui ont été faits de cette source depuis plusieurs décennies en France (J.-L. Laffont), Angleterre (C. W. Brooks), Italie (J.-F. Chauvard) Espagne (A. M. Casares et A. G. Pedraza), et Belgique (C. Bruneel). Les problématiques se sont renouvelées et de nouveaux objets d'étude ont été dégagés, tant en histoire urbaine que rurale.

J.-L. Laffont offre d'abord un clair historique de l'utilisation des archives notariales. Leur exploitation commence dès la fin des années 1820, avec une prédilection pour la documentation médiévale chez les érudits.

Après 1870, les publications d'actes alimentèrent à point nommé les revues des sociétés savantes et associations d'histoire régionale, toujours plus nombreuses. Les conservateurs d'archives, piliers de nombreuses sociétés savantes, livrèrent combat pour que les notaires versent leurs minutes dans les dépôts publics. Cet effort ne fut couronné de succès qu'en 1928, avec le vote d'une loi autorisant ces dépôts. Mais l'attention des universitaires avait été attirée, et les historiens du droit furent les premiers à se plonger dans les minutiers. Contrairement à ce qui a été souvent affirmé, l'utilisation des actes notariés a été assez massive dès l'Entre-deux-guerres, surtout pour les actes relatifs au droit de la famille. La recherche notariale s'est ensuite beaucoup diversifiée. Pour les ruralistes, l'acte notarié est un instrument de premier ordre. J.-L. Laffont voit se succéder un « temps du contrat de mariage », puis un « temps du testament », enfin un « temps de l'inventaire après décès », utilisés les uns et les autres de façon sérielle. L'acte notarié est aujourd'hui au cœur de l'histoire économique et sociale de la propriété, de l'endettement, de la famille. L'histoire de l'activité notariale prend enfin son essor dans les années 1990.

La situation française contraste avec l'absence d'une documentation comparable en Angleterre. La plupart des événements y étaient enregistrés par les cours de justice. Ce sont donc des archives judiciaires qu'emploient les historiens anglais. François-Joseph Ruggiu, dans la discussion, signale la grande difficulté qu'il y a, de ce fait, à travailler, en Angleterre, sur des trajectoires individuelles. L'Italie jouit du privilège d'avoir les archives notariales

les plus anciennes et les plus abondantes. Bien qu'ils offraient des données mesurables et répétitives, les actes notariés n'ont pas été utilisés pour des recherches quantitatives. En revanche, la *microstoria* les a abondamment sollicités. Le courant s'est affirmé, comme chacun sait, dans la seconde moitié des années 1970. Giovanni Levi a privilégié les actes notariés, tandis que d'autres auteurs se réclamant du même courant croisaient archives notariales, paroissiales, fiscales et judiciaires. Cette mobilisation de sources variées et leur mise en forme biographique, a permis de déplacer le regard de groupes prédéfinis vers les comportements individuels et les interrelations. Les pages écrites ici par J.-F. Chauvard offrent une excellente synthèse de vingt années de micro-histoire en Italie, intéressant autant les campagnes que les villes.

La documentation notariale triomphe également en Espagne. On a d'abord vu s'y succéder des études massives et sérielles d'histoire économique et sociale, ou d'histoire des mentalités. Le testament a été l'acte préféré de cette dernière, en Espagne comme en France. Les thématiques récentes évoquées ici laissent peu de place à l'histoire rurale. En Belgique aussi, l'histoire sociale a tiré un grand parti des sources notariées. Si les villes, le commerce et la révolution industrielle ont retenu principalement l'attention, quelques ouvrages d'histoire rurale ont aussi été écrits dans les années quarante, privilégiant l'étude de l'agriculture et des classes rurales. L'économie agraire, en parallèle avec l'évolution institutionnelle, reste aujourd'hui encore privilégiée. Les travaux sur la famille se sont également faits une

place, à l'aide principalement des testaments et des contrats de mariage.

Plusieurs études suivent ces synthèses, et portent sur des sujets urbains. Nous pouvons citer ici le travail de Robert Descimon sur les réseaux de pouvoir à Paris dans le second quart du XVI<sup>e</sup> siècle, de Laurence Croq sur les cabinets de recettes de rentes à Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle, ou bien encore de A. Thillay sur les artisans du faubourg Saint-Antoine. Sébastien Jahan, traitant des témoins aux contrats de mariage dans la France du Centre-Ouest, revient très brièvement sur les forestiers qu'il a déjà étudiés (*Le Peuple de la forêt. Nomadisme ouvrier et identités dans la France du Centre-Ouest aux temps modernes*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2003), auxquels il joint ici des contrats urbains. Signalons pour finir, la poursuite de la réflexion de C. Dolan sur la méthodologie et la pratique des actes notariés en histoire sociale à partir de ses recherches sur les notaires d'Aix-en-Provence au XVI<sup>e</sup> siècle. La micro-analyse réclame la prise en compte de contextes multiples, élargis peu à peu. Après les notaires, il paraît nécessaire d'inclure dans le champ d'observation les auxiliaires de justice.

Le volume se termine sur quelques pages d'une discussion très animée autour de ces contributions. En dépit de son titre, la première moitié de cet ouvrage offrira aux historiens ruralistes une très utile vue d'ensemble sur l'histoire de l'utilisation des actes notariés.

Jérôme Luther Viret

Vincent MAROTEAUX, *Versailles, le Roi et son Domaine*, Paris, Établissement public du musée et domaine

national de Versailles, Picard, 2000, 296 p., ISBN 2708405640.

Versailles est à l'origine d'une abondante littérature, mais l'ouvrage de Vincent Maroteaux occupe dans cet ensemble une place un peu à part puisqu'il fait du château et de son domaine un objet d'histoire rurale et qu'il aborde des aspects généralement laissés dans l'ombre. Il s'agit d'une approche originale bien qu'elle demeure assez classique dans sa méthode et dans la problématique qu'elle met en œuvre. Ce n'est pas une étude supplémentaire sur le château de Versailles à l'instar du classique Pierre Verlet ou du travail de William Newton, c'est l'étude de Versailles comme domaine avec un double angle d'attaque : la constitution du domaine et sa gestion au XVIII<sup>e</sup> siècle. Cette approche s'inscrit dans la longue durée puisqu'elle s'intéresse au poids de la rupture révolutionnaire dans l'évolution du domaine. En somme, il s'agit d'une très classique étude d'histoire rurale, mise en œuvre à propos d'un domaine quelque peu hors normes.

En ce qui concerne sa constitution, Versailles est-il un domaine comme les autres ? À cette question, l'ouvrage apporte une réponse nuancée. Par certains aspects, c'est le cas. La constitution du domaine de Versailles s'inscrit dans une politique de rassemblement foncier à l'image de celle qui marque l'Île-de-France à la période moderne. Cette politique est classique par ses acteurs, essentiellement les grands établissements ecclésiastiques et les élites parisiennes à la recherche de terre, que ce soient de grandes familles (en l'occurrence ce sont les Gondretz qui sont les premiers à s'intéresser à Versailles), des dynasties ministérielles comme les Le Tellier et les

Servien, des gens de robe. Elle est classique aussi par son ampleur – de ce point de vue, les débuts de Versailles sont même modestes car ce n'est à l'origine qu'une petite seigneurie de 196 arpents (1561) –, par ses motivations et par ses composantes. Les grands s'intéressent à la terre et aux bois, fondements de toute grande fortune aristocratique et moyen d'exercer un privilège nobiliaire par excellence, la chasse. Elle est classique également par son respect des cadres de la société d'Ancien Régime et notamment par la grande attention portée à la seigneurie. Versailles est un ensemble de seigneuries : Versailles, Marly, La Celle-Saint-Cloud, Le Chesnay, Louveciennes, Bougival. Le roi est le seigneur de l'ensemble, et exige de ses censitaires qu'ils payent des redevances : 15 000 livres de cens par an, plus de 100 000 livres pour les lods et ventes à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. De même se manifeste alors un mouvement classique de réaction seigneuriale puisque le terrier est refait en 1783 et que les redevances sont fortement augmentées. Le souci d'unification et de contrôle est également présent avec l'édit de 1693. Celui-ci réunit dans un seul ensemble l'infinie multitude des transactions réalisées depuis trente ans pour constituer le grand Parc et la ville, et il place le tout sous une juridiction unique, le siège et bailliage Royal de Versailles. L'édit réaffirme également le caractère privé d'une possession qui ne dépend pas de la Couronne et permet au roi d'asseoir son autorité sur l'espace qu'il contrôle désormais.

Mais la constitution du domaine de Versailles présente aussi des traits spécifiques. C'est une entreprise de grande ampleur : le domaine passe de 350 ha à 15 000 ha en deux siècles. Elle s'inscrit

dans une chronologie particulière. Dans un premier temps, le Versailles de Louis XIII est assez restreint. La construction du petit pavillon, commencée en 1623, et la mise en place du parc qui l'entoure précèdent la constitution du domaine. Mais le domaine du roi reste à la mesure de celui d'un simple particulier qui en suit assez directement la gestion. Cela apparaît à travers le choix des receveurs.

À partir de 1660 Louis XIV s'intéresse plus directement à l'entreprise avec les premiers travaux d'agrandissement des bâtiments et la constitution du grand parc. Cela entraîne une reprise de la politique de rassemblement de terres qui contribue à bouleverser les cadres traditionnels de la vie du village. Des parcelles sont achetées, des chemins sont fermés. On assiste à un remodelage profond de l'espace et à la disparition d'activités traditionnelles comme les tuileries et les carrières. Après une pause en 1664, l'entreprise est relancée avec le début des grands travaux et la naissance d'une ville nouvelle. L'extension se poursuit et aboutit à la constitution d'un domaine extraordinaire. Elle connaît des développements nouveaux à partir de 1694 en direction de Marly et elle est marquée par des préoccupations spécifiques : constitution d'un parc, souci de la chasse (avec des acquisitions systématiques de forêts) ou du contrôle de l'eau. La méthode mise en œuvre est originale. Un espace est délimité et l'on se préoccupe ensuite des acquisitions qui autorisent la constitution de cet espace, les travaux débutant avant même que la politique d'acquisition foncière soit achevée. Mais est-il possible aux vendeurs de résister à la volonté de leur souverain, même si les procédures suivies sont longues

(certains contentieux ne seront pas réglés avant le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle) ?

Il en résulte un bouleversement profond, dans un laps de temps très court. On passe d'une modeste bourgade à une ville considérable. Le parcellaire traditionnel est remis en cause ainsi que la vocation agricole traditionnelle de la région au profit de ce que l'on pourrait appeler l'impérialisme de la chasse. En 50 ans 8 000 ha de terres sont rassemblés autour du pavillon de chasse, ce qui représente plus de huit millions de livres. De même la famille proche est installée à proximité avec les domaines de Clagny pour le duc du Maine, Meudon, Chaville et Saint-Cloud pour le duc d'Orléans et Rambouillet pour le comte de Toulouse. Cette entreprise demeure étroitement liée à la personne de Louis XIV et l'étude met bien en valeur le relatif essoufflement de l'entreprise au XVIII<sup>e</sup> siècle puis la rupture que constitue la période révolutionnaire, le caractère un peu démesuré de la démarche posant la question des moyens nécessaires à la survie et à l'entretien de l'ensemble.

En ce qui concerne la gestion, l'ensemble est à la fois classique et original. Le responsable de ce domaine considérable est un simple intendant et, sous Louis XIV, la fonction est occupée par le premier valet de chambre, Blouin, puis Bontemps, puis le fils Blouin. Ceci se poursuit en partie sous Louis XV avec les Noailles qui ont la charge de gouverneur. Ces intendants-gouverneurs travaillent souvent avec le Roi qui suit de près la bonne conduite de l'ensemble. Ils mettent en place une administration d'une trentaine de personnes où se manifeste le poids des clientèles et des réseaux familiaux et qui a en charge un

personnel abondant et divers. Ils prennent appui sur le bailliage dont le rôle est analysé avec finesse. Regroupant des compétences nombreuses, ce dernier se substitue aux bureaux de finances, maîtrises, capitaineries, élections ; ceci lui donne une grande importance.

Le responsable du domaine a aussi pour fonction d'assurer une partie des services des maisons royales, seuls les bâtiments échappent à son autorité. Il prend en charge le logement de la suite de la Cour, le chauffage, l'éclairage et l'entretien courant des bâtiments royaux, la surveillance des lieux ainsi que la conservation du gibier nécessaire aux chasses royales et l'entretien des animaux de la Ménagerie, ce qui génère des dépenses de l'ordre du million de livres à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. L'auteur souligne ainsi le rôle important des concierges qui sont de véritables régisseurs. C'est aussi le responsable du domaine qui met la ville sous tutelle en étant responsable de la police urbaine, de l'assistance et de l'éducation.

Normalement le domaine doit vivre de ses ressources propres ce qui ne manque pas de poser des problèmes. Mais l'intérêt de l'étude est de mettre en évidence le fait que, globalement, et malgré quelques soubresauts, l'objectif est à peu près rempli, et l'on a là un exemple d'une gestion seigneuriale assez rigoureuse qui est soutenue en permanence par une politique foncière d'extension et de remembrement.

En ce qui concerne les droits seigneuriaux, on retrouve toute la gamme habituelle et variée des prélèvements, dont le rapport est loin d'être négligeable, et qui permettent d'assurer l'autorité du roi-seigneur sur la ville

avec un recours à une ferme générale pour les percevoir. Le domaine foncier, pour sa part, comprend 31 fermes qui représentent 4 800 ha en 1790. Il est en permanence confronté à une difficulté : comment gérer des terres cultivées dans un domaine de chasse ? Ce domaine est marqué par la conjoncture favorable du XVIII<sup>e</sup> siècle : ses revenus augmentent (une croissance de 76 % du revenu brut sur le siècle) mais son rapport reste, malgré tout, médiocre (70 000 livres par an à la fin du siècle). D'où un effort de remembrement et un abandon des exploitations trop petites, phénomène qui accroît le poids de grandes dynasties de fermiers qui tirent profit de la situation.

Dans cet ensemble, et ce n'est pas trop surprenant, les bois constituent une ressource essentielle. Leur rapport connaît une forte croissance et leur part l'emporte nettement sur celle des fermes puisqu'il passe de 100 000 à 400 000 livres sur le siècle.

Ces quelques remarques soulignent toute la richesse et l'intérêt de l'ouvrage. On se trouve en présence d'une belle étude de cas, mais d'un cas exceptionnel, qui contribue à mettre en valeur un aspect méconnu de Versailles. Cette vie quotidienne, en quelque sorte, met l'accent non sur les personnages et les mécanismes traditionnellement retenus, incarnations habituelles des fastes de Versailles, mais sur les hommes qui assurent au jour le jour le bon fonctionnement de l'ensemble et sur les moyens qu'ils se donnent, profondément ancrés dans la société et l'économie de leur temps, pour répondre aux objectifs qui leur sont fixés.

Jean Duma

Gérard BÉAUR, Christian DESSUREAULT et Joseph GOY (dir.), *Familles, terre, marchés. Logiques économiques et stratégies dans les milieux ruraux (XVII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)*, Actes du colloque France-Québec-Suisse, Paris, novembre 2002, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2004, 276 p, 18 €, ISBN 2868479499.

Dans le prolongement de nombreux colloques consacrés aux questions de reproduction familiale et sociale, mais dans une optique résolument économique (le mot social n'est pas prononcé), les organisateurs du colloque de Paris (2002) distinguent trois thèmes dans leur introduction, soit la question successorale, les marchés, et les flux économiques. Fidèles à cette orientation, les communications rassemblées ici occultent, de fait, à peu près complètement l'idéologie et la violence des rapports sociaux, dont il est affirmé pourtant, en deux brefs paragraphes, qu'ils « surgissent avec force ».

Christian Dessurault ouvre le feu avec une étude de l'impact du cycle de vie dans deux régions rurales démographiquement saturées, la plaine de Montréal et le pays de Charlevoix, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Il identifie en particulier la structure et la composition des ménages en relation avec le cycle de vie. Les ménages de Lavaltrie réussissent à exploiter une plus grande superficie de terre cultivable avec une main-d'œuvre plus réduite. Les ménages complexes ont une productivité du travail nettement moindre. La productivité varie en effet en proportion inverse du nombre de personnes dans ces ménages. Pour l'auteur, c'est une moindre attractivité des villes, affaiblissant les courants migratoires, qui paraît devoir expliquer la plus grande

proportion de ménages complexes à Sainte-Irénée. Les migrations reviennent dans plusieurs contributions. Joseph Goy fait le point sur les travaux consacrés aux migrations dans les Alpes occidentales, diagnostique un retard, et encourage les jeunes chercheurs à démontrer l'intérêt économique de ces mouvements. Ce n'est pas la misère qui pousse au départ. C'est également l'opinion d'Annick Foucrier, qui examine les migrations de la Franche-Comté vers la Californie au début de la ruée vers l'or. Elle montre que l'embarquement est l'aboutissement d'un long processus. Il faut des informations, un financement. Les migrants sont des travailleurs indépendants, et non des ouvriers passant un engagement avec une société pour deux ou trois ans comme dans le Puy-de-Dôme. Anne-Lise Head König étudie l'émigration bernoise en Thurgovie, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Délaissant l'émigration vers les villes, déjà bien étudiée, elle s'intéresse aux migrations qui se produisent de la montagne vers la plaine, de milieu rural à milieu rural. Les facteurs incitateurs d'émigration sont la transmission intégrale, l'importance de l'élevage dès le XVIII<sup>e</sup> siècle et les opportunités offertes dans les productions laitières et fromagères. Les fromageries se multiplient en Thurgovie dans les années 1866-1875, entraînant un recul des surfaces cultivées. Elle examine les transferts fonciers effectués par 117 familles bernoises, ainsi que les risques du crédit attaché à ces opérations. La production fromagère en Tarentaise, et l'appropriation des alpages dans le premier tiers du XVIII<sup>e</sup> siècle, avec la mise en commun par apports volontaires (fruit commun) est également au cœur de l'étude de Jacques Rémy. L'abandon de la fabrication du fromage

à Pra dans les années 1950 a mis fin aux arrangements relatifs aux alpages, suscitant le mécontentement des héritiers sans titres du fruit commun.

La circulation des marchandises et de la main-d'œuvre est au cœur d'une autre série de contributions. Béatrice Craig choisit d'étudier quatre magasins généraux situés dans le Nouveau-Brunswick, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Les livres de compte permettent de connaître la clientèle, les marchandises achetées. Il apparaît que les produits luxueux étaient vendus à une clientèle urbaine ou péri-urbaine, avant de l'être aux ruraux plus éloignés. Thomas Wien étudie le calendrier annuel des engagements pour le commerce de la fourrure au Canada, vers 1750. Il souligne d'abord l'importance du recrutement, par rapport à la population susceptible de servir. Il faut que cet emploi soit compatible avec les travaux des champs. Les contraintes de l'année agricole sont bien respectées. Mais, Thomas Wien montre que les échéances sont aussi imposées par le commerce. Selon la destination, on faisait appel à une main-d'œuvre plus ou moins qualifiée. C'est le marché de la main-d'œuvre dans les campagnes montréalaises en 1765 qu'étudie Sylvie Dépatie. La question posée est de savoir si l'appel à des domestiques (4,4 % de la main-d'œuvre) tient au cycle de vie, c'est-à-dire à l'état de la force de travail familiale, ou à la taille des exploitations. Elle examine soigneusement la composition des ménages de 10 paroisses (1 076 ménages). La taille des ménages variant peu, selon qu'il y a ou non des domestiques, c'est la seconde explication qui semble avoir la préférence de l'auteur.

Viennent ensuite des travaux relatifs au marché de la terre. Luigi

Lorenzetti articule demande foncière et endettement dans les vallées tessinoises au XIX<sup>e</sup> siècle, principalement à travers les ventes forcées. Il chiffre la progression de ces ventes. La course à la terre a engendré un fort endettement dans les années 1820. Les créanciers demandaient la saisie judiciaire en application de garanties incluses dans les contrats de crédit. L. Lorenzetti s'intéresse aux motivations des créanciers dans ces acquisitions forcées. Il peut s'agir parfois d'opérations spéculatives (via une réduction du prix du bien de 1/3), ou du simple souci de récupérer l'argent prêté. Jean Lafleur nous fait découvrir le marché de la terre à Saint-Sulpice, dans la région de Montréal, entre 1792 et 1835. La première surprise est l'importance des donations et le nombre limité de ventes. C'est aussi la forte présence des ventes de droits successoraux. À certaines époques, les ventes de droits successoraux sont égales ou plus nombreuses que les ventes de gré à gré. Les mutations liées aux pratiques successorales sont ici très majoritaires. Ce marché fonctionne d'une manière sensiblement différente du reste du comté de l'Assomption. Dans ce village comptant de nombreux propriétaires aisés, la donation ouvre une retraite confortable aux donateurs, la terre étant cédée moyennant le paiement d'une rente. Le même auteur, avec Gilles Paquet et Jean-Pierre Wallot, présente les premiers résultats d'une enquête sur les prix du sol dans la même région, à la même époque. Le marché foncier apparaît vigoureux, accompagné d'une forte circulation monétaire et d'une tendance à la hausse des prix parallèle à la pression démographique. Les auteurs examinent quelques déterminants de la valeur des terres et insistent sur la localisation.

Plusieurs articles s'interrogent sur la géographie des pratiques familiales et successorales. C'est le contraste ville-campagne qui intéresse Sylvie Perrier. Elle porte son regard vers la zone rurale qui entourait Toulouse, appelée *gardiage*, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Ce secteur placé sous le contrôle des capitouls, où les élites possédaient de grands domaines, et où s'appliquait la coutume de Toulouse, connaissait des pratiques typiquement rurales, comme la cohabitation des parents et des enfants. Elle examine l'origine des apports de la femme au mariage.

Gérard Béaur essaye de retrouver la carte des pratiques successorales d'Ancien Régime à partir d'une enquête réalisée en 1810. Il s'attache à certains actes, séparant prudemment les donations et les testaments d'une part, qui laissent augurer une dévolution préférentielle des biens, et les licitations et partages d'autre part, révélateurs en gros d'une répartition égalitaire. La cartographie de ces pratiques permet d'opposer, schématiquement, le Nord et le Sud. Marie-Pierre Arrizabalaga décrit les stratégies d'indivision et le rapport à la terre dans six villages du pays basque au XIX<sup>e</sup> siècle, à raison de 20 couples par village. S'interrogeant sur l'impact du Code civil, elle signale quelques changements, au milieu du siècle seulement, dans la situation des conjoints d'héritiers. Mais l'enjeu essentiel serait ailleurs. Elle insiste en effet surtout sur le moment où intervenait le dédommagement des cohéritiers, et sur l'esprit de sacrifice qui animait certains enfants. L'un et l'autre étaient propices à la sous-évaluation des parts rachetées par le successeur. Cette affirmation, répétée chez plusieurs auteurs, s'expose toujours à la même objection.

Comment savoir si les biens vendus ou cédés ont été sous-évalués ? La quantification fait défaut pour apprécier la justesse des droits établis et la fréquence de ces pratiques. Ce type de pratiques est également supposé par Bernard Derouet, interprétant les doléances exprimées dans le cadre de l'enquête de 1866, qualifiées par lui d'insistantes, mais jamais quantifiées. Le partage d'ascendant, dans les régions méridionales, aurait remplacé l'institution d'héritier et l'essentiel du système d'Ancien Régime aurait été conservé. L'essence de ce système, étant, plus ou moins selon les auteurs, la conservation du patrimoine, l'effet des dispositifs légaux sur les relations intra-familiales est assez systématiquement négligé. Rolande Bonnain-Dulon, aborde le problème avec le récit d'un drame familial, survenu dans un village proche de Tarbes. En 1807 meurt un homme que l'on pense avoir été empoisonné par sa belle-mère. Le gendre a profité des dispositions légales pour s'écarter du comportement attendu d'un cadet, même aisé, épousant une héritière. Antoinette Fauve-Chamoux reprenant l'étude d'Esparros, dans les Baronnie, montre un renforcement de la position domestique des femmes, en réalité surtout des veuves, après 1850. C'est la dépression économique et démographique après 1850 qui serait responsable de ce « dépassement » de l'autorité patriarcale. Dans une période d'exode intense des jeunes gens, les femmes accèdent plus souvent aux responsabilités. Plus au nord, Jean-Paul Desaiève aborde la question de l'émancipation des mineurs en Auxerrois aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, en partant des registres d'assemblées de parents.

Deux études enfin s'interrogent sur le lien entre les pratiques successorales et la propriété. Bernard Derouet affirme que les pratiques successorales sur la moyenne Garonne, d'égalitaires sous l'Ancien Régime seraient devenues inégalitaires au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Ce changement serait survenu à la suite d'une réappropriation paysanne de la terre, consécutive aux difficultés économiques des grandes exploitations. Nadine Vivier part enfin de la carte établie par Alexandre de Brandt en 1900, appuyée sur l'enquête agricole de 1866, pour analyser la transmission des biens en Bretagne au XIX<sup>e</sup> siècle. Elle oppose le Nord et le Sud-Ouest de la Bretagne, le premier plus productif que le second et facilitant les partages. Le non-partage serait une réponse à la pression démographique sur un sol peu fertile. L'analyse est en fait obscurcie par l'absence de distinction nette dans l'enquête entre héritage et succession.

L'économie, on l'aura compris, est à l'honneur dans ce volume. Formulons maintenant le souhait de voir un jour la question traitée de manière alternative, dans une optique sociale et culturelle.

Jérôme Luther Viret

Nicole de BLOMAC, *Voyer d'Argenson et le cheval des Lumières*, Paris, Belin, coll. « Histoire & Sociétés », 2004, 398 p., 23 €, ISBN 2701134544.

L'ouvrage de Nicole de Blomac sur le marquis Voyer d'Argenson n'est pas une biographie au sens traditionnel du terme. En focalisant son attention sur l'homme dans son rapport au monde du cheval, Nicole de Blomac réalise un travail original, dont l'un des buts est d'analyser comment l'innovation

– intellectuelle, technique, économique – pouvait prendre corps en cette seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, notamment autour de la question du pur-sang anglais et des moyens à mettre en œuvre pour développer la production du cheval de selle en France. Objet d'une thèse soutenue en 2002 (*Le Cheval, moyen et mode de vie. L'œuvre du marquis de Voyer (1722-1782)*, 2 vol., thèse pour le doctorat de l'EHESS, sous la direction de Daniel Roche, avril 2002), cette étude nous est livrée ici dans une version profondément remaniée, mais qui conserve l'essentiel du propos initial. Si l'on peut remercier l'éditeur d'y avoir inclus une iconographie abondante, en revanche, on peut regretter que l'appareil critique ait été considérablement réduit. Ce livre est aussi, à plus de deux siècles de distance, la rencontre entre deux personnes, d'une part une historienne qui est également une femme de cheval et d'autre part un membre de la noblesse, homme des Lumières, à la fois général, inspecteur de la Cavalerie et des Dragons, gouverneur militaire, directeur général des Haras, grand propriétaire terrien et entrepreneur privé, un homme qui se situe au carrefour de l'économie de l'élevage, du monde des utilisateurs de chevaux et de l'administration. Ainsi que l'écrit Daniel Roche dans sa préface, les « connaissances savantes et empiriques » de l'auteur lui permettent de participer au « décloisonnement et au renouvellement » de la science hippique.

Le marquis Marc-René de Voyer d'Argenson (1722-1782) appartient au monde de la noblesse curiale. Dans les quatre premiers chapitres de son ouvrage, Nicole de Blomac s'intéresse au milieu dans lequel cet homme a évolué. Se proposant de réaliser une

« biographie intellectuelle », elle rompt avec la démarche traditionnelle consistant à situer préliminairement l'individu par rapport à son milieu familial. Au contraire, elle s'attache aux éléments qui témoignent de la personnalité et du goût intellectuel du marquis de Voyer. Elle relève le rôle qu'a pu jouer son entourage, notamment les amitiés nées du « combat partagé » lors de la guerre de Sept ans, essentiellement des officiers nobles cultivés, tels Claude de Vence qui le guida pour la constitution de sa collection de tableaux. Car le marquis de Voyer est également un homme qui s'affirme en tant que connaisseur éclairé dans les domaines artistiques et intellectuels, qu'il s'agisse de sa collection de peintures ou de sa bibliothèque des Ormes (plus de 3 000 volumes en 1782). Très proche de la famille d'Orléans (son père préside le conseil du duc d'Orléans), il a été élevé à côté du Palais Royal et partage avec Louis-Philippe d'Orléans le même goût pour les arts et le mécénat et fait travailler les mêmes artistes, notamment sur le chantier de son château d'Asnières édifié à partir de 1750.

Marc-René de Voyer est aussi un militaire : colonel à 21 ans, maréchal de camp en 1748 après s'être illustré durant la guerre de Succession d'Autriche, inspecteur de la Cavalerie et des Dragons en 1751, directeur général des Haras l'année suivante, il voit son brillant avenir militaire souffrir de la disgrâce de son père qui perd en 1757 le ministère de la Guerre. Mais le marquis, qui fut sans indulgence pour les faiblesses des chefs militaires lors de la guerre de Sept ans, s'est aussi attiré de nombreuses inimitiés personnelles. En 1763 il quitte volontairement la direction générale

des Haras et prend ses distances par rapport à la Cour.

Cet éloignement relatif de Versailles explique en partie le rôle important que joue la propriété des Ormes, aux confins du Poitou et de la Touraine, dans la vie d'un membre de la noblesse curiale. Acquise en 1729, elle est devenue par achats successifs où se mêlent logique patrimoniale et rationalité domaniale le centre d'un vaste ensemble évalué 4 400 000 livres au décès du marquis. Étudiant son patrimoine, Nicole de Blomac relève que si, comme beaucoup de nobles de l'époque, le marquis de Voyer aime le faste et n'hésite pas à s'endetter, il est très attentif au patrimoine économique qui procure l'indépendance financière en dépit des aléas de la faveur royale.

Le marquis de Voyer est surtout un homme du cheval. Nicole de Blomac l'avait déjà souligné dans *La Gloire et le jeu (La Gloire et le jeu. Des hommes et des chevaux (1766-1866))*, Paris, Fayard, 1991, 391 p.) où elle étudiait son rôle dans l'introduction du cheval de sang anglais en France. Ici, elle reprend en profondeur son enquête, s'appuyant sur le riche fonds que constituent les archives de la famille d'Argenson. Au fil des trois parties suivantes, elle étudie l'action de Marc-René de Voyer, en effectuant sans cesse le parallèle avec le contexte économique, administratif, militaire et surtout intellectuel qui préside à la production du cheval et à la réflexion sur celle-ci. Le cheval fut d'abord l'objet, de la part du marquis, d'un regard de militaire et d'administrateur. Inspecteur de la Cavalerie et des Dragons, il plaide en faveur d'une formation technique et savante, à l'heure où l'usage de la cavalerie dans les combats se modifie et où le seul apprentissage sur le terrain ne peut

suffire à assurer l'efficacité des troupes montées, notamment lors des charges au galop. En tant que directeur général des Haras, il entreprend de connaître et d'inventorier la production équine. Pour lui, l'administration royale se doit d'adopter une démarche économique combinant libéralisme et encouragements. Au système des gardes-étalons il entend substituer celui de dépôts régionaux et d'un entrepôt général, qu'il installe à titre privé aux abords de son château d'Asnières, dispositif qui permettrait de renforcer le contrôle de l'administration sur le choix des reproducteurs et, par une meilleure connaissance des sujets, de mieux adapter l'offre à la demande. Mais ses idées rencontrent peu d'écho. L'expérimentation menée en Franche-Comté se heurte ainsi à l'hostilité du parlement de Besançon et de l'intendant de la province, entraînant en 1763 la démission du marquis et le don au roi du dépôt général d'Asnières. Toutefois son successeur, Bertin, secondé par Bourgelat, reprendra une partie de ses idées.

Le marquis de Voyer est également sensible aux modifications qui s'opèrent alors quant au regard porté sur le cheval et ses qualités. C'est l'époque où l'art équestre se mue en science, sous le vocable d'équitation, notamment sous l'influence de Claude Bourgelat : mêlant le discours de l'écurier, du militaire, du vétérinaire, il défend le primat de l'efficacité sur l'esthétisme. En matière d'équitation, la position tend alors à remplacer la posture. Pour ce qui est de l'appréciation des chevaux, si l'œil reste essentiel, s'opère toutefois la prise de conscience chez certains, dont Voyer, que beauté ne signifie pas forcément bonté. C'est également le moment où les besoins évoluent, avec l'usage accru

des carrosses, le déclin de la cavalerie lourde au profit de la cavalerie légère et le début de l'introduction de chevaux anglais en France. D'où l'attention accrue pour la taille mesurée au garrot.

Voyer va enrichir sa propre démarche d'éleveur de toutes ces réflexions théoriques mais aussi de sa propre expérience de militaire, d'administrateur et de cavalier. Aux Ormes et à La Guerche, Voyer entretient une importante cavalerie, nécessaire à ses multiples déplacements entre la province, Paris et Versailles, mais également liée à ses activités cynégétiques. Il connaît aussi les essais auxquels se livrent certains éleveurs, tourangeaux, poitevins, ou normands, notamment les frères Guerrier et de Lormoy à Saint-Martin-du-Vieux-Bellême qui produisent des chevaux anglais dans leur haras. Mais ce type d'élevage, coûteux et trouvant difficilement des débouchés aboutit souvent à la liquidation des haras, ce qui fut le cas pour Saint-Martin en 1773 et pour Montcanisy en pays d'Auge appartenant au comte de Lauragais en 1777. Toutefois ces différentes expériences sont utiles pour le marquis de Voyer. D'une part, elles lui permettent d'acquérir des chevaux de sang anglais sur le sol français ; d'autre part, elles le rendent particulièrement attentif à la question de la rentabilité ; enfin elles le mettent en contact avec des hommes qui connaissent bien les chevaux anglais. Grandmaison, inspecteur des Haras pour la Touraine, le Maine et l'Anjou et neveu de Guerrier est de ceux-là. Il accompagne Voyer lors de son premier voyage en Angleterre en 1769 ; il sera par la suite son intermédiaire attitré pour l'achat de chevaux anglais et facilitera la vente de produits des Ormes à l'administration des Haras.

Au cours de ses voyages suivants en Angleterre (1774 et 1777), le marquis de Voyer approfondit ses connaissances sur le cheval anglais, notamment au contact du marquis de Rockingham, un membre éminent de la *landed gentry*, ancien premier ministre *whig* et propriétaire de l'important haras de Wentworth dans le Yorkshire. Là, Voyer s'y familiarise avec une nouvelle méthode d'identification des chevaux. Depuis plus d'un siècle, l'Angleterre produit le *race-horse* qui a donné lieu à la création des premiers *stud-books* (le *General Stud-book* apparaîtra un peu plus tard, en 1791), des *Racing Calendars* (depuis 1727) et du *Jockey-club* (créé en 1751). Il y étudie donc un système où le cheval a de la valeur par sa lignée, où la filiation ascendante est essentielle, où l'enregistrement des performances est systématique et où les mères sont mieux identifiées que les pères. Le marquis de Voyer fait ainsi l'apprentissage d'un vocabulaire spécifique, découvre la notion de pedigree et prend conscience de la révolution qui s'opère alors en matière d'hérédité en Angleterre, notamment sous l'influence des expérimentations de Backewell : en visant à produire rationnellement du vivant, on passe de races « géographiques » à des races « appropriées ». Aux Ormes, le marquis de Voyer développe la production de chevaux de sang anglais, améliorant l'identification de ses sujets (il peut établir des filiations sur trois générations, même si cette démarche n'est pas exempte de tâtonnements et d'erreurs, ainsi que le souligne Nicole de Blomac) et développant les prairies artificielles. Mais son entreprise se heurte à un obstacle majeur : l'écoulement des produits. L'achat de coûteux reproducteurs en Angleterre n'est pas

toujours une opération rentable si l'on juge par le prix de vente de certains sujets du haras des Ormes et, surtout, les acheteurs ont pu être déroutés par l'aspect des *race-horse* anglais, jugés inélégants. D'où l'intérêt qu'il manifeste pour les courses. S'appuyant sur l'engouement de certains princes – en particulier le comte d'Artois et le duc de Chartres – Voyer entend ne plus faire des courses de simples paris, mais un moyen pour encourager la production de chevaux anglais. Avec le marquis de Conflans, il met au point le premier règlement général des courses en 1781 et, la même année, organise des courses aux Ormes. Parallèlement, il s'efforce d'intéresser l'administration des Haras à sa démarche, le cheval anglais, bon galopeur, pouvant être un bon cheval de guerre. Il réussit à convaincre le ministre Bertin, acquis aux idées libérales et prêt à acheter à des prix élevés ces chevaux qui coûtent cher à produire, mais se heurte au scepticisme du plus grand nombre (en particulier Bourgelat). Aussi l'entreprise du haras des Ormes est-elle vouée à l'échec. Le marquis de Voyer, qui se comporte en capitaliste, a besoin de vendre pour couvrir ses investissements, mais il se heurte à la difficulté de prendre en compte la valeur marchande de ces nouveaux sujets, tandis qu'à la Cour il passe pour un « commerçant », un aristocrate âpre au gain et donc dérogeant à l'éthique noble. Est-ce pour répondre à ces critiques et pour rester fidèle au principe du service de l'État que le marquis de Voyer prend délibérément le risque de contracter une maladie mortelle en allant inspecter les marais « pestiférés » qui entourent Rochefort en août 1782 ? Nicole de Blomac le laisse à penser. Le 16 septembre 1782, terrassé par les

fièvres il s'éteint aux Ormes. Peu de temps après le haras est liquidé.

À travers l'étude de l'action du marquis Marc-René de Voyer d'Argenson, Nicole de Blomac amène donc le lecteur à s'interroger sur ce que innover veut dire en cette seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. Entre culture savante, expérience personnelle, connaissance administrative, entre l'univers familial aristocratique et celui des bureaux de Versailles, entre les champs de bataille en Allemagne et le domaine agricole des Ormes, entre France et Angleterre, se dessine le sinueux parcours de la modernité en matière de production équine. Plus à qu'une biographie, c'est à une histoire totale que nous convie Nicole de Blomac, une histoire nécessaire pour comprendre l'évolution du monde du cheval en France à partir du XIX<sup>e</sup> siècle, une histoire qui montre aussi ce que signifie être un « homme des Lumières » : un « spéculateur intellectuel épris de liberté », un « utopiste engagé ».

Philippe Grandcoing

Michel FIGEAC, *La Douceur des Lumières. Noblesse et art de vivre en Guyenne au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Bordeaux, Mollat, 2001, 311 p., ISBN 2909351602.

À partir de ce qui fut, au départ, un mémoire d'habilitation, cet ouvrage sur l'art de vivre nobiliaire en Guyenne comporte nombre d'éléments propres à retenir l'attention d'un historien ruraliste, même si l'étude embrassait à la fois les villes et les campagnes de Guyenne. Le noyau de sources est constitué par 253 inventaires, après décès comme dus aux saisies révolutionnaires opérées au détriment des émigrés, mais l'exploitation méticuleuse de ces documents n'a pas empêché

l'utilisation de mémoires, d'archives privées et de collections d'objets, notamment celles du riche Musée des Arts Décoratifs de Bordeaux. Le résultat est particulièrement réussi. On appréciera une iconographie abondante et bien choisie, plusieurs cartes et une écriture élégante et précise. L'auteur a su échapper à l'énumération fastidieuse comme aux statistiques desséchées. Son objectif, jamais perdu de vue : mettre en évidence les changements inégaux qui surviennent dans l'univers des nobles de Guyenne, l'a conduit à une approche synthétique soucieuse de restituer ce qui est plus que la seule « culture matérielle ». L'expression, commode, s'avère inadéquate pour rendre compte, par exemple, de la plus grande pénétration de la lumière du jour dans les intérieurs nobiliaires ou encore de la manière de paraître et de rechercher le bonheur visuel, autant d'aspirations nouvelles qui sont ici très bien mises en évidence.

Les campagnes sont bien présentes et de plusieurs manières au fil du livre. Michel Figeac, en partant d'une géographie des châteaux, nous conduit tout d'abord à une étude de la répartition géographique et sociale des nobles à travers la Guyenne, grâce aux registres de capitation de 1702 et de 1777. Les différences de densités ont pu être mises en évidence en reprenant les méthodes de calcul mises au point par Jean-Marie Constant et les hypothèses de Michel Nassiet. L'originalité de la généralité de Bordeaux est de juxtaposer des élections aux densités comparables à celles de la Bretagne ou de certaines parties du Languedoc (Condom ou Agen) et d'autres qui sont un véritable désert nobiliaire et parfois tout simplement humain (Mont-de-Marsan). Le XVIII<sup>e</sup> siècle n'a pas remis en cause ces disparités marquées. Les

mêmes sources fiscales permettent ensuite de reconstituer les hiérarchies d'opulence à l'intérieur de l'ordre au à la fin du règne de Louis XIV. À la richesse déjà nette des nobles bordelais, s'opposent les terres de l'intérieur avec une gentilhommerie rurale parfois abondante, mais dont le mode de vie et les horizons ne sont pas du tout les mêmes que ceux d'une noblesse urbaine qui pratique la double résidence et partage son temps entre Bordeaux et ses terres, notamment viticoles. Un chapitre entier est consacré à la vie de château au début du XVIII<sup>e</sup> siècle et en fait apparaître l'extrême diversité. Quelques résidences rurales de grands nobles véritablement luxueuses ne rendent pas compte de la réalité la plus courante, celle de bâtiments et d'intérieurs qui restent simples et traditionnels chez les hobereaux. Mais ce dépouillement peut être aussi davantage l'effet d'un choix que de la seule nécessité car beaucoup de châteaux sont d'abord ordonnés à la production, viticole ou frumentaire. Mais déjà au temps de Louis XIV un changement s'esquisse qui conduit vers des bâtiments plus lumineux, plus symétriques et confortables, tel celui de Malle en Bordelais. L'agrément et la villégiature sont davantage pris en compte.

Les campagnes de Guyenne au XVIII<sup>e</sup> siècle connaissent de nombreuses constructions. Quelques bâtiments sont dus à des nobles qui ont ou ont eu un rôle à la Cour et en diffusent le goût loin de Versailles : le cas le plus remarquable est le château du Bouilh que Victor Louis construit près de Saint-André-de-Cubzac pour le marquis de la Tour du Pin à partir de 1786. L'accession du châtelain à des fonctions ministérielles a arrêté le chantier d'un projet moderne et

imposant. Plus modestement, d'autres résidences nouvelles ou rebâties visent à concilier séjour d'été du propriétaire et nécessaire fonction agricole. Architectes et châtelains se soucient de plus en plus de l'harmonieuse intégration du château et de ses entours dans un paysage. Enfin, autre nouveauté, ce siècle est, par excellence, celui des « chartreuses » (qu'on ne désigne pourtant sous ce nom qu'à partir de 1790), ces maisons de campagne allongées et sans étage qui se sont multipliées autour de Bordeaux, mais aussi en Périgord et dans le Bergeracois. Là encore, il s'agit d'allier avec bonheur *otium* et *commoditas*. Les mutations du cadre de vie ne sont pourtant pas que celles des bâtiments. Elles sont aussi celles de la disposition et de la spécialisation des pièces, selon « un double mouvement de développement des sociabilités et d'aménagement d'une sphère de l'intime » (p. 119). Mais seule une élite y prend vraiment part. Les nobles landais les moins fortunés n'ont pas de salon. On continue de se recevoir dans sa chambre. Ainsi au décalage Bordeaux / l'intérieur s'ajoutent les clivages liés aux disparités de la noblesse, socio-économiques et culturelles, qui font apparaître des meubles luxueux dans une résidence de campagne de parlementaire qui n'a pas grand-chose à voir avec le séjour du gentilhomme champêtre qui sera son voisin. Ainsi, il n'est plus possible d'opposer radicalement une métropole en plein enrichissement viticole et maritime et des campagnes qui resteraient peuplées de bretteurs aussi impécunieux que rétrogrades. Peu ou prou, c'est l'ensemble de la noblesse qui est emportée dans ce mouvement dont Michel Figeac suit les modalités

tant pour le vêtement que pour la nourriture ou les boissons.

C'est justement dans ce monde en mouvement que se déploie la « diversité nobiliaire » qu'il s'est attaché à mettre en évidence. Les nobles fréquentant la Cour ou y ayant une charge ne sont pas tous des éternels absents de la province. Séjours réguliers dans l'année ou disgrâces prolongées contribuent à maintenir des liens avec elle et à y diffuser les nouveautés à la mode. Les parlementaires se sont imposés comme le groupe nobiliaire culturellement le plus important en Guyenne. Nombreux, souvent opulents, partageant leur temps entre Bordeaux et leurs terres, ils donnent le ton. Et, à mesure que s'avance le siècle, ils vivent aux champs d'une manière de moins en moins rustique. La parcimonie d'un Montesquieu semble un lointain souvenir quand, à Tiregand, le président Daugeard de Virazel déploie autant de faste qu'à Bordeaux. Mais il reste encore à saisir le plus grand nombre : la noblesse de campagne. Elle ne cherche pas à coller aux modes. Elle n'hésite pas à juxtaposer plusieurs dans ses intérieurs, ce qui signifie qu'elle ne les ignore pas. Les meubles les plus précieux ne sont pas absents. Ils sont moins fréquents et logiquement concentrés dans les pièces principales. Les goûts en matière culinaires restent liés aux productions du terroir et pourtant le sucre, le chocolat pénètrent partout depuis le grand port aquitain. Les gardes-robres sont moins fournies, mais, les jours de réception, sortent des tenues de soie ou de taffetas qui n'ont rien de retardataire. Michel Figeac nous donne aussi une analyse très nuancée des bibliothèques rurales. Les différents indicateurs qu'il utilise mettent en évidence à la fois l'ampleur

de changements subtils et irréversibles et la force des tendances centrifuges dans un ordre de plus en plus fragmenté. Le décalage culturel y est souvent encore plus grand que celui de la richesse et du décor de la vie. La noblesse garde en commun l'unité juridique apparente, mais n'est-on pas en droit de parler, en Guyenne comme dans toute la France, des noblesses ? Le déclin numérique en nombre absolu dans une population globale en plein essor a conjoint ses effets avec ceux des disparités nobiliaires pour expliquer le peu de résistances aux bouleversements révolutionnaires.

Olivier Chaline

**Christophe BOUTIN et Frédéric ROUVILLOIS, *Décentraliser en France. Idéologies, histoire et prospective*, Paris, Office d'Édition Impression Librairie (ŒIL), François-Xavier de Guibert, coll. « Combats pour la liberté de l'esprit », 2003, 308 p., 20 €, ISBN 286839857X.**

Cette publication est issue d'un colloque du Centre d'études normand sur la théorie et la régulation de l'État. Organisé en novembre 2002, vingt ans après les lois sur la décentralisation de 1982, ce colloque était à l'origine consacré à *Deux siècles de décentralisation à la française*. La mise en place d'une nouvelle étape de décentralisation et le projet de révision constitutionnelle qui s'y attachait n'ont pas seulement conforté les responsables du projet dans le bien-fondé de leur entreprise, ils ont aussi incontestablement marqué la tonalité des interventions. C'est ainsi que l'on peut les lire non seulement comme une présentation sur la longue durée des théories de la décentralisation mais aussi comme un plaidoyer en

faveur d'un agencement, à la française, « des libertés locales et de l'exigence de cohésion nationale ».

Le souci d'introduire une dimension historique dans une approche qui privilégie les aspects les plus théoriques de la question, donne lieu à une série de contributions qui évoquent ce qui a pu, à différentes époques, de près ou de loin, être assimilé à ce qui nous désignons sous le terme de décentralisation. Sylvain Soleil montre combien la « centralisation » de l'Ancien Régime ne renvoie en rien à la lecture qui en a été faite, notamment à la suite de Tocqueville, et Lucien Jaume fait le point sur les usages politiques du prétendu « fédéralisme » des Girondins. Vient ensuite l'exposé des deux programmes de « décentralisation » très caractéristiques de cultures politiques qui ont diversement marqué leur siècle. Alain Laquière évoque les conceptions libérales telles qu'elles sont exposées dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, à un moment où c'est davantage la déconcentration que la décentralisation qui est visée. Arnaud Le Gall présente les positions des catholiques sociaux à la recherche de nouvelles modalités d'encadrement social. C'est à d'autres manières de configurer les rapports centre/périphérie que s'attachent Philippe Ch.-A. Guillot, qui examine le « fédéralisme libertaire » et mutuelliste de Proudhon, et Frédéric Rouvillois qui étudie les significations du « fédéralisme réactionnaire » de Maurras et sa place dans « l'accomplissement monarchique ». Les contributions consacrées à l'Association normande (Christophe Boutin) et au Félibrige (Stéphane Giocanti) montrent un « régionalisme » à mi-chemin entre le projet culturel et la revendication administrative. Du régionalisme culturel à la revendication

d'autonomie, le pas est franchi avec l'examen par Hugues Moutouh du cas de l'Alsace dans l'Entre-deux-guerres.

Dans cet ensemble de contributions qui évoquent les aspects historiques, l'analyse des différents programmes décentralisateurs, fédéralistes, ou régionalistes, expose le point de vue de ceux qui en attendent un autre ordre social et politique. Les derniers textes s'attachent davantage aux difficultés de mise en œuvre de politiques effectives, qu'il s'agisse des divers statuts expérimentés en Algérie, notamment dans la période 1896-1900 (Jacques Bouveresse), ou des tentatives inabouties d'administration régionalisée sous Vichy (François-Georges Dreyfus). En associant décentralisation et conception de l'État, décentralisation et mode d'exercice du pouvoir, Jean-Marie Denquin et Jeannette Bougrab abordent une autre question, celle des ambiguïtés que la décentralisation a pu faire naître au sein de différents courants ou formations politiques ; ainsi pour le gaullisme confronté à la régionalisation ou pour la « gauche » revisitée de 1789 à nos jours dans ses rapports à la démocratie. Christophe de la Mardière fait écho à ces ambiguïtés à travers la question de la fiscalité. En clôture du volume, la contribution de Gilles Lebreton s'emploie à montrer, dans une mise en perspective historique, l'écart qui sépare la décentralisation à la française du régionalisme européen.

L'intérêt de cette publication, outre des rappels historiques d'une richesse inégale, est d'attester, une fois encore, que le débat sur la décentralisation n'est pas clos en France et qu'il n'a cessé de s'inscrire dans des filiations historiques et politiques, même lorsque celles-ci ne s'affichent pas expressément. On regrettera, mais ce

n'était pas l'orientation d'un propos centré sur des idées, que peu de place ait parfois été faite, dans certaines contributions, aux contextes historiques qui ont porté les différentes formes de décentralisation, qu'elles aient été revendiquées ou expérimentées. C'est une approche qui n'aide pas à comprendre la complexité des débats, ni les enjeux sociaux et politiques qu'ils recouvrent.

Annie Bleton-Ruget

**Eduardo ARAQUE JIMÉNEZ, José Domingo SÁNCHEZ MARTÍNEZ, Egidio MOYA GARCÍA, Rafael PULIDO MÉRIDA et Antonio GARRIDO ALMONACID, *Jaén en llamas. Presencia histórica de los incendios forestales en los montes provinciales*, Jaén, Instituto de Estudios Giennenses, 2000, VI-355 p.**

La recherche sur les feux forestiers en Espagne a beaucoup progressé pendant le dernier quart de siècle, autant en termes quantitatifs que du point de vue qualitatif. Nous connaissons de mieux en mieux les raisons et les effets de ce type de désastres : ceci est indispensable à la fois pour promouvoir des campagnes destinées à ce que les citoyens prennent conscience des risques et pour connaître précisément les secteurs à risques. Les pouvoirs locaux sont ainsi en mesure de développer des politiques de lutte contre le feu de plus en plus efficaces.

Il y a encore quelques décennies, la question du feu n'était traitée ni par les pouvoirs publics, ni par les centres de recherche. C'est pourquoi il n'y a pas, en Espagne, de statistiques dignes de confiance sur les feux forestiers remontant à plus de trente ans, époque à laquelle le problème a pris des proportions vraiment inquiétantes. Les

feux « historiques » (entendons par là ceux qui ont été enregistrés en Espagne avant le début des années 1970) n'ont pas fait l'objet d'études et il n'y a pas de bibliographie spécifique à leur sujet. Ils ont cependant été tenus pour responsables des désastres et des changements de paysage spectaculaires que la région méditerranéenne a connus pendant les derniers siècles, notamment en ce qui concerne les associations végétales.

En 1994, afin de porter un peu de lumière sur ce phénomène, l'Université de Jaén et l'ICONA (Institut pour la Conservation de la Nature, qui a depuis disparu) ont signé un accord de recherche au terme duquel l'Aire d'Analyse Géographique Régionale de l'Université de Jaén s'engageait à analyser les feux forestiers historiques de l'Andalousie et de l'Extrémadure. Les résultats partiels de cette recherche ont été présentés lors d'un séminaire à l'Université internationale d'Andalousie et ont été publiés dans un ouvrage collectif édité par cette institution (Eduardo Araque Jiménez, dir., *Incendios históricos. Una aproximación multidisciplinar*, Baeza, Universidad Internacional de Andalucía, 1999).

Cette première étude a permis de vérifier le fait que la province de Jaén avait été la plus touchée par les feux forestiers aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. C'est pourquoi les auteurs de l'étude ont décidé d'étudier ce cas plus en détail et de rechercher de nouvelles sources d'information sur les feux historiques de cette région. Bien que cette entreprise se soit d'abord avérée difficile compte tenu de la rareté déjà évoquée des sources et de la bibliographie, un travail méticuleux de traque a permis de retrouver mention des feux qui ont affecté les montagnes giennenses à la

fois dans les archives et dans la presse. Mais le gros problème est que ces sources sont, en général, très vagues ; il existe cependant certains cas où il est possible de connaître plus précisément ces feux.

L'ouvrage s'ouvre par une présentation des différentes sources d'information. La connaissance des caractères de ces sources permet de comprendre les lacunes que comporte l'analyse des feux historiques. Le second chapitre présente le cadre territorial et juridique de la province de Jaén. La plupart des sources concernent les feux qui ont eu lieu dans les montagnes publiques. Cette province a en effet connu de grands changements dans le régime de la propriété avec le désamortissement civil de Madoz : une bonne partie des acquisitions faites par les administrations sont progressivement passées entre des mains privées. Le troisième chapitre est consacré à l'analyse chronologique et spatiale des feux forestiers, cette analyse étant menée à différentes échelles en fonction des sources disponibles. L'ouvrage montre que les feux ne se sont pas produits de manière régulière ni dans le temps ni dans l'espace. Des circonstances conjoncturelles font que les feux sont très variables dans la province de Jaén.

La dynamique des feux est donc liée à des causalités historiques et ceux-ci ont des répercussions différentes d'une province à l'autre. Il n'est pas facile de déterminer exactement les causes des feux en raison de l'imprécision des sources, mais le chapitre 4 s'efforce cependant de les évoquer. Le suivant est consacré aux conséquences des feux forestiers, notamment aux conséquences économiques pour lesquelles il existe beaucoup d'informations. Les conséquences sociales et

écologiques des feux sont également évoquées, bien qu'elles soient moins bien connues, car elles avaient de fortes répercussions dans le monde rural. Le dernier chapitre est consacré aux réglementations et aux dispositions juridiques qui ont permis au cours des dernières années de lutter contre le feu et contre les incendiaires.

Le livre s'achève sur le rappel des conclusions les plus importantes obtenues par ce protocole de recherches et ouvre de nouveaux champs d'étude. L'acquis essentiel est double : ces feux doivent être pensés comme divers et non comme semblables ; ils ont joué un rôle fondamental dans le processus d'évolution des espaces ruraux aux périodes historiques.

José Manuel Crespo Guerrero

Raymond GREW et Patrick J. HARRIGAN, *L'École primaire en France au 19<sup>e</sup> siècle, essai d'histoire quantitative*, traduit de l'anglais par Marie-Pierre Gaviano, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 2002, 398 p. dont 74 d'annexes et de tableaux, 42 €, ISBN 2713214149.

Cet ouvrage consacré à l'évolution de l'enseignement obligatoire en France au cours du XIX<sup>e</sup> siècle aborde la question d'un point de vue quantitatif, l'intérêt réside autant dans la présentation claire de la méthode que dans les apports particuliers en termes de connaissance du processus observé. Les auteurs ont revisité les sources statistiques disponibles et relativement abondantes après les avoir soumises à un examen critique permettant leur validation. Comme ils l'exposent eux-mêmes dans le premier chapitre qui est en même temps une introduction, les

études portant sur cette question sont nombreuses : la question n'est pas nouvelle. Ils rappellent les apports des principaux ouvrages dont les références sont mentionnées dans des notes abondantes, et parfois hétéroclites de fin de chapitre.

Une fois le problème historique posé et les sources mobilisées, l'évolution de la scolarisation obligatoire est présentée en fonction de sept entrées :

- le taux d'équipement en écoles,
- le taux de scolarisation,
- le rôle de l'école catholique,
- la scolarisation des filles,
- les instituteurs et institutrices,
- les limites du système,
- la question budgétaire.

De même qu'il n'y a pas de véritable introduction, il n'y a pas de présentation formelle d'une conclusion, bien que la postface à l'édition française souligne quelques-uns des apports de ce travail. Les auteurs insistent essentiellement dans ces dernières pages sur l'intérêt de leur méthode, alors qu'il y a véritablement dans ce travail d'autres apports originaux en matière d'interprétation des faits observés. L'on pourra en retenir quelques-uns : la remise en cause de l'idée reçue selon laquelle les paysans auraient plus rechigné que les autres groupes sociaux à envoyer leurs enfants à l'école, la mise en évidence de dynamiques locales qui sont plus déterminées par la fréquentation de l'école par les générations précédentes, celles des parents, que par les efforts de scolarisation des générations en âge d'aller à l'école, enfin le maintien global des positions relatives tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle. On pourra ainsi

s'attarder sur chapitre consacré à l'évolution des taux de scolarisation.

Le texte est complété en fin d'ouvrage par une série de tableaux statistiques synthétiques, dont l'intérêt serait encore plus grand si les ratios, et les indices de corrélation, étaient accompagnés d'un rappel plus systématique des effectifs concernés. De même on peut regretter à la fois le faible nombre de figures au fil du texte et le caractère minimal de la cartographie. On aimerait pouvoir visualiser plus explicitement les informations construites à partir de l'analyse quantitative. Les cartes, au nombre d'une petite dizaine, sont réalisées en général à l'aide de trois ou quatre figurés dont la lisibilité reste faible. Les intitulés des classes ne sont pas explicites et aucune note de lecture ne vient les compléter. On peut également regretter que les sources mobilisées ne soient pas indiquées. Aussi, même si le texte se lit bien et si l'évocation des processus est bien menée, le lecteur, qui ne dispose ni des séries d'effectifs, ni des indicateurs par département reste en attente en terme d'informations concrètes. En cela l'ouvrage est plus un manuel ou un plaidoyer pour la méthode utilisée qu'un ouvrage permettant de décrire les situations locales. On regrettera ainsi que la différenciation entre les différents types d'espace ne soit réalisée que dans le cadre des grandes oppositions traditionnelles entre France du Nord-Est et du Sud-Ouest, de part et d'autre de la ligne Le Havre Besançon...

De même la comparaison entre les sociétés urbaines et les sociétés rurales n'est pas effectuée, le choix du département comme seule unité spatiale

d'observation interdit toute différenciation. La différenciation des cursus scolaires est évitée, la scolarisation dans les petites classes des établissements secondaires de la onzième à la septième, n'est évoquée qu'au détour d'un paragraphe et considérée comme quantité négligeable, si bien que l'école primaire apparaît implicitement comme le seul vecteur de la scolarisation obligatoire. On ne peut également être sûr que la distinction entre écoles primaires supérieures et écoles normales d'instituteurs ou d'institutrices soit véritablement intégrée. C'est plus sans doute l'effet de l'absence d'une véritable introduction et donc de définition explicite des objets étudiés, qui laisse le lecteur dans l'incertitude, d'autant plus que les termes écoles primaires, écoles élémentaires, écoles obligatoires sont utilisés alternativement et que l'enseignement secondaire est envisagé comme étant la suite de l'enseignement élémentaire, ce qui n'était pas le cas au XIX<sup>e</sup> siècle. L'objet est enfin plus défini par les sources disponibles que par un regard extérieur.

L'aspect pédagogique certain de l'ouvrage aurait pu dépasser les seules méthodes statistiques en proposant un lexique ainsi qu'une présentation plus détaillée des sources. Les auteurs font comme si elles étaient connues de tout un chacun. Cette absence de définition est confirmée par l'absence de lexique en fin d'ouvrage même si l'index permet de retrouver les différents éléments de l'analyse. On retrouve ici certains caractères constants de l'ouvrage, une discrétion et une modestie qui et réduisent la lisibilité du travail accompli.

Il n'en reste pas moins qu'au delà de ces manques mineurs, l'ouvrage

permet de percevoir d'une manière renouvelée l'évolution de la scolarité obligatoire en France en s'appuyant sur un travail statistique original réalisé par deux universitaires nord-américains, Raymond Grew enseigne à l'université du Michigan et Patrick J. Harrigan à celle de Waterloo dans l'Ontario canadien.

Rémi Rouault

Bruce GARDNER, *American Agriculture in the Twentieth Century: How It Flourished and What It Cost*, Cambridge [Mass.], Harvard University Press, 2002, 388 p.

Pour qui s'intéresse aux paramètres économiques de l'évolution de l'agriculture américaine au XX<sup>e</sup> siècle, cet ouvrage constitue une synthèse indispensable. Bruce Gardner a réussi à réunir un nombre impressionnant de données, et à les organiser autour de quelques thèmes simples.

L'idée principale, développée dès le chapitre introductif, est celle d'un bilan globalement très positif, malgré quelques conséquences regrettables, exode rural, crises périodiques, ou pressions économiques subies par les agriculteurs d'aujourd'hui. Ce jugement est surtout justifié par les gains de productivité observés. L'agriculture américaine produit sept fois plus qu'au début du siècle, avec une force de travail réduite des deux tiers. Dans le même temps, le revenu moyen agricole a augmenté et il est aujourd'hui supérieur à la moyenne nationale, ce qui n'était certes pas le cas en 1900. Succès global, donc, qui a engendré richesse et abondance. L'ouvrage se donne deux objectifs : mesurer ce succès, d'une part, et aussi autant que possible l'expliquer.

Sur le premier point, le résultat est très satisfaisant. Le style n'est pas toujours fluide, et le travail d'édition parfois insuffisant, ce qui réclame une certaine vigilance de la part du lecteur : ainsi, aux pages 20-21, le tableau 2.4b s'avère être le tableau 2.4a réimprimé par erreur, ou, à la page 59, « perte » est substitué à « gain » dans le texte. Mais Gardner a fait un réel effort didactique, et le revendique à bon droit : les chapitres descriptifs (deux tiers de l'ouvrage) évitent les modélisations mathématiques, et sont lisibles par des non-économistes. Surtout, l'auteur critique systématiquement et scrupuleusement la construction de ses données chiffrées, un remarquable travail d'examen qui constitue un des points forts du livre. Les conclusions offertes par Gardner ne sont pas toujours très originales, mais elles ont le mérite d'être solides et étayées.

Après quelques vignettes sur les changements techniques au cours du siècle, le chapitre 2 analyse avec une précision exemplaire tous les obstacles qui s'opposent à une mesure agrégée de la croissance de la productivité, dont Gardner aboutit à montrer qu'elle s'est à coup sûr considérablement accélérée à partir des années 1930, et est restée soutenue depuis. Le troisième chapitre décrit l'évolution des exploitations, encore aujourd'hui familiales, mais fortement agrandies et spécialisées depuis les mêmes décennies cruciales 1930-1940, avec une concentration de la production sur des grandes exploitations de plus en plus soumises au contrôle des gros opérateurs agro-alimentaires. Plus efficaces, les agriculteurs américains étaient aussi plus riches, même en ce qui concerne les petits exploitants, souvent devenus pluriactifs ; cette pluriactivité

a permis d'atténuer les inégalités sociales entre fermiers, ce que confirme le chapitre 4, qui montre que l'exode rural s'est accompagné de la quasi-disparition des exploitants vraiment pauvres, de l'amélioration du taux de scolarisation secondaire et de la professionnalisation des agriculteurs ; même les travailleurs agricoles ont vu leur sort s'améliorer. Quant à la désertification, elle est toute relative, puisque nombre de hameaux ont été revitalisés par la nouvelle rurbanité.

Les chapitres suivants tentent de mettre au jour les ressorts internes de ce succès. Le chapitre 5 souligne le rôle essentiel de marchés nationaux unifiés et de la pression concurrentielle qu'ils génèrent, avec une forte volatilité des prix et des chutes périodiques de la demande, et tout de même de nombreux indices de concurrence imparfaite. Le chapitre 6 aborde les mécanismes de l'intervention étatique : fourniture d'infrastructures, d'information et de formation scientifiques et techniques, fiscalité, crédit rural, réglementations protégeant la qualité des aliments, de l'environnement ou des sols, tous ces thèmes sont évoqués, sans aboutir à une périodisation nette, puisque l'activisme domine le siècle. Le chapitre 7, enfin, fait l'historique détaillé des aides à l'agriculture : les anciens programmes, mise en jachère et contrôle de la production, aides à l'exportation, et soutien des cours par l'État, ont été supplantés (sauf pour le tabac et l'arachide) par un système de subventions directes par montants compensatoires.

Les derniers chapitres de l'ouvrage sont sans doute les plus audacieux, dans la mesure où Gardner propose sa propre modélisation, en testant l'en-

semble des hypothèses économétriques existantes. Alors que le chapitre 7 avait repris la critique libérale des programmes de soutien des cours, remarquant qu'ils avaient été maintenus, en dépit de leur efficacité économique douteuse, essentiellement grâce à l'activisme politique des agriculteurs, le chapitre 8, intitulé « explications », corrige cette analyse trop univoque. L'auteur fait remarquer que la stabilisation étatique des prix a pu encourager la hausse de l'investissement agricole, et, surtout, que les investissements étatiques réalisés dans les domaines de la recherche et des infrastructures semblent avoir joué un grand rôle dans la persistance de forts taux de croissance après 1960, sans cependant que tout cela puisse être prouvé avec les données existantes. D'où la tentative des chapitres 9 et 10 d'analyser l'évolution au niveau des États fédérés, puis des comtés. Gardner conclut que deux mécanismes différents ont été à l'œuvre. Pour l'agriculture en tant que secteur économique, la croissance globale, qui n'a pas mis fin aux variations régionales, résulte avant tout des progrès techniques et de la croissance de l'investissement, avec un rôle essentiel de l'État, sur le plan de la recherche au moins. Mais du point de vue des actifs agricoles, c'est surtout l'unification du marché du travail national, via l'exode rural et la croissance urbaine, qui a permis une croissance (et une convergence) des revenus. Bref, la prospérité des agriculteurs et la croissance économique de l'agriculture sont deux phénomènes séparés, et largement indépendants l'un de l'autre.

Le lecteur alléché par le titre restera tout de même sur sa faim à un égard : notre auteur n'évoque guère d'éventuels coûts, en-dehors de la question des

programmes de soutien des cours. Lorsqu'il affirme que le bilan final est largement positif, il s'agit donc surtout d'une profession de foi. En particulier, l'absence de prise en compte de la question des exportations, mis à part deux maigres paragraphes au chapitre 5, interdit d'évaluer l'effet sur ce bilan des rapports de force institués sur les marchés agricoles mondiaux depuis 1945. En termes plus clairs, dans quelle mesure la prospérité de l'agriculture américaine dépend-elle de sa capacité à écouler sa production excédentaire à l'étranger ? La vente de soja à l'Europe ou de céréales à l'Afrique est-elle fonction directe d'une meilleure productivité américaine, ne nécessitant aucune explication particulière, ou bien d'autres paramètres de politique internationale et de gestion des marchés de matières premières rentrent-ils en jeu ? Notre auteur choisit implicitement la première réponse, et évite de s'interroger sur un coût éventuel que le développement agricole américain aurait pu faire supporter à d'autres agricultures, ailleurs. Et l'argument pourrait d'ailleurs être étendu à certains inputs, comme l'énergie. Il est vrai que l'agriculture américaine, selon Gardner, ne semble pas avoir grand-chose à voir avec le reste du monde ; les vingt pages de bibliographie ne font quasiment aucune référence à des travaux étrangers d'économie ou d'histoire rurales.

Par ailleurs, des coûts plus cachés, comme les coûts environnementaux, certes difficiles à calculer, auraient pu au moins être évoqués ; mais à cet égard, Gardner s'en tient à l'approche productiviste et néo-classique dominante dans l'économie rurale américaine. Ce parti pris s'exprime directement sur certaines questions ; ainsi les craintes liées aux OGM sont

évoquées en une ligne et qualifiées de « sans fondement », tandis que les deux pages traitant d'éventuels impacts environnementaux négatifs sont très pauvres en références précises. Et Gardner chausse parfois des lunettes roses pour commenter les données : ainsi, le salaire agricole moyen a bel et bien augmenté moins vite que le salaire manufacturier, quelles que soient les contorsions rhétoriques derrière lesquelles l'auteur dissimule ce fait à la page 108 (ledit fait étant tout de même bien mis en évidence sur le graphique joint au texte...).

Les aspects sociaux sont également problématiques. Les petites unités de production (près des trois quarts des exploitations recensées !) sont largement ignorées au motif qu'elles ne sont pas économiquement viables, et contribuent peu à la production totale : la pluriactivité adoptée par 85 % des « agriculteurs » recensés en 2000 n'est pas analysée en soi, et n'intervient que comme source de revenu non-agricole dans les modèles économétriques de la dernière partie. Généralement, les aspects sociaux et culturels de l'agriculture, certes non quantifiables, apparaissent peu hors quelques pages descriptives sur les africain-américains ou les structures familiales. De plus, malgré quelques phrases imprudentes sur le sujet en introduction, Gardner ne peut prétendre avoir dégagé un modèle américain de développement agricole réutilisable par d'autres pays ; trop de paramètres, depuis les marchés internationaux déjà cités jusqu'aux acquis du XIX<sup>e</sup> siècle, évacués en quelques lignes, ne sont pas pris en compte. En définitive, cette somme remarquablement fine et élaborée de l'orthodoxie américaine en économie

rurale n'en transcende pas entièrement les inhérentes limitations.

Pierre Gervais

Marie-Christine ALLART, *L'Évolution de l'agriculture en Artois dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, L'Harmattan, 2004, 109 p., 11,5 €, ISBN 2747562522.

En une centaine de pages (format 10 x 16), ce petit ouvrage qui a reçu deux prix (catégorie essai de La Renaissance Française Nord-Pas-de-Calais en 2002 ; accessit au concours international littéraire de Arts et Lettres de France, catégorie Histoire en 2003) survole les transformations agricoles et rurales de l'Artois depuis la Seconde Guerre mondiale. En trois parties, « la modernisation des exploitations », « moteurs, actions et réactions », et « nouvel agriculteur, nouveaux villages », l'auteur propose quelques pistes qui ne sauraient épuiser la question.

Une première partie consacrée à l'influence de la politique de modernisation agricole aborde pêle-mêle : l'organisation administrative de l'agriculture, l'évolution comparée du nombre des exploitations, le remembrement, les orientations productives qui restent sur le schéma déjà en place au XIX<sup>e</sup> siècle (blé et betteraves), la mécanisation, le travail de groupe, les accidents du travail pour s'achever sur le déclin agricole du Pas-de-Calais.

La deuxième partie, en 26 pages, pointe les difficultés agricoles d'une région à partir de l'encadrement social du secteur : la formation professionnelle, les incitations des pouvoirs publics, le rôle de la JAC et l'engagement syndical. On retiendra les particularités syndicales régionales avec,

dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, un face-à-face entre républicains anticléricaux et catholiques conservateurs ou démocrates qui ne prendra fin qu'avec l'unité syndicale réalisée en 1969. On note avec intérêt un répertoire des manifestations paysannes de 1955 à 1985 qui retrace des combats de la profession essentiellement orientés vers la défense du revenu.

Une comparaison de l'emploi du temps simplifié du paysan des années 1950 avec celui de l'entrepreneur agricole des années 1980 introduit la troisième partie consacrée à l'intensité des changements d'une profession qui s'est masculinisée. Désormais minoritaires dans la société – l'Artois ne fait pas exception à la règle –, et dans les conseils municipaux désertés au profit des responsabilités professionnelles, les agriculteurs cohabitent parfois difficilement avec des populations ignorantes des travaux des champs. D'autres, au contraire, tirent parti « d'une crise de la société qui cherche refuge dans des valeurs traditionnelles », même s'ils ne fournissent plus que l'image de la tradition.

L'auteur conclut à une dualité des modèles de développement : la voie de la modernisation et celle des laissés pour compte. Derrière ce schéma simpliste d'une agriculture à deux vitesses, pointent les enjeux d'une agriculture multifonctionnelle où activités de production et activités de protection de l'environnement et de développement rural ne doivent plus s'opposer.

Malgré une mise en page particulièrement fantaisiste, des documents mal composés qui occupent tout de même le quart de la pagination, ce petit ouvrage, qui met bout à bout des analyses et des informations puisées

dans des articles déjà publiés, ouvre des pistes de réflexion à creuser.

Philippe Madeline

Jordi CANAL, Gilles PÉCOUT, et Maurizio RIDOLFI, (dir.), *Sociétés rurales du XX<sup>e</sup> siècle. France, Italie et Espagne*, Rome, Publications de l'École française de Rome, collection de l'École française de Rome, n° 331, 2004, 418 p., 42 €, ISBN 2728306893.

Depuis une dizaine années, on constate un indéniable regain d'intérêt pour un domaine longtemps laissé quelque peu en déshérence, celui de l'histoire politique du monde rural. Commencées il y a plusieurs décennies avec les travaux de Maurice Agulhon ou d'Eugen Weber pour l'espace français, les études sur la politisation du monde rural se sont enrichies depuis peu de contributions décisives, tant problématiques que méthodologiques. Précisément, ces questions avaient été l'objet d'un colloque international de l'École de Rome en 1997, consacré à la politisation des campagnes de l'Europe occidentale et méridionale au XIX<sup>e</sup> siècle. Les actes de cette rencontre, qui affichait une internationalité méthodologique comme prélude à une approche comparative transnationale (France, Italie, Espagne, Portugal), ont été publiés en 2000.

À cette occasion avait été formulé le vœu de mener à bien la réalisation d'un inventaire large – et non plus seulement en privilégiant l'objet politique – de l'histoire récente des campagnes européennes à partir d'une comparaison établie sur l'arc méditerranéen. Avec cette nouvelle publication de l'École française de Rome, c'est chose faite. Fruit d'un colloque tenu en mai 1999 à l'université de Viterbe, consacré

à l'histoire comparée des campagnes du *xx<sup>e</sup>* siècle, ce second volet entend participer à combler le vide historiographique sur la période très contemporaine, encore largement ignorée par les recherches historiennes, qui s'étend de la crise socio-politique des années 1920 aux premières décennies qui font suite au second conflit mondial.

Comme pour le colloque de 1997, en garantissant des approches différentes issues d'historiographies singulières et au travers desquelles on retrouve des thématiques similaires ou transversales, celui-ci a permis un dialogue entre des visions qui dépassent l'exposé des simples singularités liées à la diversité des lieux étudiés. Ainsi, au-delà des différences régionales ou nationales qui intéressent respectivement la France, l'Italie et l'Espagne, au fil des interventions se dégagent des caractères communs, qui tous, de près ou de loin, abordent en filigrane ou de façon explicite la dissolution du modèle paysan au *xx<sup>e</sup>* siècle.

Une première constatation apparaît parmi les différentes contributions : la mise en lumière de l'affirmation d'un processus, présenté comme contradictoire, de « modernisation » dans un monde rural soumis à des systèmes politiques totalitaires ou dictatoriaux. Malgré l'adoption par les États considérés de politiques économiques dictées par une idéologie ruraliste traditionaliste, les divers participants du colloque qui se sont interrogés sur ces questions se rejoignent sur un point : l'impossibilité d'entraver les importants changements d'ordre anthropologique et culturel dans les sociétés rurales du siècle dernier.

Par ailleurs, une attention toute particulière est de nouveau portée à la

politique et aux processus d'institutionnalisation, élargie cette fois aux changements de nature institutionnelle dans les États nationaux : en Italie, à travers la nationalisation fasciste des institutions sociales et la considération nouvelle des héritages présents dans la vie de la République après 1946 ; dans la péninsule Ibérique, par l'enquête sur les différentes formes du corporatisme économique de la période comprise entre la dictature militaire des années 1920 et les changements intervenus sous le régime de Franco ; en France enfin, à travers l'analyse des facteurs de continuité et de mutation dus au régime de Vichy par rapport à la Troisième et à la Quatrième République, dont les pratiques et les discours sur le monde rural relèvent largement d'une idéologie agrarienne héritée de la Seconde Guerre mondiale.

L'idée selon laquelle le processus de « politisation » des campagnes est largement lié à la pénétration des organisations de la gauche sociale et syndicale et la diffusion de leur idéologie est réaffirmée. À ce sujet, l'exemple français se révèle être un terrain d'investigation très fertile. Ainsi, entre les deux guerres, l'extrême gauche socialiste reprend largement à son compte une approche agrarienne de la paysannerie française. Une évolution analogue est identifiée pour l'extrême gauche communiste, laquelle, quand elle ne considère pas la question agraire comme subalterne, permet à ses responsables syndicaux de verser également volontiers dans des discours et des pratiques apparentés à l'idéologie agrarienne. Pourtant, en la matière, la perspective comparée permet de réviser le caractère exclusivement univoque de ce processus en

insistant sur le rôle des cultures associatives – fondées sur une idéologie de droite – et des mouvements d'inspiration religieuse, comme la JAC en France, puissant réseau d'éducation rurale populaire catholique, dont les cadres s'engagent, une fois devenus adultes, dans les organisations professionnelles, ce programme d'évangélisation débouchant ainsi sur une action de promotion collective.

Dans les campagnes de l'Europe méridionale de l'entre-deux guerres, ce processus d'institutionnalisation apparaît comme largement lié à la polarisation des structures foncières qui, renforçant les distinctions entre les différentes « classes rurales » (ouvriers agricoles prolétariés, métayers, petits propriétaires et propriétaires fonciers), conduit à une organisation accrue de leurs intérêts respectifs, souvent divergents. Dans les années 1920, on note pour la France et l'Italie l'illustration différenciée d'un phénomène plus large. Pendant cette période, les groupes d'intérêt rural issus de ces organisations nouvelles exercent leur pouvoir de négociation avec les institutions selon un rapport toujours plus direct que celui des traditionnelles voies du libéralisme constitutionnel, fondé sur la représentation politique des intérêts au sein du parlement. La confrontation des cas espagnol et italien conduit à d'autres considérations. À la différence de l'Italie fasciste, marquée par un processus de mobilisation des masses « par le haut » à travers les structures liées au parti unique, les dictatures portugaise et espagnole ignorent cette évolution. Pourtant, on peut identifier une cause principale commune de ces formes autoritaires de gouvernement : le

conflit entre les « classes » agricoles propriétaires et le mouvement paysan et ouvrier, en présence de la faiblesse politique et sociale – contrairement au cas français – des classes moyennes, qu'elles soient rurales ou urbaines. De même que l'Italie, partant de la tradition administrative libérale et à travers les organismes de la dictature militaire, la péninsule Ibérique est le lieu de promotion d'un châssis corporatif, bureaucratique et technico-administratif qui remodèle les formes de la représentation des intérêts ruraux. Le résultat de ce corporatisme agraire, qui inclut l'intégration des associations rurales à l'appareil politico-administratif, marque le début d'une tendance à la polarisation hiérarchique des différentes classes sociales en faveur de la grande propriété et au désavantage des paysans, les ouvriers agricoles étant, eux, définitivement exclus de toute forme de représentation. Cette situation apparaît comme étant largement à l'origine de la vaste mobilisation sociale qui éclôt dans les campagnes espagnoles, principalement initiée par l'action de groupes sociaux bien définis, notamment liés à la production du vin et du blé. En Espagne comme en Italie, les contraintes politiques institutionnelles et administratives se présentent donc comme les influences principales de la réalité des processus de « modernisation » du monde rural, dans le passage de régimes bureaucratiques et autoritaires favorables à la grande propriété aux systèmes de mesures et d'institutions publiques qui soutiennent, par la suite, la petite propriété agricole.

Au final, cette publication revêt donc plusieurs intérêts majeurs. Celui tout d'abord de présenter, sous la forme

de trois contributions distinctes, un panorama problématique de l'historiographie nationale des campagnes contemporaines de chaque pays intéressé (France, Italie, Espagne). Au-delà d'un simple inventaire bibliographique, les auteurs soulignent les pistes de renouvellement, les nouveaux objets, les dernières questions soulevées.

Ensuite, les problèmes ouverts lors du colloque de Rome en 1997 au sujet de la « politisation » du monde rural sont désormais approfondis par de nouvelles recherches interdisciplinaires, plurinationales et articulées autour de questions variées. En plaçant plusieurs thèmes au centre de l'attention, en discutant diverses hypothèses à leur sujet, les contributions de ce second volume ouvrent de nouvelles et fructueuses perspectives, diversifiant ainsi l'approche en abordant de nouvelles problématiques : le marché, les mouvements paysans, l'associationnisme, les institutions et les politiques agricoles, le rapport entre les traditions rurales et les processus de « modernisation », les mythes et l'imaginaire rural (approchés à travers des objets comme le cinéma ou la littérature). Pourtant, de l'aveu même des chercheurs qui ont rassemblé les diverses contributions présentées ici, l'objectif initial des deux colloques – notamment lié à la création d'un terrain de dialogue entre les différentes historiographies nationales – n'a été que partiellement atteint, les traditions et inerties nationales continuant malheureusement de peser fortement. Cependant, on ne peut que saluer les louables efforts de tous les participants dans leur tentative d'initier la nécessaire construction d'une histoire comparée des paysanneries contemporaines de l'Europe méridionale dont

on s'aperçoit ici que ce qui les distingue est au moins d'équivalente importance que ce qui les rapproche. Espérons qu'à l'avenir cette expérience soit suivie de beaucoup d'autres.

Antoine Cardi

Michel BOULET (dir.), *La Formation des acteurs de l'agriculture. Continuités et ruptures, 1945-1985. Actes du colloque de l'ENESAD, novembre 2001*, Dijon, Educagri éditions, 2003, 222 p., ISBN 2747554880.

Le 150<sup>e</sup> anniversaire du décret du 3 octobre 1848, qui crée pour la première fois en France un dispositif complet d'enseignement professionnel de l'agriculture destiné à former des valets et des petits exploitants (fermes écoles), des exploitants moyens (écoles régionales) et de grands propriétaires (institut national agronomique), a fourni l'occasion d'organiser plusieurs manifestations consacrées à l'histoire de cet ordre d'enseignement encore mal connu. Des ouvrages ont été publiés (par exemple : Michel Boulet, Anne-Marie Lelorrain et Nadine Vivier, *1848, le Printemps de l'enseignement agricole*, Dijon, Educagri, 1998, 151 p. ; Thérèse Charmasson, Michel Duvigneau, Anne-Marie Lelorrain et Henry Le Naou, *L'Enseignement agricole, 150 ans d'histoire*, préface de René Rémond, Dijon, Educagri, 1999, 251 p. ; Marie-Claude Le Roux, *et alii, L'Enseignement agricole et son patrimoine, répertoire historique et patrimonial des établissements en 1998*, 4 vol., Dijon, Educagri, 1998 ; *Aux commencements... Quelques pionniers de l'enseignement agricole catholique*, Paris, CNEAP, s.d. (1999), 110 p.). *Histoire et Sociétés Rurales* (n° 17,

1<sup>er</sup> semestre 2002, p. 239-240)a, sous la plume de Jacques Hantraye, rendu compte du volume rassemblant les actes du colloque tenu à Dijon en janvier 1999 (Michel Boulet, dir., *Les Enjeux de la formation des acteurs de l'agriculture, 1760-1945*, Dijon, Educagri, 2000, 525 p.). Un second colloque, organisé par l'Académie d'agriculture sur le thème «l'enseignement agricole, quels apports à la société?» a réuni 500 participants à Paris en avril 1999; les actes en ont été publiés dans la revue de l'Académie en décembre 1999 (publication: UNESCO, Paris, vol. 85, n°5, 1999, 2 volumes, 231 et 188 p.). Dans plusieurs régions, des contributions à l'histoire de cet enseignement ont aussi été publiées, sans qu'un recensement exhaustif ait été entrepris à ce jour (quelques exemples: *L'Enseignement agricole a cent cinquante ans, 1848-1998, contributions historiques de la Franche-Comté*, Besançon, SRFD, 1998, 384 p. et 2001, 403 p.; Jean Blanchon, *150 ans d'enseignement agricole en Auvergne*, Clermont-Ferrand, DRAF Auvergne, 1999, 99 p.; *L'Enseignement agricole en Bourgogne, 1848-1998, 150 années d'histoire et de développement*, Dijon, DRAF Bourgogne, 1999, 60 p.; *1848-1998, Histoire et modernité de l'enseignement agricole dans les Pays de la Loire*, Nantes, DRAF Pays de la Loire, 1999, 124 p.).

Le colloque qui s'est tenu à Dijon les 27-29 novembre 2001 constitue, en quelque sorte, la clôture du cycle des manifestations liées au 150<sup>e</sup> anniversaire du décret, même si sa réalisation n'avait pas été inscrite au programme. En effet, en conclusion du colloque de janvier 1999, Nadine Vivier, relayant la demande de nombreux participants, soulignait que «le regret d'avoir 1945 pour date butoir

a imposé l'idée d'un futur colloque portant sur la période 1945-1985, qui confronterait grands témoins et chercheurs, pour se pencher sur la façon dont l'enseignement agricole s'est adapté aux exigences d'une agriculture totalement transformée» (*Les enjeux de la formation*, p. 519). Le second colloque de Dijon, dont nous rendons compte ici, s'est donc intéressé à ces 40 années qui vont de la Libération au vote par le Parlement, en 1982-1985, des lois de décentralisation qui ont bouleversé en particulier l'organisation et le fonctionnement du système éducatif en France.

Du point de vue de l'enseignement agricole et de l'agriculture, ces quatre décennies s'organisent autour des années 1960-1962, qui ont vu la promulgation des grandes lois agricoles dont la mise en œuvre a remodelé l'ensemble du secteur agricole (loi du 2 août 1960 relative à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles; loi du 5 août 1960 d'orientation agricole et loi complémentaire du 8 août; loi programme du 4 août 1962; auxquelles il faut ajouter la loi du 28 décembre 1966 sur l'élevage). La loi du 2 août 1960 marque la naissance de l'enseignement agricole contemporain, avec la création des lycées et collèges agricoles, qui s'inscrit dans la politique scolaire de la V<sup>e</sup> République naissante. Et, dans le même temps, l'enseignement agricole conserve ou, plutôt, développe des spécificités qui expliquent pour partie le succès qu'il rencontre. 10 000 élèves dans les établissements publics en 1960, 53 000 en 1985. Mais le nombre d'élèves n'a jamais constitué le seul indicateur retenu pour évaluer son fonctionnement. Une des constantes depuis le décret du 3 octobre 1848 est la volonté explicite des respon-

sables ministériels de ne pas circonscrire le champ de l'enseignement agricole aux trois ordres traditionnels, primaire, secondaire, supérieur, mais à y englober la formation des adultes, l'expérimentation technique, la pratique directe de l'agriculture. Depuis 1879, les représentants du ministère de l'Agriculture dans les campagnes s'appellent professeurs d'agriculture, et leur activité articule enseignement, vulgarisation, conseil technique, expérimentation, encouragements aux agriculteurs. De là l'intitulé des colloques de 1999 et 2001 : la formation des acteurs de l'agriculture, sous ses différentes modalités, scolarisation, cours par correspondance et cours saisonniers, conférences pour adultes...

Le volume publié sous le titre *La Formation des acteurs de l'agriculture, Continuités et ruptures, 1945-1985* regroupe 20 contributions ayant servi de bases de discussion pendant les trois journées des 25-27 novembre 2001. Elles sont distribuées selon les quatre thèmes qui ont organisé les travaux. La première partie, « une société en mouvement », rappelle les cadres dans lesquels s'inscrit l'enseignement agricole. René Rémond étudie l'évolution du rôle de l'État de la IV<sup>e</sup> à la V<sup>e</sup> République. À partir de la Libération, l'interventionnisme croissant de l'État dans les activités économiques et financières, dans l'enseignement, la banque, l'industrie ou l'agriculture s'accompagne, chez tous les cadres de la haute fonction publique, d'une volonté de « modernisation », condition nécessaire pour « prévenir une autre défaite et refaire de la France une grande nation ». Cette vision politique du « rôle positif de l'État » conduit aux lois d'orientation agricoles de 1960-62. Antoine Prost analyse la mise en

système du secteur éducatif à travers les réformes scolaires, depuis le projet présenté par Ferdinand Buisson en 1910 jusqu'aux réformes Berthoin (1959) et Cappelletti (1963), en passant par les tentatives sans lendemain de Jean Zay (1937). La période s'achève avec la mise en place du régime de compétences partagées entre l'État et les collectivités locales en 1982-85 et la création des baccalauréats professionnels. Et pendant les années 1945-1960, dans l'enseignement agricole, rappelle Anne-Marie Lelorrain, les responsables ministériels se montrent totalement incapables de mener à bien les réformes qui s'imposeraient pour sortir le dispositif de la stagnation et du déclin. Pourtant, comme le montre Raymond Mérimon, ces mêmes années ont vu l'implication croissante de l'État dans la « diffusion du progrès » en agriculture par la « vulgarisation » grâce à l'action des successeurs des professeurs d'agriculture, les ingénieurs des services agricoles. Ceux-ci, à partir des années 1960, faut-il y voir la contrepartie de leurs succès, ont été de plus en plus contestés et marginalisés par les responsables des organisations professionnelles agricoles qui obtiennent en 1966 le contrôle du « développement agricole », retiré des compétences de l'administration.

La seconde partie, « la loi de 1960 et sa mise en œuvre », est consacrée à la loi du 2 août 1960 sur l'enseignement et la formation professionnelle agricoles. Michel Boulet en étudie la genèse en insistant sur le rôle moteur joué par le Premier ministre Michel Debré, qui perçoit avec une conscience aiguë de leurs conséquences les implications du traité de Rome et de la politique agricole commune en gestation, mais qui se trouve confronté à l'opposition de la FNSEA et à l'attentisme du CNJA

(FNSEA, Fédération nationale des syndicats agricoles ; CNJA, Centre national des jeunes agriculteurs, les deux organisations syndicales les plus puissantes dans le monde agricole tout au long de la période). Le projet de loi est donc élaboré par un groupe de fonctionnaires et met l'accent sur la nécessaire « harmonisation avec l'enseignement national », sans aborder la question des rapports de l'État avec les établissements privés, si nombreux dans l'enseignement agricole. C'est à la demande du Premier ministre lui-même que ces derniers ont été inclus dans le champ de la loi. L'ambition est considérable. Complétée par la loi programme de 1962, la loi du 2 août 1960 vise à harmoniser les structures des établissements, les durées de formation, les diplômes entre l'Éducation nationale, où se met en place la réforme Berthoin, et l'enseignement agricole, ainsi qu'à mailler le territoire de collèges et de lycées agricoles qu'il aurait fallu construire et équiper. Marie-Laure Chaix à partir de l'examen minutieux des crédits votés par le Parlement et des effectifs scolarisés de 1960 à 1970, et après analyse du train de réformes de 1959-1963, conclut, contrairement au discours politique du moment, à un abandon des objectifs de la loi du 2 août 1960 : nouvelles orientations des formations destinées aux jeunes filles, resserrement des formations « masculines » sur des contenus étroitement techniques et professionnels expriment sans ambiguïté une stratégie qui conduit à un arrêt du programme de constructions de 1962. C'est que l'exode rural, la raréfaction des débouchés professionnels en agriculture, la mise en œuvre des réformes Berthoin et Capelle au ministère de l'Éducation nationale avec l'achèvement

du réseau des collèges, ont eu pour conséquence facilement explicable, à travers la réduction brutale des crédits publics à partir de 1969, la mise en sommeil d'une loi dont toutes les implications n'avaient probablement pas été appréciées sur la longue durée.

Moins homogène, la troisième partie, « les spécificités de l'enseignement agricole », cherche à cerner l'identité du dispositif après les lois de 1960. Jean-François Chosson et Guy Fossat brossent la longue espérance de l'éducation populaire et de son institutionnalisation dans « l'éducation socio-culturelle », pivot et originalité de l'enseignement agricole. Jean-Claude Parot étudie comment la conception des programmes d'enseignement a évolué de 1960 à 1985 pour mettre en avant une vision globale et intégrée de « l'homme, du citoyen, du producteur » comme ferment d'une profonde rénovation des contenus enseignés et des méthodes utilisées. Les transformations introduites dans la conception de la formation des adultes, depuis les prémisses de l'éducation populaire à la Libération jusqu'aux formations qualifiantes et diplômantes des années 1980 précédant la validation des acquis de l'expérience, sont observées, parfois avec nostalgie, par J.-F. Chosson, M. Boulet, P. Barde, J. Bichaud, H. Lepeule. Les constantes et les mutations dans les fonctions et le rôle exercés par les ingénieurs formateurs dans les établissements sont mises en miroir avec les évolutions de l'activité agricole et l'insertion de l'agriculture dans les échanges internationaux par E. Marshall et H. Devaux. Enfin, trop rapidement, François Clerc présente un bref panorama de l'enseignement supérieur et de la recherche, à la mesure toutefois de la place qui leur avait été réservée dans le colloque.

La dernière partie, « perspectives », réunit trois contributions sans lien immédiat entre elles et dont seule la dernière propose une visée stratégique. Thérèse Hamel, Michel Morisset et Jacques Tondreau présentent la réforme de l'enseignement agricole au Québec en 1960. D'intégration en démembrement, elle a conduit à une marginalisation complète de l'enseignement agricole, comme, dans le même temps, l'agriculture a été marginalisée dans la société québécoise. Après tout, peut-être est-ce la même perspective qui s'offre à l'enseignement agricole en France? Michel Boulet, dans une communication qui aurait pu trouver sa place dans la troisième partie, analyse la sortie de crise qui a suivi l'abandon de la loi du 2 août 1960, les conséquences économiques et sociales de la nouvelle politique agricole, les efforts internes des établissements d'enseignement pour moderniser leurs pratiques pédagogiques, les tentatives de réformes concertées entre l'administration et la profession agricole, jusqu'à la « rénovation » engagée en 1984 par le ministre Michel Rocard, et qui constitue aujourd'hui encore le socle institutionnel de l'enseignement agricole.

Pour clore cette quatrième partie, et l'ouvrage lui-même, Edgard Pisani, qui a été le ministre de la mutation de l'agriculture française d'août 1961 à janvier 1966, dresse le bilan de son action et livre des convictions personnelles: « par-delà les évolutions techniques, scientifiques, économiques, culturelles qui ont bouleversé nos paysages et nos sociétés, loin en apparence de 'l'ordre éternel des champs', il nous faut inventer et faire vivre un équilibre où l'agriculteur, fidèle à sa vocation nourricière, assumera des res-

ponsabilités d'un autre ordre qui, n'étant pas toujours marchandes, devront être reconnues et honorées comme étant d'intérêt commun. [...] Je cherche l'impossible programme d'une formation qui donnerait à chaque fille, à chaque fils d'agriculteur le désir de rester là, les pieds dans la terre et le corps, la tête au soleil, dans une société globale dont il partagerait les responsabilités et les espoirs ». D'autres responsables ont apporté leur propre contribution, M.-C. Becouarn, Michel Gervais, Louis Malassis. Une bibliographie de 75 titres, des annexes reproduisant quelques textes législatifs et la liste des ministres de l'Agriculture de 1945 à 1985 complètent utilement un ouvrage dont le sous-titre « continuités et ruptures » affiche bien le fil conducteur.

Un regret au terme de ce compte rendu : l'enseignement agricole privé, dont le rôle et la fonction sont si importants au sein du monde agricole n'est présent qu'à travers une courte note présentant les Maisons familiales rurales d'éducation et d'orientation. L'absence de références à l'enseignement catholique, qui scolarise aujourd'hui près d'un tiers des effectifs, jette une ombre sur un tableau qui enrichit pourtant la connaissance et la compréhension d'un élément mal connu du système éducatif français contemporain.

Edgar Leblanc

Xavier de PLANHOL, *Le Paysage animal. L'homme et la grande faune: une zoogéographie historique*, Paris, Fayard, 2004, 1127 p., 50 €, ISBN 2213607834.

Depuis plus d'une quinzaine d'années, Xavier de Planhol, grand spé-

cialiste des terres d'Islam, du Maghreb à la Perse, se consacre à renouveler la géographie historique, proposant tour à tour une *Géographie historique de la France* (Paris, Fayard, 1988, rééd. 1994) et une vivifiante histoire et géographie des boissons fraîches (*L'Eau de neige : le tiède et le frais*, Paris, Fayard, 1995).

Dans ce nouveau travail, l'auteur propose une volumineuse synthèse sur l'histoire et la géographie mondiale de la grande faune. Son titre peut paraître insolite. Depuis des générations, géographes et historiens avaient volontairement exclu la faune du paysage, s'attachant à décrire les formes du relief, les formations végétales « naturelles », les artefacts induits par l'anthropisation, en excluant la vie animale qui s'y développait tout comme les interactions entre l'animal et son milieu. Partie intégrante de la portion d'un pays que la nature présente à un observateur, la grande faune ne pouvait être indéfiniment exclue du champ d'étude du géographe « paysagiste ».

Pour Planhol, ce thème permet même, sans doute mieux qu'un autre, « de faire ressortir la spécificité de la science géographique, située au carrefour des sciences naturelles et des sciences humaines, pour entreprendre la description du monde », réaffirmant contre les prophètes de malheur l'unicité de la géographie. Du côté de la communauté historique, ce travail était d'autant plus attendu qu'aucune grande synthèse, à cette échelle, n'avait été réellement entreprise depuis le livre fondateur de Robert Delort, *Les Animaux ont une histoire* (Paris, Seuil, 1984). Reposant sur une bibliographie particulièrement impressionnante (plus de 3 000 titres), cet ouvrage vient donc à point nommé.

Si la grande faune sauvage fait l'objet de toutes les attentions, c'est d'abord parce qu'elle prend une place beaucoup plus grande que la microfaune dans nos paysages et dans leur façonnement, mais aussi, de toute évidence, parce que, figurant davantage dans les sources, elle a suscité des travaux beaucoup plus nombreux et plus aboutis. Les mondes subaquatiques, pour leur part, restent aussi exclus du sujet, car ils obéissent à des logiques différentes et marquent naturellement beaucoup moins les paysages... Le problème se pose toutefois des limites à attribuer à cet ensemble « mégafaunistique » : selon les auteurs, la notion reste particulièrement relative. Cependant, l'objet d'étude est d'autant plus intéressant que les plus grandes espèces apparaissent les plus fragiles : « plus ils sont grands, plus ils sont vulnérables ». La question essentielle, qui constitue le fil directeur de l'ouvrage, reste donc celle des extinctions du Quaternaire.

Au fil de son récit, Xavier de Planhol s'attache à bien distinguer les réalités historiques des discours convenus, des lieux communs et des propos de table sur la disparition des espèces animales. Une première grande partie concerne naturellement « les ravages humains ». Elle tend à montrer que si l'homme a beaucoup détruit, cherchant, sans toujours y réussir, à éliminer systématiquement les grands fauves, le loup, le lynx ou l'ours, le tigre ou le lion, il a causé moins de ravages qu'on ne l'a souvent dit. D'un côté, l'homme a cherché à détruire systématiquement les animaux qu'il considérait comme des nuisibles, la notion de « pestes » et de « prédateurs » variant sensiblement selon les lieux et les époques. Il s'agissait toujours d'une des-

truction consciente et délibérée des individus le menaçant directement, ou menaçant ses cultures ou ses troupeaux, selon une gamme de procédés techniques toujours plus perfectionnés. Parmi ces guerres plus que millénaires, l'auteur s'arrête particulièrement sur le cas de l'ours et du loup, pour montrer l'ampleur de leurs dégâts jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Leur chasse active restait donc motivée, et le reste parfois encore dans des contrées comme la Sibérie. Tout l'intérêt de cette analyse est de bien montrer que l'homme est somme toute resté un bien piètre destructeur. Au bout du compte, la régression des animaux nuisibles ou classés comme tels a été très lente et partielle, l'homme n'ayant jamais réussi à éliminer aucune espèce animale, se contentant pour le mieux de les faire « reculer au-delà des limites qu'il se réservait ». Au surcroît, les échecs sont restés fort nombreux : devant la prolifération des lapins, des rats musqués ou des pigeons, l'homme est resté foncièrement désarmé. Lorsque des populations animales ont pu fortement régresser, voire disparaître totalement de la planète, c'est que l'homme a produit des « massacres inconsidérés », par « son inconscience, sa sottise, par le goût du lucre immédiat ou par cruauté stupide ». Dans la gamme des « carnages sadiques » on peut placer les trafics et captures excessives, destinées à l'approvisionnement ininterrompu des ménageries et des parcs animaliers, ainsi que les grandes chasses récréatives ou sportives. Pour autant, la raréfaction des espèces sauvages est surtout due à une prédation à des fins alimentaires (tortue marine, pingouin de l'Atlantique nord, aurochs), ornementales et vestimentaires (castor, hermine, zibeline, vison, martre du Canada),

industrielles et « artistiques » (bison, antilope, éléphant...), thérapeutiques ou aphrodisiaques (les vertus du castoréum et de la corne de rhinocéros!), voire « scientifiques ». Les modèles de massacres diffèrent considérablement selon les espèces, leur rythme pouvant dépasser des millénaires (tortues de mer) ou prendre des formes accélérées (bison d'Amérique). Dans tous les cas, on peut remarquer que c'est surtout le modèle lent qui a longtemps prédominé, les exterminations rapides se faisant plus récemment grâce à des techniques plus efficaces, au détriment d'espèces grégaires.

Quoi qu'on en dise, ces grands massacres appartiennent aujourd'hui au passé. Ils se sont généralisés au moment de la Révolution industrielle, lorsque sont apparues les armes à haut pouvoir destructeur. Aujourd'hui, des menaces pèsent encore sur la faune sauvage, mais elles sont directement liées à la modification de l'environnement : catastrophes anthropiques (marées noires, délestages de barrages hydro-électriques), lignes à haute tension, percement de routes, déboisement, assèchement des zones humides, transformation de l'agriculture, pollutions multiples...

Une seconde partie est consacrée au « cortège humain ». À l'encontre des idées reçues, l'auteur s'attache à démontrer que si l'homme a beaucoup détruit, il a sans doute aussi davantage construit, en favorisant volontairement ou malgré lui le développement de très nombreuses espèces. Un premier groupe est constitué par les commensaux : il s'agit ici d'animaux qui ont été attirés par l'homme pour diverses raisons, allant jusqu'à former une véritable association, complexe, avec lui. Leur liste est extrêmement longue.

Il peut d'abord s'agir d'animaux conduits à approcher l'homme par son intérêt matériel, trouvant à sa proximité « le gîte et le couvert ». Des animaux au comportement rudéral, comme la chauve-souris, l'hirondelle, le gobe-mouche gris, la cigogne, la grande mésange ou la corneille, sont surtout attirés par les structures bâties, ou par la chaleur dégagée par les habitations humaines. Par l'extension des surfaces mises en culture, par les destructions inconsidérées, par la masse des déchets qu'il génère, l'homme favorise aussi involontairement certaines espèces. Le développement actuel des rapaces le long des infrastructures routières et autoroutières s'explique ainsi par la masse des animaux tués par les véhicules automobiles. Mais l'attrance des charognards pour les lieux anthropisés est loin d'être une nouveauté. Selon les lieux et les époques, chacals, aligators, vautours et milans, zopilotes et urubus, gypaètes barbus, ont toujours constitué des éléments familiers du paysage, en assurant journalièrement leur travail de nettoyage. Le rat, de son côté, cultive une relation très complexe avec l'homme, et le lecteur trouvera de très belles pages sur la « guerre des ombres » qui, depuis la fin de l'époque moderne, est déclarée au cœur de nos cités entre le rat noir et le rat brun. D'autres espèces, enfin, se sont multipliées à la faveur de l'extension des cultures ou du pastoralisme, profitant de ressources alimentaires nouvelles et abondantes : grives, chardonnerets, rats taupiers, sangliers et chevreuils, singes, éléphants et hippopotames... Il faut donc noter l'augmentation continue du nombre de commensaux, directement causée par le développement des facteurs favorables à leur prolifération, lié à l'essor effréné et tentaculaire des activités anthropiques.

À leurs côtés est aussi apparue une « nouvelle faune anthropogène », conséquence positive des actions humaines. Certaines espèces ont ainsi profité de la modification, temporaire ou durable, des milieux. L'outarde canepetière, qui demande des espaces découverts propices à ses courses sur le sol, est par exemple revenue en force dans les zones du nord-est de la France, dévastées par la Grande Guerre, et se limite encore aux steppes des terrains militaires : c'est un oiseau militarophile qui affectionne les camps de manœuvre et les champs de bataille. Surtout, une foule d'espèces a progressivement été introduite, sciemment ou involontairement, comme le faisan, le daim, le cygne blanc ou le dindon sauvage d'Amérique, pour ne citer que les plus connus. Apportant sa contribution au débat sur la biodiversité, Planhol considère que « Les introductions ont créé de la diversité. Le paysage animal de la planète est plus varié depuis qu'il a reçu la marque de l'homme ». Éternel apprenti sorcier, l'homme a cependant multiplié les échecs. Lorsque, cas fréquent, l'espèce introduite n'arrive pas à se développer dans une région nouvelle, le mal ne frappe que les pauvres individus objets de l'expérience. La question change naturellement d'échelle lorsque l'espèce introduite échappe au contrôle de ses introducteurs, et se multiplie à l'excès : c'est le cas, bien connu, du pullulement du lapin depuis l'époque médiévale, de l'invasion des Îles britanniques par l'écureuil gris d'Amérique, ou de l'inquiétante multiplication de la grenouille-taureau d'Amérique du Nord, dans la région de Bordeaux et d'Arcaçhon. L'auteur accorde par ailleurs une attention particulière à la question du retour des animaux domestiques à

l'état sauvage, phénomène qu'il appelle féralisation, empruntant ce terme à la langue anglaise. L'ensauvagement des animaux domestiques paraît beaucoup plus étendu et ancien qu'on le croit généralement, et ne se limite pas aux lâchers de bétail lors de la conquête du Nouveau Monde, à l'introduction de dromadaires, de buffles, de porcs ou de chevaux en Australie ou en Amérique du Nord. Leur propagation prend des allures de catastrophe lorsqu'elle atteint l'équilibre même du milieu naturel, comme le prouvent les dégâts des mustangs dans l'Ouest américain, ou les ravages de la tortue de Floride sur la faune aquatique européenne. Il peut avoir des conséquences tout aussi graves dans les zones urbaines, par la prolifération des pigeons des rues, des chats ou des chiens errants.

Dans cette partie s'insère enfin un long et passionnant chapitre consacré à la protection de l'animal. À partir de l'exemple du loup, du lynx, de l'ours brun, mais aussi du tigre, du cheval de Przewalski, du cygne trompette ou des oies sauvages, l'auteur montre bien que la question de la préservation ou de la réintroduction des espèces s'insère dans une problématique bien plus vaste, qui comprend l'aménagement global du territoire, la régulation de la faune sauvage (plans de chasse) et ses rapports avec les populations locales. Dans tous les cas, elle dépend d'une volonté politique et d'un choix social, valables au cas par cas, et ne peut être viable que si les habitants du pays y trouvent un intérêt réel. Remplir une telle condition reste essentiel dans une « planification globale de la conservation des grandes espèces », indispensable et urgente pour celles qui sont les plus menacées.

En bon géographe, l'auteur consacre une dernière partie à une typologie régionale « des actions humaines ». Les vieux pays comme le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord ou la Chine, sont logiquement marqués par un façonnement anthropique qui remonte à la plus haute Antiquité, conduisant à un important déclin, tant quantitatif que qualitatif, des faunes originelles. L'éléphant asiatique, le lion d'Asie, l'addax (antilope du grand désert), le bubale, l'oryx, la girafe, en ont été les premières victimes.

Mais l'appauvrissement faunistique a été compensé par une forte diversification anthropique, liée en partie à une importante féralisation. L'Europe, en définitive, est un cas assez atypique : en dépit d'une importante modification de l'avifaune, et de reculs sensibles d'espèces comme l'élan, le renne, le castor ou la zibeline, aucune disparition notable n'y est enregistrée, à l'exception de l'aurochs et des rares éléments subtropicaux comme le lion des Balkans ou le magot de Barbarie. « Ce vieux pays par excellence n'a pas causé à sa faune de dommages irréversibles. Nulle part sans doute les espèces menacées n'ont été plus habiles à trouver des refuges, notamment dans les massifs montagneux, qui ne manquent pas. L'homme a tout au plus éliminé, des secteurs les plus peuplés et les plus exploités, de grands carnassiers comme l'ours et le loup, et quelques très grands herbivores qui concurrençaient son bétail. Son action sur la faune a été essentiellement quantitative ». De nos jours, les « conditions psychosociales » sont cependant parfaitement réunies pour protéger ce cortège d'espèces, notamment dans les espaces humides et marécageux.

Un autre groupe de pays est représenté par les espaces de colonisation tels que l'Afrique et l'Asie intertropicale, le domaine russe ou l'Amérique. En Afrique ou en Amérique, les populations autochtones, restées pendant des siècles à des stades d'évolution relativement peu avancés, n'ont jamais réussi à exercer une pression trop dégradante sur leur environnement. De très belles pages sont ainsi consacrées à la question de l'attitude des Indiens d'Amérique envers la faune, répondant au débat, lancé Outre-Atlantique dès les années 1970, sur leur caractère conservateur ou destructeur de la nature. Pour Xavier de Planhol, «l'Indien était un écologiste sans le savoir», ses croyances impliquant des obligations mutuelles entre l'homme et l'animal. En créant des besoins nouveaux, l'arrivée des Européens l'a cependant poussé à détruire inconsidérément la faune Nord-Américaine, notamment pour la fourniture de fourrures, l'installation massive de colons, au XIX<sup>e</sup> siècle, précipitant les évolutions. En Afrique comme en Inde, le recul massif de la grande faune date aussi de la colonisation, tant en raison de la chasse sportive (lion, tigre) que dans des buts mercantiles (ivoire, corne de rhinocéros), entraînant des déséquilibres profonds. Pour autant, une prise de conscience progressive conduit aujourd'hui la plupart des États à développer des mesures de protection, l'Inde restant à ce sujet l'un des pays les plus exemplaires.

Dans cette sombre série, les évolutions les plus critiques sont surtout enregistrées dans les milieux insulaires. Dans ces espaces, généralement dépourvus des plus grands animaux et de la plupart des prédateurs, l'arrivée de l'homme a conduit à de profondes per-

turbations. Les Îles continentales comme Madagascar et l'Australie minimisent les dégâts en raison de leur immensité. L'Australie bénéficiait ainsi d'une faune particulièrement originale, caractérisée par la prépondérance des marsupiaux, et l'absence presque exclusive des placentaires. Les massacres perpétrés par les Européens ne sont pas à exagérer, mais l'introduction des chiens, des chats et des renards a sans aucun doute produit de considérables dommages. Les Îles océaniques, où s'était développée une vie originale à l'écart de toute perturbation, ont connu des drames beaucoup plus intenses, du fait de l'introduction de petits prédateurs commensaux, comme les rats puis les chats, amenés pour contrôler les précédents! Dans des espaces comme l'Île Maurice, la Réunion ou Rodriguez, par exemple, ce sont des dizaines d'espèces, notamment d'oiseaux, qui ont rapidement et irrémédiablement disparu.

Cet ouvrage solide, particulièrement documenté et stimulant, est d'autant plus précieux qu'il apporte un panorama global de l'évolution de la faune mondiale, sans sombrer dans les généralités simplificatrices. Les conséquences de toute cette réflexion sont très claires. Les espaces qui couvrent la planète étant tous, peu ou prou, modifiés ou façonnés par l'homme, il n'est plus «de paysage animal qui ne porte plus ou moins sa marque [...]». L'idée même de 'protection' ou de 'conservation de la nature', quant à elle, relève d'ailleurs d'un abus de langage manifeste dans la mesure où il ne peut s'agir que d'une nature presque entièrement artificielle, intensément remodelée par l'homme dans ses équilibres comme dans sa dynamique». Quelle que soit la région du monde, il

est évident que la place de l'animal, sa conservation comme sa régulation, ne peuvent être considérées en faisant abstraction des communautés humaines. Principal acteur du paysage animal, « c'est le Maître de la Terre qui devra veiller à ce que les places y soient justement réparties entre ceux qui auront choisi d'y demeurer ».

Jérôme Buridant

**Sarah RÉAULT-MILLE**, *Les Marais charentais. Géohistoire des paysages du sel*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2003, 270 p., 19 €.

Cette géohistoire des paysages du sel, issue d'un thèse de géographie soutenue à l'université de Nantes en décembre 2000, a pour ambition d'étudier l'évolution des littoraux situés entre l'île de Ré et l'estuaire de la Gironde. Le temps long a été adopté, seul moyen d'appréhender les différents apports qui ont façonné le milieu. Afin d'en comprendre l'évolution et de voir comment ces espaces sont passés d'un système productif (les marais salants) à un objet de contemplation, l'auteur conduit une analyse en trois temps en analysant les strates structurelle, superficielle et enfin culturelle de ces côtes.

La strate structurelle du marais salicole montre un paysage fossile qui a conservé un rôle fondamental. C'est l'étape de la mise en valeur salicole du marais, le décor qui permet la « mise en paysage » actuel. Sarah Réault-Mille décrit l'évolution et la longue construction du marais salant charentais du début du Moyen Âge au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Plusieurs siècles ont été nécessaires, en effet, pour que la saline prenne la complexité que nous lui connaissons aujourd'hui. Produit spé-

culatif comme beaucoup de produits issus des espaces humides, le sel a connu des périodes fastes et aussi des déboires économiques. Le produit fut soumis aux règles très dures de la concurrence internationale sous l'Ancien Régime, aux difficultés résultant des guerres révolutionnaires puis napoléoniennes. Il dut enfin essayer la concurrence des salines du Midi favorisées par le chemin de fer. Malgré tous ces handicaps, ce paysage fossile s'est maintenu et est parvenu jusqu'à nous.

Dans la seconde partie, l'auteur étudie le déroulement des modes d'occupation successifs du milieu. Cet espace est en effet aussi tirailé par les fonctions militaires de Rochefort qui semble concurrencer, un moment, la citadelle de Brouage. Mais, plus que Rochefort, ce fut l'envasement de la baie qui porta un coup fatal à Brouage et qui la ramena après la Révolution au rang de ruine salicole. Malgré tout, le pays s'adapta. Après les affres de la déprise, les marais furent repris par des monocultures et, là où la mer irrigua encore les bassins, l'aquaculture s'installa. En revanche, là où la mer fut exclue par l'accumulation des vases, l'agriculture s'implanta. Quand l'urbanisation s'étendit, le marais maritime charentais devint symbole d'une nature rare. Sarah Réault-Mille montre ainsi comment des modes culturels différents se sont appropriés un même milieu originel. Nous sommes là dans le monde du paysage en mouvement. Pour comprendre ces évolutions, l'auteur nous rappelle avec justesse que la déprise salicole fait partie de l'« essence » même d'un marais salant. L'étude fine du paysage permet aussi à Sarah Réault-Mille de souligner que le marais n'est salant que pour le propriétaire, le négociant, l'État. Dans ce

paysage de marais salant, il y a, en effet, de larges espaces plats qui n'ont pas été façonnés en salines. Les bosses de marais servent pour la culture de céréales ou des légumineuses. On y cultive aussi le fenouil sauvage et la moutarde. On peut se demander, dès lors, dans quelle mesure les appellations de marais salants et de sauniers données par une population exogène ne sont pas une trahison d'une réalité productive locale. Le cultivateur n'est saunier que pour son propriétaire. Dans son travail au quotidien, c'est avant tout un paysan.

La strate culturelle du paysage est abordée dans la troisième partie. Les formes d'idéalisation du marais conduisent à se demander si le paysage charentais est encore utile. Cette analyse cherche à comprendre les grandes oppositions que l'on observe dans la gestion des marais salicoles : d'un côté, le regard des producteurs qui vivent du marais et sans lesquels le marais pourrit ; de l'autre le regard de ceux qui l'intègrent dans une sphère économique plus large, ouverte sur l'extérieur. Ces nouvelles approches transforment ou figent ce qui était voué, uniquement à la production. L'évolution paysagère est dorénavant artificialisée ; ce sont à la fois une esthétique de la nature et une culture perdue qui sont recherchées.

Cet ouvrage est le travail d'une géographe qui interroge un paysage et qui essaie de comprendre cette subtile alchimie qui mêle les temps présents et passés. La lecture en est stimulante et utile à la compréhension de l'évolution des paysages atlantiques. On aurait cependant apprécié la présence de références précises, ces notes de bas de pages, manie de l'historien,

qu'évoquait Marc Bloch dans son *Apologie du métier d'historien*. Elles sont ici absentes et c'est fort dommage car le travail aurait gagné en force. Mais peut-être était-ce le choix de l'éditeur ? Ce beau travail est accompagné d'un glossaire et de 74 cartes et figures.

Jean-Michel Derex

**Geneviève PIERRE, *Agriculture dépendante et agriculture durable. La PAC et les plateaux du sud-est du Bassin parisien*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2004, 328 p., 32 €, ISBN 2859445102.**

L'ouvrage de Geneviève Pierre est issu de sa thèse de doctorat en géographie préparée au sein du LADYSS (Laboratoire Dynamiques des Sciences Sociales - Paris-I, Paris-VIII et Paris-X). En revenant sur le fonctionnement d'un système agricole hyperspécialisé dans les productions de grandes cultures, celui des plateaux du sud-est du Bassin parisien, Geneviève Pierre s'inscrit dans la continuité des travaux de Jean-Paul Charvet, son directeur de thèse. Elle en prolonge et renouvelle néanmoins la portée en plaçant la question de la durabilité économique, sociale et environnementale au cœur de sa réflexion – question d'ordinaire plus fréquemment posée dans la littérature scientifique à propos des systèmes d'élevage bovin de l'Ouest français qu'aux plateaux de grande culture du Bassin parisien. Cette orientation problématique éclaire le choix de la zone d'étude et structure l'ensemble de l'ouvrage.

L'espace agricole et rural étudié concerne précisément le plateau du Barrois de la Haute-Marne, le plateau de Langres en Côte-d'Or et Haute-

Marne et le plateau de Bourgogne de l'Yonne. Il prolonge vers l'est et le sud les systèmes agricoles spécialisés dans la production de grains du centre du Bassin parisien mais s'en démarque par des potentialités agronomiques plus médiocres en grande culture, par une utilisation agricole du sol moins intensive et des rendements moins élevés. Les terres limoneuses, à sols bruns, du centre du Bassin parisien laissent ici la place à des sols minces contenant une forte proportion de cailloux sur des plateaux calcaires. Ces « terres à cailloux » définissent des potentialités agronomiques médiocres en grande culture en raison de la faible profondeur des sols et de leurs réserves hydriques réduites, limitant les possibilités de diversification culturale. Les rendements en céréales sont nettement inférieurs à ceux du centre du Bassin parisien. Cette spécificité agronomique intervient comme facteur limitant dans la diversification des productions. L'utilisation agricole du sol est plus fortement qu'ailleurs dans le Bassin parisien dominée par deux céréales (blé et orge) et par le colza, avec parfois de l'élevage en système mixte sur les plateaux de l'est. Les céréales, oléagineux et protéagineux représentent plus de 70 % de la SAU et rendent cet espace particulièrement dépendant des décisions politiques extérieures puisque les exploitants agricoles y pratiquent presque exclusivement des productions touchées par la réforme de la Politique Agricole Commune (PAC) de 1992. Pour compenser la moindre productivité physique des sols, les exploitants agricoles se sont engagés de longue date dans une stratégie permanente de conquête foncière, en cherchant à maîtriser les charges à l'hectare. À la

veille de la réforme de la PAC de 1992, les départements qui composent cette région des plateaux du sud-est du Bassin parisien présentent des superficies d'exploitations parmi les plus élevées de France. Dès 1979, les exploitations de plus de 100 ha concentrent plus de la moitié de la SAU dans la plupart des Petites Régions Agricoles qui composent la zone d'étude. L'instauration en 1992 d'un système d'aides compensatoires à l'hectare n'a fait que renforcer les tendances lourdes à l'agrandissement et à la spécialisation productive des exploitations agricoles. Les données du fichier PAC que l'auteur exploite montre une course au foncier accélérée pendant les premières années de la mise en place de la PAC de 1992. Le taux de croissance de la taille moyenne des exploitations est, sur quatre campagnes agricoles, très élevé (+9,8 % pour l'ensemble de la zone d'étude). Dans le même temps, la simplification des systèmes de production se poursuit, avec notamment une accentuation très nette de la spécialisation en blé et colza depuis 1992.

La réforme de la PAC de 1992 et son application ouvrent une période de dépendance accrue de l'économie agricole des plateaux du sud-est du Bassin parisien par rapport aux conditions économiques, politiques et administratives extérieures. Ici, la dépendance est triple. Il s'agit tout d'abord d'une dépendance politique et administrative par rapport à la PAC. La révision à mi-parcours de l'Agenda 2000, en 2003, en est un exemple. La dépendance économique se présente sous deux formes : la formation des revenus agricoles est de plus en plus tributaire des paiements compensatoires de la PAC alors que l'ouverture des marchés agricoles céréaliers, et

surtout oléagineux, pour répondre aux exigences de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), introduit une incertitude liée aux fluctuations des cours des productions, voire à leur baisse presque continue depuis la fin des années 1990. La dernière forme de dépendance est propre à certains systèmes de production hyperspécialisés en grande culture, aux limites de leur productivité, laissant peu de marge de manœuvre pour diversifier la production, pratiquer des cultures de repli en fonction de la conjoncture, développer des ateliers complémentaires et établir une agriculture multifonctionnelle et territorialisée.

Après une présentation générale de l'espace agricole et rural des plateaux du sud-est du Bassin parisien et une mise en perspective historique retraçant la genèse d'un système agricole fortement consommateur de foncier (première partie), l'auteur cherche à définir l'impact de la réforme de la PAC de 1992 sur l'économie et la démographie agricole des plateaux (deuxième partie). Elle questionne ensuite la durabilité sociale, économique et environnementale d'un modèle de développement agricole basé essentiellement, voire exclusivement sur l'agrandissement foncier des exploitations (troisième partie). S'ouvre alors toute une réflexion sur les adaptations en cours pour une meilleure prise en compte des aspects environnementaux dans les pratiques agricoles et une définition renouvelée de l'insertion de l'agriculture dans son milieu local : mesures agri-environnementales, agriculture durable, agriculture raisonnée, diversification des activités agricoles vers les produits labellisés et l'accueil touristique... Comment définir une durabilité agricole locale dans un ter-

ritoire rural et agricole dont l'évolution économique est sous la dépendance très forte et quasi exclusive de décisions politiques, administratives et économiques extérieures ?

Au final, l'auteur conclut que la durabilité agricole reste fortement liée aux perspectives économiques. Dans une stratégie de limitation des coûts de production, le changement provoqué par la mise en place de la PAC 1992 tient davantage au développement de nouvelles pratiques de commercialisation en grande culture et de valorisation qualitative de la production (qualité sanitaire, certification des procédés de production) sous l'influence des organismes stockeurs qu'à la mise en œuvre d'une agriculture multifonctionnelle. La véritable révolution du système de production PAC n'est pas dans la diversification culturelle, difficile sur les plateaux, mais dans les conditions mêmes de production de masse des quelques matières premières agricoles pratiquées, dans des assolements de plus en plus simplifiés, autour du blé, de l'orge, du colza : une production de plus en plus réalisée sous contrat de qualité, pour des variétés spécifiques, avec un taux de protéines particulier pour le blé tendre d'hiver, généralement élevé, répondant à la demande, c'est-à-dire à une organisation de plus en plus grande du marché par l'aval.

Ce livre propose une réflexion plus large sur les relations entre agriculture, territoire et politiques agricoles en région de grande culture. Il est une contribution incontournable à la connaissance des adaptations en cours des économies agricoles des plateaux du sud-est du Bassin parisien.

Mickaël Bermond